



Cercle Henri Barbusse
de culture ouvrière et populaire
rassemblementcommuniste.org

Le Trotskisme

Une division du travail dans le travail de division



Le traître Trotski et ses descendants
Boris YEFIMOV, Krokodil (URSS) - 1937



Nous dédions cet essai au camarade Ludo Martens (1946 - 2011), fondateur du Parti du Travail de Belgique, historien et militant au sein de Mouvement Communiste International, en Belgique et au Congo notamment. Il contribua par un travail internationaliste assidu, de nombreux séminaires et conférences, par plusieurs écrits théoriques importants, à la lutte contre le révisionnisme et le trotskisme avant, pendant et après l'effondrement de l'Union Soviétique et le recul temporaire du camp socialiste.

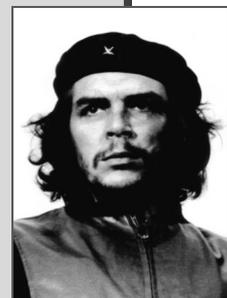
« *Quelle animal ce Trotski ; des phrases de gauche et un bloc avec la droite ! Il doit à tout prix être démasqué !* »

V. I. Lénine, Lettre à Alexandra Kollontaï, février 1917, Œuvres complètes tome 35



« *Nous avons pris quelques mesures pour que des gens qui ne représentent rien et dont nous ne savons pas d'où ils sortaient leur argent, ne continuent pas à gêner, sur des positions d'extrême gauche, le développement de notre Révolution* »

E. Che Guevara, Interview, Université de Montevideo -Uruguay, 1961, rapporté par le journal *Révolution Internationale* n°388 - 2008



« *Trotski est la prostituée du fascisme!* »

A. Gramsci, propos de prison - *Gramsci, chef de la classe ouvrière italienne* - Palmiro Togliatti, 1950 [réaction de Gramsci emprisonné par les fascistes, au fait qu'on démoralisait les prisonniers politiques en leur lisant du Trotski]



« *Avec les trotskistes, aucune entente, aucune concession n'est permise. Par tous les moyens il faut démasquer ces agents du fascisme, il faut les exterminer politiquement.* »

Ho Chi Minh, La ligne du Parti durant la période 1936 -1939, 1939



« *Capitulation en fait, comme contenu, phrases de « gauche » et gestes d'aventurisme « révolutionnaire », comme forme couvrant et exaltant l'esprit de capitulation, qui est son contenu, telle est l'essence du trotskisme.* »

J. Staline, Rapport au CC au XVIe congrès du PCUS, 1930



SOMMAIRE

Avant propos

P.5 Introduction : Les traits caractéristiques du trotskisme

Comment une théorie sans résultat peut-elle durer ?

Social-démocratie et trotskisme ; les deux mâchoires réformistes d'une même tenaille contre le communisme

La révolution permanente et le programme de transition

La phrase « ultra-révolutionnaire »

Le scissionnisme : Tare ou atout du trotskisme?

Mouvement ouvrier affaibli = regain du trotskisme

Schizophrénie ou contradiction dialectique ?

P.11 L'anti-bolchévisme de Léon Trotski (1905 – 1930)

Développer une opposition petite-bourgeoise au sein du parti pour le liquider...

Pousser la classe ouvrière à un « solo funèbre »...

Refuser tout compromis... pour mieux compromettre la révolution

P.14 Que signifie la notion d'« hitléro-trotskisme » ? (1930 – 1945)

Le Front Populaire antifasciste en France

Le Front Républicain contre les franquistes en Espagne

La résistance antifasciste pendant la deuxième guerre mondiale

P.22 Les anticommunistes de « gauche » (1945 – 1990)

Les trotskistes pendant la guerre froide

Les « soixante-huitards »

P.27 Un cheval de Troie contre l'anti-impérialisme (1990 – aujourd'hui)

Les trotskistes et les luttes de libération nationale

Une force de division au sein des mouvements pour la paix

P.33 Conclusion : reconstruire un véritable Parti communiste aujourd'hui

Annexe: Le trotskisme et la C.I.A. contre les pays socialistes

Avant-propos

De nombreux essais sur Trotski, les trotskistes et le trotskisme ont été écrits dans des circonstances historiques diverses et pour des raisons parfois contradictoires. On peut en distinguer trois catégories :

- Les ouvrages écrits par des hagiographes trotskistes eux mêmes qui font l'apologie du mouvement, en oubliant bien sûr toutes les variantes du trotskisme qui contredisent l'éloge, et le flagrant échec de cette « théorie révolutionnaire » tout au long du vingtième siècle. Ces essais sont assez largement diffusés dans nos pays capitalistes, en général parce qu'ils partagent avec l'idéologie dominante la cause commune de « l'antisoviétisme » et qu'il faut bien donner aux rayons politiques de nos librairies un semblant de diversité idéologique, un ersatz inoffensif du marxisme tant décrié. Pour conjurer le danger d'une pensée révolutionnaire authentique en conservant un semblant de pluralisme, il faut promouvoir à la fois l'anticommunisme de droite et l'anticommunisme de « gauche »...

- Les ouvrages écrits par des journalistes ou des historiens sans liens apparents avec le trotskisme, et à travers qui on sent un mélange de défiance et d'admiration vis à vis de la « radicalité » trotskiste. Dans ceux-ci, l'approche est clairement anecdotique et vise uniquement à forcer le trait « aventurier » voire parfois « comique » de certaines expériences trotskistes pour la presse à sensation (*Les trotskistes* de Christophe Nick -2002- par exemple). Les trotskistes sont très rarement présentés comme un danger pour la société, mais plus volontiers comme des « victimes du stalinisme », ou comme de sympathiques intellectuels, romantiques, utopistes, plus respectés pour leurs talents littéraires et leur « subtilité » théorique que les communistes, présentés au contraire comme des personnages médiocres, « bêtes et disciplinés » vis à vis de « Moscou », avec tout le mépris que réserve habituellement la petite bourgeoisie au prolétariat sans « culture ».

Ces deux types d'écrits, au delà parfois des contradictions, participent en général de la lutte de la bourgeoisie et de l'impérialisme contre le communisme et contre les expériences révolutionnaires.

- Les ouvrages issus du mouvement communiste enfin, qui développent une approche plus globale et intégrée, plus scientifique du trotskisme, des déformations idéologiques du marxisme qu'il opère suivant les circonstances, aux activités antiparti, antisoviétique, anticommuniste qui l'ont caractérisé aux moments clé de la lutte des classes internationale au vingtième siècle.

Ces derniers ouvrages ont été très largement diffusés au sein du mouvement ouvrier et communiste en réponse aux différents problèmes que posaient les sectes trotskistes à telle ou telle époque, même s'ils sont souvent depuis tombés dans l'oubli...

Les premiers ouvrages imprimés en URSS, recueils de citations de Lénine et de Staline sur Trotski, visaient à démontrer que ce dernier n'était pas, contrairement à ce qu'il n'a cessé de prétendre « l'héritier de Lénine » mais bien son ennemi politique le plus acharné, avant, mais aussi après 1917.

Olivier Besancenot, exporte parole du NPA: Les trotskistes n'hésitent pas à profiter de l'engouement pour la figure du Che, pourtant notoirement anti-trotskiste comme on le verra plus loin...



Des communistes comme M. J. Olgin (*Le trotskisme ou la contre révolution déguisée*), M. Sayers et A. Khan (*La grande conspiration contre la Russie*) ont écrit avant la seconde guerre mondiale des ouvrages montrant en quoi le trotskisme représentait une arme concrète de l'impérialisme fasciste allemand, de l'impérialisme US contre l'URSS. Enfin des ouvrages comme *Le trotskisme, cet antiléninisme* de Léo Figuères viendront démasquer le caractère réactionnaire des dernières vagues de cette variété du gauchisme (avec la période de Mai 1968 notamment).

Tous ces livres ont en commun de se pencher sur des groupuscules de plus ou moins faible importance à l'heure où le mouvement communiste mondial était encore large et solide ...

Nous vivons aujourd'hui une période bien différente, marquée par un reflux révolutionnaire, généralisé depuis la défaite du camp socialiste dans sa quasi-totalité. Le déclin des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, politiques et syndicales, a permis au trotskisme, idéologie de la petite bourgeoisie révoltée, de refaire surface et d'influencer aujourd'hui lourdement les luttes de classe en France et plus largement en Occident (le trotskisme, fondamentalement hostile à la paysannerie, étant très peu implanté dans le tiers-monde que le plus souvent il méprise).

L'intérêt de la présente brochure est donc moins de retracer l'histoire détaillée du trotskisme, que de démasquer au fil des différentes périodes historiques où les trotskistes se sont « illustrés », ce qui en fait un phénomène homogène, qu'il faut bien saisir d'un point de vue théorique, malgré leur célèbre scissionnisme, leurs incessantes querelles de chapelles, etc. Au-delà de la diversité de ses expressions, le trotskisme possède une unité liée à la fonction politique qu'il occupe fondamentalement : s'opposer à l'émergence d'un parti communiste révolutionnaire.

L'enjeu n'est plus d'armer une classe ouvrière offensive face aux pièges idéologiques tendus par la bourgeoisie paniquée, mais d'ouvrir les yeux de masses de plus en plus dépolitisées sur l'impasse politique trotskiste ou semi-trotskiste, au moment où la crise générale du capitalisme s'intensifie et force les travailleurs en lutte à chercher les voies politiques d'une indispensable transformation révolutionnaire de la société.

Car si le trotskisme n'a besoin de personne pour « échouer » comme il l'a toujours fait dans le passé, sa résurrection permanente sous des formes infiniment diverses est aujourd'hui le meilleur rempart de la bourgeoisie pour éviter aux masses l'unité des luttes de front, seule voie leur permettant de mener à terme la révolution socialiste qui le renversera.

Introduction

Comment une théorie sans résultat peut-elle durer ?

Le marxisme se propose d'analyser les théories et les courants politiques de manière matérialiste, c'est à dire à la lumière de leur pratique concrète et de leurs résultats, et non d'après ce qu'ils disent d'eux mêmes.

Il existe une multitude de groupes trotskistes en France et dans le monde qui, au moins en apparence, s'opposent les uns aux autres, s'accusent mutuellement de trahison, se déchirent sur des positions contradictoires. Pas une pourtant ne peut revendiquer la moindre paternité dans les conquêtes révolutionnaires qui ont jalonné le vingtième siècle. Pas une seule n'a bénéficié d'un véritable soutien de masse, contrairement aux partis communistes du monde entier à la même époque.

On serait donc tenté d'affirmer que le trotskisme, comme courant politique se réclamant de la révolution mondiale, présente un bilan nul. Et personne ne s'étonnera, au passage, du fait qu'il soit resté si marginal tout au long du siècle dernier.

Mais alors pourquoi a-t-il survécu ?

Une analyse marxiste est une analyse de classe, qui évalue un mouvement historique en posant les questions suivantes : « quelle est la classe qui agit et dans quel but ? », « quels sont les progrès ou les reculs induits par cette action pour chacune des classes en lutte dans la société ? »

Au delà de sa « *phrase de gauche* » [expression de Lénine pour dénoncer le radicalisme en parole des « gauchistes », dont le trotskisme est une variété], le trotskisme ne s'est pas consolidé grâce à des gloires révolutionnaires, mais bien au contraire parce qu'il a servi la bourgeoisie impérialiste dans sa lutte contre l'Union Soviétique, premier et principal Etat socialiste du monde, et par extension contre l'ensemble du camp socialiste lorsque celui-ci se développait (Europe de l'Est, Asie, Amérique latine, Afrique).

« *Champagne !* » avait titré Gérard Filoche (*Mai 68 histoire sans fin*), un des dirigeants de la *Ligue Communiste Révolutionnaire*, dans le Bulletin Interne de son organisation le jour de l'effondrement de l'URSS...

Le bilan du trotskisme n'est donc pas nul, au contraire. On peut même affirmer que, s'il n'en a évidemment pas été la cause, il a au moins contribué, directement et indirectement, à une victoire temporaire mais décisive de la bourgeoisie : L'effondrement du camp socialiste en 1990-1991, et la régression sociale généralisée que cette catastrophe a déclenchée non seulement dans les ex-pays socialistes mais aussi en France et dans les autres pays capitalistes. Comme théorie révolutionnaire, le trotskisme est donc stérile et inoffensif. Comme pratique contre-révolutionnaire, il a au contraire fait ses preuves tout au long du vingtième siècle.

Ces deux traits contradictoires sont intimement liés : le trotskisme a été l'une des armes de la bourgeoisie contre le communisme parce qu'il incarnait à ses yeux le meilleur substitut idéologique, inoffensif et stérile, du marxisme-léninisme, visant à conquérir les masses à la place de ce dernier. Dans sa lutte, la classe dominante ne se limite pas en effet à renforcer son propre camp ; elle cherche aussi à diviser et affaiblir le camp adverse.

Social-démocratie et trotskisme ; les deux mâchoires réformistes d'une même tenaille contre le communisme

Nombreux sont les militants, les combattants, communistes ou simplement progressistes, des Brigades Internationales ou de la Résistance antinazie, du Viet-minh ou des luttes syndicales en France, qui connaissent bien et rejettent viscéralement les organisations trotskistes. Confrontés aux nuisances de ces dernières, certains vont jusqu'à dire qu'elles sont financées par l'ennemi de classe et conscientes de leurs objectifs.

Même si ce cas de figure fut avéré à plusieurs reprises (avec l'Allemagne nazie, avant guerre, ou avec la CIA avant et pendant la « guerre froide » comme nous le verrons plus loin), on ne peut se borner à une simple explication « conspirationniste » du phénomène trotskiste. Celle-ci conduirait à sous-estimer la portée contre-révolutionnaire de la théorie trotskiste elle-même, comme arme idéologique de la bourgeoisie: Comment un militant trotskiste résolument et sincèrement convaincu d'agir pour le prolétariat dans un sens révolutionnaire, peut-il devenir l'agent de la bourgeoisie au sein d'un mouvement social?

Pas plus qu'elle n'a « créé » le protestantisme au moment où elle devait installer ses valeurs libérales en Europe lors des révolutions bourgeoises du 18^{ème} siècle, la bourgeoisie n'a pas dicté sciemment les principes trotskistes, pour faire obstacle au développement du marxisme-léninisme. Elle a tout simplement identifié, sélectionné, assisté, favorisé une approche erronée du marxisme émanant spontanément, comme d'autres formes de gauchisme moins raffinées, de la petite bourgeoisie, et qui s'est cristallisée au début du siècle dans les activités de plus en plus contre-révolutionnaires de Léon Trotski en URSS. C'est cette base sociale, et ses caractéristiques matérielles, qui expliquent en effet les différents traits contre-révolutionnaires du phénomène trotskiste. « *Même si Trotski n'avait pas existé, la sorte d'opposition à la révolution qu'il représente aurait trouvé un autre moyen de s'exprimer. Le trotskisme renaît à chaque étape du mouvement révolutionnaire parce que c'est l'expression de l'attitude d'une certaine classe, c'est à dire la petite bourgeoisie* » écrivait le communiste canadien M. J. Olgin dans *Le trotskisme, la contre-révolution déguisée*, en 1935.

Lénine écrivait au début du vingtième siècle : « *Les vieux militants marxistes russes connaissent Trotski et il est inutile de leur en parler. Mais la jeune génération ouvrière ne le connaît pas et il faut leur en parler... Il faut que la jeune génération sache à qui elle a à faire, lorsque certaines personnes élèvent des prétentions incroyables...* » (Œuvres complètes, tome XVII, p.394).

A l'heure où le PCF achève la liquidation de la théorie marxiste-léniniste qui avait fait sa grandeur, la « jeune génération » de militants progressistes et communistes doit elle aussi connaître les trotskistes, ce qu'ils veulent vraiment, et s'interroger sérieusement sur les raisons qui ont poussé des leaders révolutionnaires comme Joseph Staline, Mao Zedong, Ho Chi Minh, E. Che Guevara, Fidel Castro, Daniel Ortega, les nombreux syndicats révolutionnaires, partis communistes et mouvements de libération nationale partout dans le monde, à lutter contre les trotskistes à certains moments-clés de l'histoire.

Bien loin d'une contribution à l'histoire de la philosophie marxiste, les deux « innovations » du trotskisme, la « révolution permanente » et le « programme de transition », se résument à une théorisation pseudo-marxiste des réactions hostiles de la bourgeoisie aux avancées historiques du communisme :

La « révolution permanente »

Pour s'opposer à la construction du socialisme dans un pays comme la Russie, Trotski élabore une théorie niant les étapes de la révolution mondiale, la théorie de la « révolution permanente ». Cette « absurde théorie gauchiste de la révolution permanente » (Lénine, *La violation de l'unité aux cris de « vive l'unité ! »*) l'indique clairement : il est impossible de construire le socialisme dans un seul pays, il faut attendre que les autres pays vivent aussi une révolution. Cette révolution mondiale ne pouvant venir d'un seul coup -à moins d'un miracle- du fait de l'inégalité absolue de développement des différents pays capitalistes, le trotskisme renvoie donc le socialisme auquel les travailleurs aspirent à la pure utopie, dans une attente presque messianique. Un des apports essentiels de Lénine dans sa théorie de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme est d'avoir mis au clair la « loi du développement inégal » des différentes puissances impérialistes. La théorie de la révolution permanente de Trotski est une tentative de négation de cet apport fondamental de Lénine.

Parallèlement, isolé, le « socialisme dans un seul pays » serait prétendument voué à la « dégénérescence bureaucratique » plutôt qu'à la contagion ; il sera qualifié de bonapartisme ou de « stalinisme ». La lutte contre le « stalinisme » (autrement dit contre les partis communistes de masse et les pays construisant concrètement le socialisme) est dès lors considérée comme « révolutionnaire » au même titre que la lutte contre le capitalisme. Aux yeux de la bourgeoisie, la manne trotskiste s'est naturellement présentée comme une arme de propagande antisoviétique d'autant plus puissante qu'elle se réclame du marxisme révolutionnaire lui-même !

La « révolution permanente » est en fait le fruit d'une vision idéaliste et dogmatique de la révolution russe d'octobre 1917, une façon de nier les étapes dans un processus révolutionnaire. Pour Trotski, octobre 1917 se confond avec 1905 en Russie (étape vaincue de la révolution nationale démocratique organisée par le prolétariat et la paysannerie antiféodale, et réalisée en février-mars 1917) qui serait uniquement perçue comme une « répétition générale » d'octobre 1917. La période séparant 1905 de 1917, traversée par des tâches révolutionnaires accomplies ou non et des repositionnements de classe, est totalement niée. 1905 ne serait pas une étape révolutionnaire susceptible d'induire ensuite une révolution socialiste, mais en quelque sorte une « révolution socialiste ratée ». Sur ce point comme sur bien d'autres, l'opposition de point de vue entre Lénine et Trotski est on ne peut plus claire, nous le verrons plus loin en détails. Elle n'est pas anecdotique : La confusion historique propre au trotskisme qui identifiait 1905 à 1917, identifiait également Joseph Staline à Bonaparte après la révolution française (« bonapartisme »), permettait, hors de tout contexte, de voir dans mai 1968 en France la « répétition générale » d'une véritable révolution socialiste augurée pour les années 70, de voir la guerre contre le nazisme comme un simple conflit inter-impérialiste similaire à la première guerre mondiale (pour cette raison les trotskistes français condamnaient la résistance au nom du « défaitisme révolutionnaire » appliqué par les bolcheviks en Russie en 14-18). Ces quelques exemples suffisent à souligner une des constantes de

l'analyse trotskiste : la négation de l'histoire et l'application des mêmes schémas à des réalités historiques fondamentalement différentes.

Du point de vue marxiste, ce type d'analogie ne reflète qu'une impuissance à analyser concrètement les étapes d'un processus et le développement des rapports de force dans tel ou tel contexte de l'histoire. Karl Marx ironisait d'ailleurs sur ces « analogies historiques superficielles » dans lesquelles « on oublie le principal » : « Etant donné la différence complète entre les conditions matérielles, économiques, de la lutte des classes dans l'Antiquité et dans les temps modernes, les formes politiques qui en découlent ne peuvent avoir plus de ressemblance entre elles que l'archevêque de Canterbury avec le grand prêtre Samuel » (*Le 18 Brumaire de Napoléon Bonaparte*).

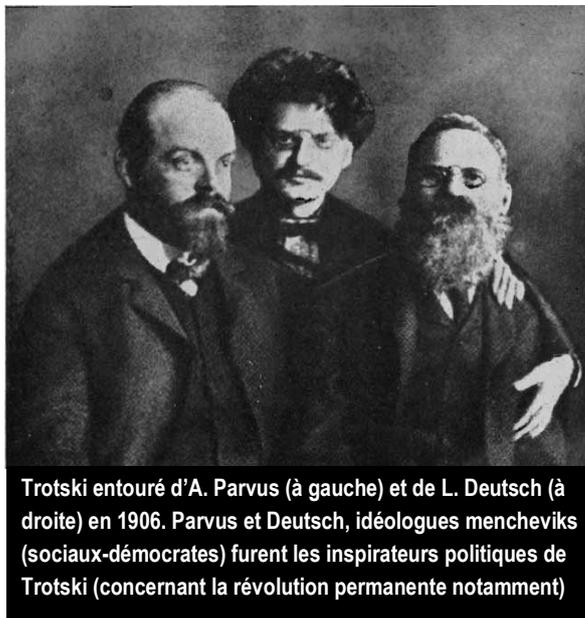
Le programme de transition

Pour condamner dans les pays capitalistes les acquis obtenus par la classe ouvrière, sous le Front Populaire par exemple en 1936, il faut une tactique de substitution ; le « programme de transition ». Les communistes, quand ils exigent des réformes, sont taxés de « réformistes » et de « traîtres » à la révolution... Le « réformisme » n'est pourtant pas l'exigence de réformes ponctuelles, mais l'affirmation que par ces seules réformes, et sans révolution à terme, on dépassera le capitalisme.

Les communistes articulent des tactiques, comme la lutte ponctuelle pour des réformes exigées par les travailleurs, et une stratégie, la révolution, seule garantie pour que ces acquis se maintiennent et se développent pour les travailleurs. Trotski propose au contraire de confondre tactique et stratégie dans les mots d'ordre pour « précipiter » les masses dans la révolution, niant la dialectique communiste entre « programme minimum » et « programme maximum ». Exiger par exemple l'expropriation des usines quand le contexte ne s'y prête pas, quand la situation n'est pas mûre, plutôt que les congés payés ou la baisse du temps de travail que les travailleurs revendiquent en masse par exemple, sera donc salué par les trotskistes comme authentiquement révolutionnaire, même si cela est tout à fait

vain (voire contre-productif) en termes de résultats concrets. Là encore, on sent l'intérêt du trotskisme pour la bourgeoisie chaque fois qu'un mouvement de masse se forme contre elle.

Le programme de transition énonce encore de façon presque messianique que la situation est désormais mûre partout et quelque soient les circonstances après 1917 pour la révolution socialiste mondiale. Il est indéniable pour tout marxiste que cette situation est mûre au niveau de l'infrastructure économique (facteur objectif) dans les grands pays capitalistes développés, mais elle ne l'est pas toujours au niveau « subjectif », c'est à dire dans le degré de développement de la conscience et de l'organisation des classes révolutionnaires (qui peut progresser plus ou moins rapidement et même régresser provisoirement). Le trotskisme va jusqu'à affirmer que même dans les colonies, semi-colonies et pays dépendants, quelque soit le niveau de développement des forces productives, n'existe qu'une seule et unique étape « ouvrière et socialiste » de la révolution. Concrètement cela conduit au refus de soutenir les mouvements de libération nationale considérés comme « réformistes



Trotski entouré d'A. Parvus (à gauche) et de L. Deutsch (à droite) en 1906. Parvus et Deutsch, idéologues mencheviks (sociaux-démocrates) furent les inspireurs politiques de Trotski (concernant la révolution permanente notamment)

bourgeois », alors qu'ils sont pour Lénine une des trois composantes de la révolution mondiale au côté de la lutte des pays socialistes contre l'encerclement capitaliste et de la lutte des prolétaires des pays impérialistes pour révolution socialiste.

Sur ce raisonnement dogmatique lié aux « analogies historiques superficielles » propres au trotskisme (tous les pays seraient dans la même étape historique de développement) toute accélération du processus révolutionnaire, du moindre (l'expérience autogestionnaire limitée et finalement instrumentalisée chez les LIP dans les années 70) jusqu'au plus massif (grève générale de mai 1968), sera considéré comme une révolution socialiste finalement « étouffée » par l'ennemi « bureaucratique » et « stalinien », trop influent dans la classe ouvrière !

Les trotskistes manient dans les deux cas la « phraséologie ultra-révolutionnaire » pour tenter de séduire les masses acquises à la cause de la révolution. Une fois convaincus de l'inefficacité congénitale du trotskisme dans leur pratique même, les militants petits bourgeois influencés par cette théorie font eux mêmes la conclusion : « Les trotskistes sont les seuls vrais révolutionnaires. Ils vont pourtant d'échec en échec. Donc la révolution est un vain mot. Mieux vaut se borner à la lutte pour des réformes ponctuelles. Mieux vaut le réformisme ».

Voilà pourquoi de nombreux cadres du Parti Socialiste actuel proviennent de la LCR ou de l'OCI, de Jospin à Drey en passant par Filoche et Cambadélis, etc.

Voilà pourquoi les communistes ont toujours démasqué le « réformisme » fondamental des trotskistes, sous leurs discours pseudo-révolutionnaires.

En France comme ailleurs, la *sybiose* existant entre les organisations trotskistes d'une part et les partis réformistes d'autre part (de la SFIO au PS en passant par le PSU) est tout à fait caractéristique :

1) Pour les trotskistes qui souhaitent se lier aux masses « de gauche » malgré leur incompetence politique, la SFIO, et plus tard le PS, sont les seuls partis à se laisser coloniser par « l'entrisme », contrairement au PCF au sein duquel prévaut le principe léniniste du refus des tendances et des fractions (centralisme démocratique). Les partis réformistes sont donc considérés comme un vivier potentiel où les trotskistes espèrent induire un « débordement par la gauche ». Remarquons au passage que depuis les années trente, ce « débordement par la gauche » ne s'est jamais produit à la SFIO noyauté par les trotskistes, mais qu'au moment où, forcée de participer à un front progressiste avec les communistes, le Front Populaire, elle dut préalablement expulser ses éléments trotskistes (décision du Congrès de Mulhouse en 1935).

2) Pour les réformistes, les trotskistes sont forcément les bienvenus dans « l'échiquier politique » ; ceux-ci travaillent pour eux en développant « de l'intérieur » du mouvement révolutionnaire une propagande antisoviétique, donc anticomuniste. Au moment où la révolution d'Octobre 1917 jouissait d'un immense prestige au sein du prolétariat français, Daniel Guérin, alors secrétaire général des *Jeu-nesses Socialistes*, écrivait des articles élogieux sur Trotski. Comment ne pas voir en effet chez cet intellectuel qui prétend à la fois glorifier Octobre 17 et « dénoncer » l'URSS (et par ricochet le PCF), un allié objectif ?

Il s'agit donc d'un jeu « gagnant-gagnant » entre deux formes d'anticommunisme, contradictoires en apparence, mais cherchant toutes deux une audience au sein des masses à la place des communistes. Lénine résumera ainsi cette caractéristique fondamentale du trotskisme : « *Trotski, théoriquement, n'est d'accord en rien avec les liquidateurs (droitiers) et les otzovistes (gauchistes), mais pratiquement, il est d'accord en tout avec eux.* » (*Le sens historique de la*

lutte intérieure du Parti en Russie, Œuvres complètes - tome XV), « *Trotski toujours égal à lui-même : intrigues, escroqueries, se faire passer pour la gauche en aidant la droite autant qu'il peut...* » (*Lettre de Lénine à Inessa Armand, février 1917, Œuvres complètes tome XXXV p.288*), « *Quel animal ce Trotski ; des phrases de gauche et un bloc avec la droite ! Il doit à tout prix être démasqué !* » (*Lettre de Lénine à Alexandra Kollontaï, février 1917, Œuvres complètes tome XXXV p.285*).

La phrase « ultra-révolutionnaire »

Pour lutter contre l'influence des communistes sur les masses, il faut surenchérir sur les aspirations révolutionnaires, se présenter comme les seuls véritables révolutionnaires et accuser les autres de « traîtres » et de « contre-révolutionnaires ».

Mais au delà de cette surenchère, qui en elle même ne peut subsister très longtemps en politique, l'usage d'un vocabulaire et de « principes » marxistes à des fins antimarxistes s'avère relativement efficace chez les petits bourgeois ou dans l'aristocratie ouvrière (sauf si en face, le Parti communiste est suffisamment conséquent dans sa propre ligne politique et dans l'application du marxisme aux situations concrètes).

C'est en ce sens que la « phrase révolutionnaire » est doublement réactionnaire : Elle met en pratique la tactique du discrédit des communistes que souhaite la bourgeoisie, et cherche en même temps à détourner les masses des luttes prioritaires pour des luttes sans issues parce que ne prenant pas en compte la réalité objective et la maturation du facteur subjectif.

Lénine indiquait clairement à ce sujet : « *Il faut faire la guerre à la phrase révolutionnaire, nous le devons, c'est une nécessité absolue pour que, parlant de nous, on n'énonce pas quelque jour cette amère vérité ; La phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire a causé la perte de la révolution. (...) La phrase révolutionnaire, précisait-il, c'est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans égards aux circonstances objectives, aux changements marqués par les derniers événements en date, à la situation du moment* » (*Œuvres complètes, tome XXVII, p.95*).

Le jeu consiste donc à développer des positions révolutionnaires en apparence mais réactionnaires dans les faits :

1) Avancer des mots d'ordre impossibles à satisfaire dans une situation donnée, pour favoriser l'échec du mouvement si des succès partiels sont possibles. Les trotskistes décrètent par exemple directement la « grève générale interprofessionnelle reconductible » quand les cheminots débrayent contre la privatisation de la SNCF, au mépris des revendications des autres catégories professionnelles, en pensant à leur place, en niant l'évidence qu'un mouvement large et solide doit se construire pas à pas et non « se décréter ». C'est la « **négation des étapes** ». Cette précipitation montre aussi le manque de confiance des trotskistes dans les masses, leur mépris du peuple.

2) Prôner la neutralité (le « ni-ni ») en cas de lutte entre impérialistes et anti-impérialistes par exemple, au prétexte que ces derniers ne sont pas ou pas suffisamment « ouvriers ». Les trotskistes militeront par exemple « contre l'agression des USA en Irak et contre Saddam Hussein », « contre la guerre de l'OTAN en Yougoslavie et contre Milosevic », ou il y a plus longtemps « contre les nazis et contre De Gaulle ». En clair, stimuler sous des mots d'ordre « puristes » un esprit de lutte contre les agresseurs là où existe déjà un juste élan pacifiste contre l'agresseur. Ce « ni-ni » se décline également dans une tendance bien connue des organisations trotskistes au boycott systématique des modes d'expression de la démocratie bourgeoise (chez *Lutte Ouvrière* par exemple, le « ni oui ni

non », explicite au référendum sur Maastricht ou masqué au référendum sur la Constitution Européenne plus récemment, le « *ni Chirac, ni Le Pen* » en 2002 au deuxième tour des présidentielles, etc.). C'est le « **centrisme** », c'est-à-dire un « neutralisme » qui sous couvert de rejet permet de concilier des positions inconciliables et de paralyser le mouvement ouvrier.

3) Déclencher la lutte à des moments inopportuns (trop tôt ou trop tard) pour l'isoler, la fragiliser, et finalement la conduire à l'échec. Trotski refusa de signer la paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk pour ne pas « se compromettre » vis à vis du prolétariat allemand et tout miser sur la révolution victorieuse de ce dernier, quitte à mettre en danger de mort la jeune révolution russe. Le parti trotskiste espagnol, le POUM, lutta en pleine guerre contre Franco, pour la collectivisation de la Catalogne... quitte à ce qu'au sein du front républicain, la partie réformiste se désolidarise immédiatement, mettant en grave danger la lutte antifasciste. Autre exemple ; il est fréquent que le syndicat trotskiste SUD appelle tout seul, et sans rapport de force, à une « grève générale interprofessionnelle » une semaine avant la date choisie par l'intersyndicale pour une grève massive. C'est « **l'aventurisme** ».

Ces trois aspects de la tactique trotskiste sont intimement liés les uns aux autres, la négation des étapes impliquant selon les cas soit le centrisme, soit l'aventurisme.

Au fameux principe léniniste invitant à « *l'analyse concrète de la situation concrète* » chaque fois qu'il faut prendre position dans la lutte de classe, Les trotskistes opposent un autre principe : Il faut répéter, quelque soit le contexte, le lieu ou le moment, le même scénario que celui d'Octobre 1917, puisqu'il a réussi.

Ce dogmatisme leur donne un double avantage : 1) Apparaître en toutes circonstances comme les vrais révolutionnaires, seuls fidèles à la révolution russe ; 2) Appeler ceux qu'ils influencent à se détourner de toutes les luttes progressistes au prétexte qu'aucune ne ressemble suffisamment au modèle d'Octobre 1917 : Front Populaire antifasciste, Front républicain contre Franco, Résistance antinazie, luttes de libération nationale, etc. Ces luttes participent pourtant objectivement à un mouvement révolutionnaire d'ensemble dont les révolutions socialistes sont la clef de voûte. Des luttes de libération nationale (Vietnam, Chine, Cuba, Corée), des luttes antifascistes (Yougoslavie, Albanie), ont conduit plusieurs pays à la révolution anticoloniale, populaire et à l'extension du camp socialiste. La lutte pour les acquis de la classe ouvrière dans les pays capitalistes a été favorisée par l'existence d'un camp socialiste dans le rapport de force international, etc. Pour toutes ces raisons, les trotskistes ont chaque fois œuvré pour la contre-révolution tout en proclamant leur soutien à « la Révolution ».

C'est l'histoire même du trotskisme, celle des échecs répétés de tels appels abstraits à la révolution, qui modèle son contenu idéologique et ses tactiques : L'insuccès permanent conduit au « mépris des masses », jugées inaptes à comprendre la nécessité de la révolution. Cette absence de confiance dans les masses -qui rappelons-le font pourtant l'histoire, du point de vue marxiste- conforte chez eux la théorie des « minorités agissantes ». Les trotskistes ne gagnent pas la confiance des masses ? Qu'à cela ne tienne : ils noyauteront anonymement les mouvements de masse déjà existant (entrisme dans les syndicats, les partis réformistes voire communistes), qualifieront leurs organisations de « bolchevik », de « léniniste », d'« internationaliste », mais curieusement jamais de « trotskiste »... et un jour, ils prendront miraculeusement le pouvoir à la place des masses !

Le scissionnisme : Tare ou atout du trotskisme ?

Les trotskistes sont connus pour leurs innombrables tendances et scissions. En France, il existe encore de nos jours une multitude de partis et groupuscules trotskistes, chacun revendiquant contre les autres l'héritage théorique de Léon Trotski... Il faut dire que Trotski a dit tout et son contraire au cours de sa vie, notamment au sujet de l'URSS, partagé entre sa volonté de nuire à la patrie du Socialisme jugée « dégénérée », et la peur de se discréditer aux yeux des masses qui continuaient de se reconnaître dans cette patrie.

Convaincus de son caractère contre-révolutionnaire, on devrait se satisfaire d'un tel morcellement du mouvement trotskiste : Tant qu'ils se déchirent entre eux, les luttes de classe n'ont rien à craindre !

Ce n'est malheureusement qu'à moitié vrai. Le morcellement des organisations trotskistes répond à une nécessité plus large, et c'est précisément grâce à ce morcellement que le trotskisme a pu survivre jusqu'aujourd'hui, contrairement au boukharinisme, au zinoviévisme ou autre bordiguisme...

Si le trotskisme s'était concentré en un seul parti, celui ci aurait disparu dès la guerre civile espagnole, en faisant immédiatement la preuve de son anticommunisme objectif. A chaque grande occasion de l'histoire, les trotskistes se sont plutôt partagé le travail : Pendant que les uns adoptaient une position centriste de repli sur soi, gardiens du temple de la théorie trotskiste pure, au risque de se couper définitivement des masses qui font leur expérience dans la lutte, les autres assouplissaient les « principes » trotskistes pour noyauter des mouvements de masse, voire y participer (tout en développant en leur sein des tendances liquidatrices). Quand les uns sont démasqués et font faillite politiquement, les autres sortent de l'ombre pour les dénoncer et reprendre le flambeau du trotskisme. Les uns et les autres s'opposent en apparence, mais se complètent dans les faits.

C'est ainsi que pendant la lutte de la majorité des trotskistes contre la résistance antinazie au prétexte que « les soldats allemands sont aussi des ouvriers », un petit groupe de trotskistes oppositionnels est malgré tout provisoirement entré dans les FTP (pour promouvoir la « fraternisation » avec la Wehrmacht toutefois, et non pour lutter contre elle les armes à la main !). Cette initiative du POI sous la direction du successeur de Pierre Naville, sera accusée de social-chauvinisme par la hiérarchie de la Quatrième Internationale trotskiste et son nouveau leader, Marcel Hic, sera sommé après autocritique de revenir à une ligne plus « orthodoxe ».

C'est ainsi que les militants français de la *Ligue Communiste* au début des années 70 cherchaient le leadership dans la campagne très populaire pour le Viet-minh pendant la guerre du Vietnam, tout en taisant le fait qu'Ho Chi Minh et son parti de leur côté, avaient du vaincre la fraction trotskiste de Tha Thu Thau pour mener à bien la libération du peuple et la révolution à partir de 1945 !

C'est ainsi que certains trotskistes feignent aujourd'hui de soutenir la lutte des palestiniens parce que celle ci est populaire dans une partie de la jeunesse française, pendant que les intellectuels trotskistes stigmatisent le « nationalisme bourgeois » de Yasser Arafat et de l'OLP ou du Hamas par exemple.

C'est ainsi qu'Olivier Besancenot, ex-télévangéliste de la LCR, justifiait la nouvelle apparence « guevariste » de son organisation au nom du fait que c'est dans la figure du « *Che que la jeune génération préférerait se reconnaître plutôt qu'en Trotski* » (*Che Guevara, une braise qui brûle encore*, O. Besancenot), il oublie que Che Guevara avait fermé l'imprimerie trotskiste locale pendant la révolution cubaine, soulignant ironiquement que le trotskisme se redéveloppait

à partir des villages les plus proches de la base américaine de Guantanamo, dénonçant une connivence entre ces trotskistes et Batista (au nom d'une grève aventuriste lancée par eux et à cause de laquelle « beaucoup de nos amis sont morts ») : Interviewé par un journaliste uruguayen en 1961, Che Guevara s'exprimait en ces termes au sujet du trotskisme : « Nous avons pris quelques mesures pour que des gens qui ne représentent rien et dont nous ne savons pas d'où ils sortaient leur argent, ne continuent pas à gêner, sur des positions d'extrême gauche, le développement de notre Révolution » (Interview, Université de Montevideo – Uruguay, 1961, rapporté par le journal trotskiste *Révolution Internationale* n°388, mars 2008).

C'est ainsi que les trotskistes du groupuscule *La Riposte* affirment soutenir l'antilibéralisme du président vénézuélien Hugo Chavez (alors que leur leader Allan Woods fut l'un des artisans locaux de l'échec du *oui* au référendum constitutionnel de 2007 !), pendant que les militants trotskistes de *Lutte Ouvrière*, du *Parti des Travailleurs* ou du *Groupe CRI*, le qualifient de réactionnaire parce qu'il est catholique, de « bonapartiste » (donc « stalinien » ?) voire de populiste/fasciste parce qu'il lutte contre certains syndicalistes gauchistes manipulés par les USA...

Mouvement ouvrier affaibli = regain du trotskisme

Le mouvement trotskiste, dès ses débuts, émane d'une couche sociale particulière ; la petite bourgeoisie. La position particulièrement instable de cette « classe » dans le processus de production capitaliste est le terreau des scissionnisme et liquidationnisme trotskistes et semi-trotskistes qui se sont développés au cours du vingtième siècle, terreau dont la bourgeoisie a toujours tiré profit contre le mouvement ouvrier.

La petite bourgeoisie n'est pas une véritable classe au sens marxiste du terme. Il s'agit d'un ensemble de couches sociales hétéroclites, dont les aspirations oscillent entre les deux classes fondamentales qui s'opposent sous le capitalisme, la bourgeoisie et le prolétariat :

1) Son hétérogénéité sociale fondamentale est le moteur de la multiplication d'organisations et de sectes opposées les unes aux autres. Ce morcellement spontané, qui caractérise le trotskisme, sera un outil aux mains de la bourgeoisie dans sa lutte pour la désorganisation politique de la classe adverse.

2) L'absence d'intérêt objectif unique de la petite bourgeoisie dans la lutte de classe sous le capitalisme explique aussi son incessante hésitation entre bourgeoisie et prolétariat. La crise générale du capitalisme pèse de tout son poids sur le prolétariat, mais elle « prolétarise » aussi progressivement la petite bourgeoisie. Celle-ci peut alors adopter des positions anti-bourgeoises radicales, motivées non par une solidarité matérielle avec le prolétariat mais au contraire par une « peur panique de la prolétarisation ». Lors de mouvements révolutionnaires, la petite bourgeoisie sera donc déchirée entre une lutte contre la classe dominante qui la prolétarise, et la peur d'une société nouvelle où elle ne retrouverait pas sa place initiale. Le trotskisme est une « solution » idéologique idéale pour le petit bourgeois révolté par la dictature du capital, mais inquiet de la perspective d'une victoire réelle et d'une dictature du prolétariat.

3) La petite bourgeoisie intellectuelle enfin, hostile à toute discipline en politique, trouve dans le trotskisme une idéologie lui permettant d'exprimer sa révolte d'un système injuste, tout en s'exemptant de l'indispensable discipline bolchevik dans les organisations de lutte du prolétariat sous le capitalisme. Pour Lénine, « toute organisation et toute discipline prolétariennes semblent être du servage à l'indivi-

dualisme de la gent intellectuelle, en se montrant enclin à des raisonnements opportunistes et à la phrase anarchiste » (Un pas en avant, deux pas en arrière). Cet esprit d'indiscipline, lié au scissionnisme organisationnel et à l'opportunisme, sont autant de manifestations politiques de l'hétérogénéité sociale et de l'inorganisation petite bourgeoises.

« Parce qu'ils sont des petits bourgeois, plusieurs d'entre eux éprouvent de l'aversion pour le parti communiste, pour sa théorie et sa pratique. Le trotskisme s'avère alors commode. Il donne à ce type d'intellectuels une « porte de sortie ». Il leur donne l'occasion de se faire passer pour des communistes sans qu'ils participent à la lutte des classes. Il leur fournit l'occasion de se faire passer pour des « critiques de gauche » du parti communiste et ainsi satisfaire leurs désirs de se montrer « radicaux ». Il leur donne une tribune pour combattre le parti communiste et ainsi satisfaire leurs tendances petite-bourgeoises, sans en même temps paraître réactionnaires (...) » indique M. J. Olgin (Le trotskisme ou la contre révolution déguisée).

Morcellement spontané, hésitations entre bourgeoisie et prolétariat, esprit d'indiscipline ; tels sont les caractéristiques que la bourgeoisie voudrait voir se développer au sein même du prolétariat... La petite bourgeoisie trotskiste s'en charge !

Le regain politique électoral récent des courants trotskistes en France, s'explique donc par deux raisons matérielles : 1) le développement de la crise générale du capitalisme précipite la petite bourgeoisie dans un processus inéluctable de (re)prolétarisation, ce qui radicalise la petite bourgeoisie et explique la montée de ses organisations politiques naturelles, trotskistes et semi-trotskistes. 2) l'affaiblissement et le reflux momentané du mouvement ouvrier, commencé dans la deuxième moitié du vingtième siècle et accéléré par l'effondrement du camp socialiste face à l'impérialisme, se traduit dans le mouvement social par une hégémonie des organisations petites bourgeoises sur les organisations traditionnelles de la classe ouvrière.

Schizophrénie ou contradiction dialectique ?

Résumons-nous : Pour tenter de remplacer l'influence qu'exerce le communisme sur les masses au cours du vingtième siècle, il faut adopter une phraséologie ultra-révolutionnaire, une surenchère « radicale ». Cette posture permet de tromper les masses et de les conduire à l'échec, puis au scepticisme, et enfin au réformisme.

Mais l'échec répété des appels à la révolution entraîne en même temps la faillite des organisations trotskistes elles-mêmes aux yeux des masses qui dans leur lutte cherchent l'organisation révolutionnaire la plus efficace. Or, pour continuer à concurrencer l'influence du communisme, le trotskisme doit toujours survivre à sa faillite.

Une même organisation trotskiste ne pouvant à la fois dénoncer, condamner un mouvement de masse et chercher une légitimité en son sein pour mieux le détruire, il faut donc toujours un *partage du travail* entre organisations trotskistes.

Les unes se chargeront de condamner les formes concrètes d'un mouvement social (toujours au nom d'une révolution véritable qui n'aurait pas eu lieu du fait de ce mouvement : 1936, 1946, 1968, 1995, etc.) pour tenter de détourner une partie des masses de la lutte concrète. D'autres se chargeront parallèlement, au nom de la nécessité d'être « liés aux masses », d'entrer dans le mouvement, sauvant ainsi « l'honneur » du trotskisme dans une certaine mesure.

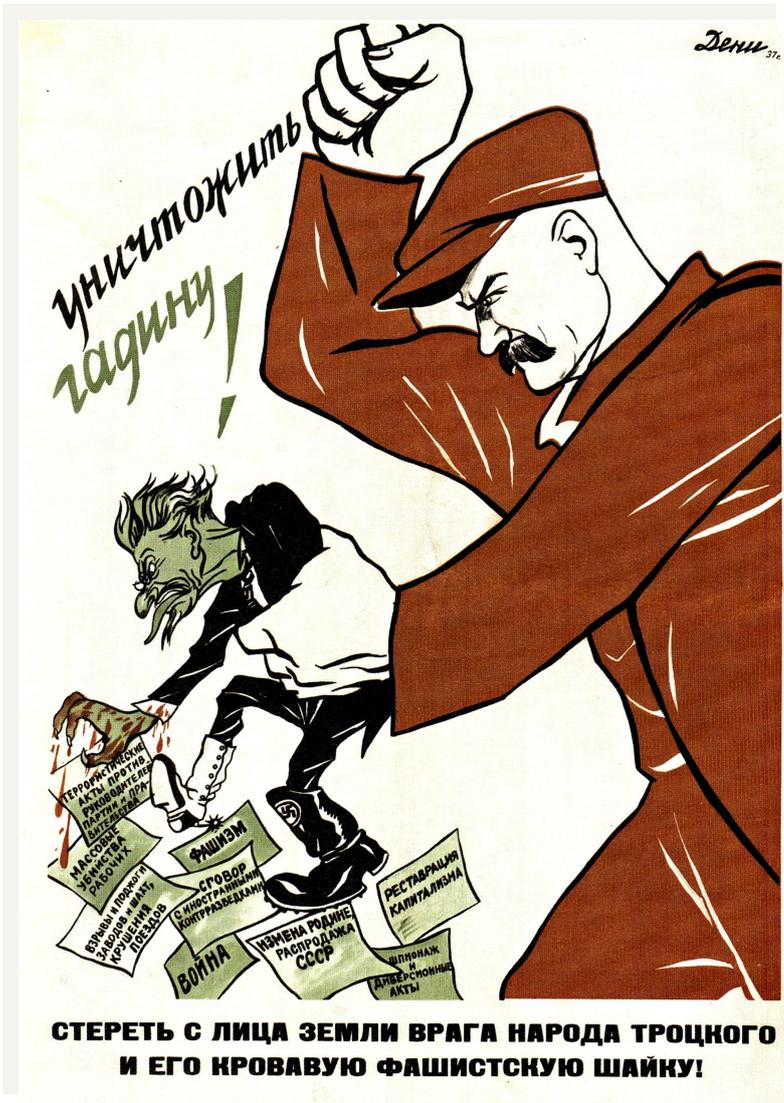
Ce fut parfois le cas au moment de la guerre d'Espagne, de la résistance antinazie, mais aussi et surtout aujourd'hui dans les luttes

syndicales, à travers certaines tendances de FO ou plus récemment de SUD, enfin dans les luttes politiques comme celle des collectifs antibérixiaux aux présidentielles 2007 (avec la « tendance majoritaire » de la LCR *hors collectifs* autour d'Olivier Besancenot et sa « tendance minoritaire » participant aux collectifs... pour ruiner de l'intérieur leurs chances de désigner un candidat unique), etc.

Voilà pourquoi les organisations trotskistes survivent toujours à leur morcellement : Ce dernier n'est autre que le moteur de leur survie ! Nous appellerons ce processus caractéristique du trotskisme, et qui lui a permis de saboter tant de fronts unis au cours du siècle dernier, la « duplicité ». C'est elle qui a fait du trotskisme une forme d'antimarxisme plus raffinée que les autres, et explique sans doute pourquoi il a survécu à ces dernières...

Cette duplicité caractérise le mouvement trotskiste dans son ensemble, autrement dit un collectif sociologiquement déterminé, et non la préméditation consciente d'individus complotant sous une opposition de façade. Elle est systémique et non conspirationniste. S'il existe souvent au sein des cadres de ces organisations des individus tout à fait conscients de cette duplicité et des intérêts objectifs qu'elle sert, il est au contraire plus efficace, en terme de crédibilité, de recruter (et d'abuser) des militants sincèrement révoltés par le capitalisme que des agents directs de la bourgeoisie.

Nous donnerons quelques exemples historiques marquants de cette duplicité à travers les positions antibolchéviques de Trotski lui-même contre Lénine puis Staline en URSS, mais aussi à travers celles de ses disciples et héritiers en France et ailleurs des années 30 à nos jours.

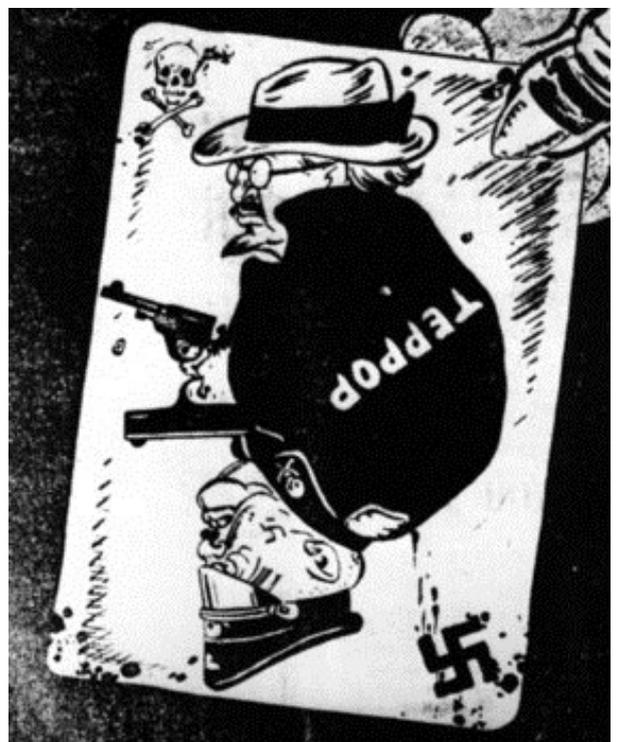


« Ecraser le nid de serpents! » (slogan du haut)

« Repousser Trotski, l'ennemi du peuple, et sa bande meurtrière fasciste » (slogan du bas)

Dans les dossiers tombant des mains de Trotski : « Actes de terrorisme contre les chefs communistes et contre le gouvernement, meurtres d'ouvriers, explosions en usines et déraillements de trains, fascisme, guerre, vente aux enchères de l'URSS, actes de diversion, restauration capitaliste. »

Caricature de Viktor DENI (1937)



Les deux faces du terrorisme anti soviétique, l'hitléro-trotskisme.
Carte portant le mot « Terreur »

Caricature de Boris YEFIMOV (1937)

L'antibolchevisme de Trotski (1905 - 1930)

Les trotskistes n'en finissent pas de se réclamer du « bolchevisme » et du « léninisme », comme s'ils étaient les véritables héritiers d'une gloire « usurpée » par Staline. Le personnage de Lénine est en fait pour Trotski, tout comme celui de Che Guevara pour Olivier Besancenot, un masque trompeur...

Si Trotski fut un cadre révolutionnaire qui participa activement à la révolution d'Octobre, il n'avait toutefois rien de bolchevik ; les innombrables textes de Lénine contre ses positions « liquidatrices », jusqu'à ce qu'il se rallie en dernière minute au bolchevisme (en août 1917!), en font foi. Le « *non-bolchevisme de Trotski* » dont parle Lénine dans son « testament », est souvent passé sous silence par les militants trotskistes actuels, si prompts à se revendiquer du « *bolchevisme-léninisme* » contre les communistes.

D'ailleurs, l'accusation d'une dérive « totalitaire », « dictatoriale », du Parti par un dirigeant « bonapartiste » ne date pas de l'époque de Staline, mais bien de celle de Lénine. Trotski déclara par exemple en 1904 « *Lénine est une basse caricature de l'intransigeance tragique du jacobinisme (...) le représentant de l'aile réactionnaire du parti* ». Il voyait encore en Lénine un « *scissionniste fanatique* », un « *révolutionnaire démocrate-bourgeois* », « *fétichiste de l'organisation* » et partisan d'un « *régime de caserne* », d'une « *mesquinerie organisationnelle* », un « *dictateur voulant se substituer au Comité Central* » et « *installer une dictature sur le prolétariat* » (Trotski, *Nos tâches politiques*), autant d'accusations que nous avons plutôt l'habitude d'entendre au sujet de Staline...

Sa théorie « substitutionniste » affirmant en 1923 contre Staline, à l'instar des bourgeoisies européennes qu'« *une tendance de l'appareil à penser et à décider pour l'organisation toute entière* » (*Cours nouveau*) s'est installée au sein du PC(b)US, est un prolongement naturel de ce qu'il reprochait déjà à Lénine en 1904 : « *L'organisation se substitue au parti, le Comité Central à l'organisation et finalement, le dictateur se substitue au Comité central* » (*Nos tâches politiques*).

Difficile de voir chez Trotski autre chose qu'un opposant de la première heure à Lénine et au bolchevisme...

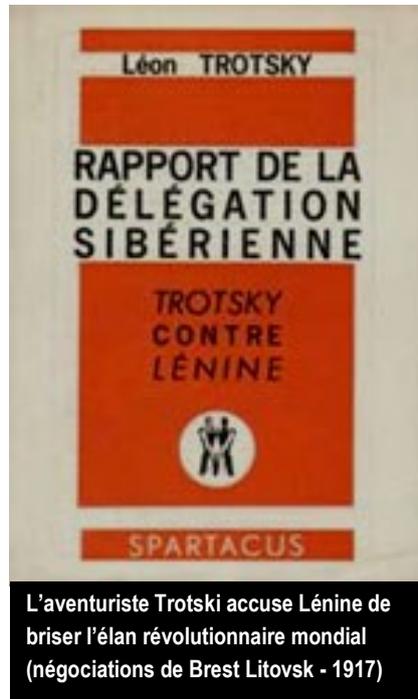
Mais ce qui le distingue des autres anti-léninistes, ce qui lui permet de se maintenir en course contrairement aux Martov et autres « mencheviks » de l'époque, c'est sa duplicité tactique.

Développer une opposition petite-bourgeoise au sein du parti pour le liquider...

Après la révolution bourgeoise avortée de 1905, Lénine voulait un changement de tactique de la part du parti, affirmant qu'il fallait désormais utiliser « toutes les possibilités légales » s'offrant à lui, y compris l'utilisation de la Douma (Parlement) comme tribune. Les « gauchistes » de l'époque, autour de Kamenev, partisan du boycott systématique, s'y opposèrent avec virulence, au nom de la lutte contre l'illusion électorale et le légalisme réformiste.

Trotski, lui, eut une position plus raffinée : Non pas soutenir l'un des camps contre l'autre mais « l'unité » des deux camps pourtant antagonistes (centrisme). Cette tactique avait, en plus de soutenir indirectement un camp réactionnaire ou plutôt de diminuer la juste lutte contre lui, l'avantage de présenter Trotski lui-même comme un « réconciliateur » au-dessus de Lénine (pour qui, rappelons-le, « se démarquer pour mieux s'unir » permet en pratique une unification politique solide)...

« *Trotski et ses pareils –les « trotskistes et les conciliateurs»– sont plus dangereux que n'importe quel liquidateur, car les liquidateurs convaincus exposent franchement leur point de vue et les ouvriers discernent aisément leurs erreurs, tandis que messieurs Trotski et Cie trompent les ouvriers, dissimulent le mal et font de telle sorte qu'il devient impossible de le découvrir et de s'en guérir. Tous ceux qui soutiennent le groupe de Trotski soutiennent une politique de mensonge et de tromperie à l'égard des ouvriers, une politique dissimulant le liquidationnisme.* » (Œuvres complètes, tome XV p.218, édition russe)



Lénine résume ici ce qui caractérisera non seulement l'activité politique de Trotski à plusieurs occasions dans l'histoire du PCUS, mais aussi celle des multiples groupes trotskistes tout au long du vingtième siècle.

Stigmatisant la « phrase de gauche » de Trotski qui, dans un contexte de défaite de la révolution bourgeoise de 1905, veut abandonner les mots d'ordre bolcheviks de l'époque (la journée de 8 heures, la terre aux paysans, libertés démocratiques, etc.) pour en appeler directement à l'insur-

rection, Lénine accuse : « *Trotski n'ose pas déclarer qu'il considère les partisans du boycottage de la Douma comme de véritables marxistes, comme de vrais défenseurs des principes de la social-démocratie : La position d'un aventurier a cela de particulier qu'elle l'oblige constamment à louvoyer* » (Œuvres complètes, tome XV p.68, édition russe). Trotski et ses héritiers ont, sur bien d'autres questions décisives, cherché à la fois à soutenir des positions réactionnaires les conduisant à la faillite aux yeux des masses, et à maintenir –vainement– un lien avec ces masses. Les positions réactionnaires ne sont en effet dangereuses que si elles connaissent un minimum d'écho dans les masses, or comment obtenir cet écho sans « dissimuler » l'objectif réactionnaire et « louvoyer » ?

La scission entre mencheviks et bolcheviks au sein du parti social-démocrate russe est pour Lénine et tous les marxistes un des effets de la lutte de classe générale, et l'unité du parti doit être construite à partir de cette analyse, tandis « *qu'expliquer [cette] scission par l'influence des intellectuels, l'immaturation des masses, c'est répéter avec une puérile naïveté toutes les légendes libérales (...)* Cette phraséologie véritablement « incohérente » n'est que « *l'ombre idéologique* » du libéralisme. Martov et Trotski mettent sur le même plan des périodes historiques différentes, en opposant l'Europe, qui a depuis longtemps accompli sa révolution bourgeoise, à la Russie qui est en train de faire la sienne [en 1905] » (Œuvres complètes, tome XV p.23 édition russe). Encore une fois, nier l'origine de classe d'une telle scission, c'est permettre une unité « sans principe » propre à freiner le mouvement révolutionnaire grâce à une ligne de classe incohérente ou inconséquente, tout en prétendant

accélérer ce mouvement du fait de l'unité. C'est mettre la charrue avant les bœufs pour qu'elle tombe plus facilement dans le bas-côté.

Lénine démasque ainsi la contradiction fondamentale de Trotski et de tous ceux qui « violent l'unité au cri de l'unité » : « Trotski et les « trotskistes inconséquents » assurent qu'ils ne forment pas une fraction, car... le but de leur regroupement (en fraction) est précisément la destruction de toute fraction, la propagande de l'unification, etc. Mais toutes les assertions de ce genre ne sont que vantardises et faux-fuyants, pour la simple raison que le fait de l'existence d'une fraction ne saurait être infirmé par le but qu'elle poursuit, quelle que soit d'ailleurs l'excellence de ce but. Trotski nous fournit d'innombrables projets d'unification sans aucun principe à la base. Pour prendre un exemple récent, rappelons comment il portait aux nues la Vie Ouvrière de Paris, dirigée par un comité de « conciliateurs » et de golossistes. Voilà, écrivait-il, un exemple admirable ; « ni bolchevik, ni menchevik, mais social-démocrate révolutionnaire ». Seulement notre phraseur oubliait qu'il n'y a de social-démocrate révolutionnaire que celui qui comprend la nocivité du pseudo-social-démocratisme, du social-démocratisme anti-révolutionnaire, c'est-à-dire du liquidationnisme et de l'otzovisme dans la Russie de 1908-1911, et qui sait lutter contre de telles tendances, contraires à l'esprit social-démocrate ». (Œuvres complètes, tome XV p.228).

Si Lénine et les bolcheviks ont à plusieurs reprises travaillé à des alliances tactiques avec les mencheviks au sein de la Douma notamment, ils ont en revanche toujours combattu le menchevisme en leur sein, expression politique petite bourgeoise et contre-révolutionnaire. C'est cette articulation entre alliances tactiques dans des fronts de lutte, et lutte contre les unions « stratégiques » sans principe avec les tendances petites bourgeoises et bourgeoises infiltrées dans l'organisation, qui fit la force des bolcheviks.

Toute organisation trotskiste en revanche met en avant son « droit de tendance », prétendue garantie de « démocratie » abstraite niant en fait la lutte nécessaire contre les inévitables infiltrations de l'ennemi de classe. La revendication du *droit de tendance* (regroupement stable de militants d'accord entre eux contre la ligne de la majorité) est tout simplement une négation de la lutte de classe, de la raison matérielle pour laquelle telle ou telle tendance se regrouperait de façon stable au sein du parti. Le centralisme démocratique préconisé par Lénine prévoit au contraire que : 1) La ligne s'élabore sous l'effet d'une démocratie absolue, avant d'être appliquée par tous dans la discipline, même par ceux, minoritaires, qui n'étaient pas d'accord avec cette ligne ; 2) Le parti lutte en permanence contre les inévitables tendances et infiltrations bourgeoises, pour l'unité de volonté du parti, gage de son efficacité dans la lutte.

Lénine donne en 1911 un exemple flagrant de cette posture « unitaire » permettant de fait un scissionnisme nuisible à l'organisation, au sujet de la contradiction bolcheviks / mencheviks au sein du parti russe : « La politique de Trotski, c'est la « collaboration amicale » de la Pravda avec les fractions des Potressov et des adeptes du groupe Vperiod [ultragauchistes]. Les rôles sont distribués dans ce bloc d'une façon très claire : Potressov et consorts continuent leur travail pour la légalité du parti et la destruction de la social-démocratie ; les golossistes forment la succursale étrangère de cette fraction et Trotski assume le rôle d'avocat, assurant le public naïf que, « parmi tous les courants du Parti, il s'est établi une politique social-démocrate ferme ». Les extrémistes du groupe Vperiod profitent aussi des services de cet avocat, qui défend la liberté de leur école fractionnelle et couvre leur politique d'une phraséologie officielle hypocrite. Ce bloc soutient tout naturellement le « fonds » Trotski et la conférence convoquée par Trotski, car les Potressov et les gens du Vperiod ont ici tout ce qu'il leur faut : liberté pour leur fraction, protection de leurs agissements et plaidoyer en

leur faveur devant les ouvriers. C'est pourquoi, nous plaçant du point de vue des « principes », nous ne pouvons considérer ce bloc que comme un bloc d'aventuriers au sens rigoureux du terme. » Fidèle, au contraire de Trotski, à la caractérisation marxiste de toute lutte, au sein du parti comme ailleurs, d'un point de vue de classe, Lénine ajoute : « Le groupe Potressov et la fraction Vperiod incarnent précisément l'influence bourgeoise sur le prolétariat. » (Œuvres complètes, tome XV p.60-70).

Trotski, attaché à ce droit de tendance au sein du parti tout en niant l'origine de classe de ces tendances, défendra sa thèse en affirmant que l'interdiction des tendances provoquerait la formation « clandestine » de ces mêmes tendances, et que les tendances légales permettent d'éviter les fractions. Habile plaidoyer fidèle à la duplicité trotskiste ! Or toute l'histoire du mouvement trotskiste au cours du vingtième siècle est émaillée de tendances ayant abouti à des scissions.

Un ouvrier moscovite sans-parti ironisera de façon très juste sur la tendance trotskiste (« l'opposition ») au sein du parti bolchevik en 1924 : « Auparavant, nous cherchions en quoi consistaient les divergences entre le Parti et l'opposition, mais aujourd'hui on se demande sur quel point l'opposition est d'accord avec le Parti. Sur toutes les questions, elle est contre le Parti, et si j'étais partisan de l'opposition, je n'entrerais pas au Parti » (Izvestia n° 264).

Pousser la classe ouvrière à un « solo funèbre »...

Si on sait que la classe ouvrière joue le rôle central dans une révolution socialiste, il ne faut pas sous-estimer l'écueil d'un « solo funèbre » [expression de Karl Marx dans *La lutte des classes en France*, analysant les causes de la défaite de la Commune de Paris et pointant comme l'une de ses causes essentielles l'isolement du prolétariat parisien]. Dans un pays essentiellement agricole et encore en grande partie féodal comme la Russie, le rôle révolutionnaire de la paysannerie, pauvre en particulier, est donc décisif pour le succès de la révolution comme il l'est encore aujourd'hui pour les pays dominés par l'impérialisme en Afrique et en Amérique Latine.

La « phrase de gauche » permit à Trotski de conserver son déguisement de phraseur marxiste tout en cherchant à éloigner la paysannerie du mouvement révolutionnaire, quitte à affaiblir considérablement la force de celui-ci. Cette intention fut néanmoins démasquée : « Trotski aide en fait les politiciens ouvriers libéraux de Russie qui, par négation du rôle de la paysannerie, entendent le refus de soulever les paysans pour la révolution » affirme Lénine (cité par J. Staline, *La révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes*, 1924).

Lorsque celui ci lança la *Nouvelle Politique Economique* (NEP), phase destinée à dépasser le mode de production féodal par un capitalisme d'Etat sous contrôle du pouvoir ouvrier et paysan, Trotski s'opposa évidemment à cette initiative pourtant vitale, prônant la collectivisation forcée immédiate... il démontrait à nouveau sa volonté de « nier les étapes » et de précipiter la révolution dans le mur par « aventurisme », deux traits caractérisant par ailleurs sa théorie de la révolution permanente.

Après des années particulièrement éprouvantes de guerre révolutionnaire contre les « russes blancs » et les armées impérialistes contre-révolutionnaires franco-britanniques, années pendant lesquelles par la force des choses le pouvoir soviétique a du très fortement se centraliser, Staline impulse un tournant dans la vie du parti, marqué par plus de démocratie et un appel à l'élargissement des liens entre le parti et les larges masses ouvrières et paysannes. Il s'agit de consolider la légitimité du parti au sein du peuple pour

lancer enfin la construction du socialisme sur des bases solides.

Convaincu que la Russie est en sursis tant que la révolution ne se déclenche pas en Europe occidentale (théorie de la révolution permanente), Trotski veut au contraire hâter le pas et continuer le « communisme de guerre » en temps de paix. Il faut ainsi lancer immédiatement la collectivisation des terres au mépris des aspirations de la paysannerie, mais aussi « militariser les syndicats » pour lancer l'industrialisation du pays à marche forcée.

Lorsque la NEP atteint finalement ses objectifs, au prix de la naissance d'une nouvelle classe de propriétaires terriens que Lénine avait évidemment pronostiqué, Staline lança au moment opportun la « dékoulakisation » et la collectivisation, supprimant par expropriation au profit des paysans pauvres et moyens le statut des « koulaks », ces capitalistes que Trotski désignait pourtant comme les alliés de Staline quelques années plus tôt !

Le trotskisme est la négation systématique de l'alliance ouvrière et paysanne et la croyance bornée qu'il est impossible pour le prolétariat de rallier la paysannerie contre la bourgeoisie et les féodaux pour vaincre le capitalisme.

Refuser tout compromis... pour mieux compromettre la révolution

Un des aspects récurrents de la phrase révolutionnaire consiste à crier « trahison ! » chaque fois qu'un compromis doit être fait face à l'ennemi pour sauver l'étape à l'ordre du jour, quand le rapport de force est fragile ou défavorable. Pour Trotski, il ne faut évidemment jamais jouer de tactique, appliquer au contraire la ligne aventurière du « tout ou rien », et s'assurer ainsi -au prix d'une défaite donc en vain- de l'apparence « inflexible » de ses principes aux yeux des masses.

Les communistes, qui ne cherchent pas à « séduire » les masses mais au contraire les représentent et les incarnent, ont une toute autre conception : « *Le camarade Trotski dit que la paix [souhaitée d'urgence par les bolcheviks avec l'Allemagne après la révolution d'Octobre 1917] serait une trahison au sens complet du mot. J'affirme, dit Lénine, que c'est un point de vue tout à fait faux. Je prendrai, pour le montrer concrètement, un exemple. Deux hommes se promènent. Dix hommes les attaquent. L'un se défend, l'autre se sauve. C'est une trahison, mais si deux armées de 100 000 hommes sont en face de cinq armées et si l'une est cernée par 200 000 hommes et l'autre, qui doit se porter à son secours, sait que 300 000 hommes lui préparent un guet-apens, peut-elle désormais aller au secours de la première ? Non, elle ne le peut pas. Ce n'est ni une trahison, ni une poltronnerie. Un simple changement de nombre a modifié toutes les notions, tout militaire le sait, il ne s'agit pas ici d'idées personnelles ; je ménage mon armée ; que l'autre soit faite prisonnière, soit, je reconstituerai la mienne, j'ai des alliés, j'attendrai, ils arriveront. On ne peut raisonner qu'ainsi ; mais quand aux considérations d'ordre militaire viennent s'ajouter des considérations d'un autre ordre, il n'y a plus que phrases, rien de plus. Faire ainsi de la politique n'est pas possible* » (Œuvres complètes, tome XXII p.333-334)

Lénine défend donc une ligne consistant à signer d'urgence la paix



Trotski à la tête de la délégation soviétique lors des négociations de paix de Brest-Litovsk (1917)

avec l'Allemagne, pour satisfaire l'un des mots d'ordre les plus forts des ouvriers et paysans russes contre la boucherie impérialiste d'une part, pour sauver la jeune révolution soviétique d'une fin certaine quitte à céder à l'Allemagne plusieurs territoires russes d'autre part.

Boukharine défendit au contraire la reprise de la guerre contre l'Allemagne, affirmant qu'en changeant de nature de classe, elle permettrait aux ouvriers allemands de renverser plus facilement leur Etat affaibli. Démasqué comme aventuriste par Lénine, Trotski n'osa pas s'aligner plus longtemps au point de vue de Boukharine. Mais il soutint finalement, comme à son habitude, une ligne « centrisme » propre à affaiblir celle de Lénine : « *ni guerre, ni paix !* » (Sic).

Deux ans plus tôt, au moment où Lénine avait décidé de rompre avec les partis « sociaux-chauvins » de la deuxième Internationale, Trotski, coutumier de ce « refus de trancher », avait déjà lancé un « *ni scission, ni unité !* ». Quand la guerre se déclara en 1914, Lénine en appelait au « défaitisme révolutionnaire » contre la participation du peuple russe à cette conflagration inter-impérialiste, pendant que Trotski défendait la ligne « *ni victoire, ni défaite !* ». Si ces mots d'ordre « ni-ni » ne signifient rien en eux mêmes, ils ont au moins l'avantage de ne pas se « compromettre » dans les tactiques bolcheviks, voire de les affaiblir quand cela est possible.

Lénine qualifiait les centristes de « marais », en souvenir des députés refusant de « choisir » leur camp entre jacobins et girondins lors de la révolution française : « *Les gens du « marais », comme Kautsky en Allemagne, Longuet en France, Martov et Trotski en Russie, causent le plus grand mal au mouvement ouvrier en défendant la fiction de l'unité et en empêchant ainsi l'union indispensable de l'opposition de tous les pays, la création de la Troisième Internationale* » (Œuvre complètes, tome XIX p.21-22).

Le « *ni guerre, ni paix* » de Trotski avant Brest-Litovsk n'est donc pas un hasard conjoncturel mais une posture typique de Trotski et de ses continuateurs face aux multiples situations où le refus de trancher fait courir un risque mortel au mouvement.

La ligne de Lénine l'ayant emporté, Trotski, codirigeant de l'Etat-major, est mandaté par le Parti à Brest-Litovsk pour négocier sur cette base avec les allemands, ces derniers étant susceptibles d'accepter la paix du fait de leurs difficultés sur leur front occidental à ce moment là. Le mandat du parti préconise : 1) de gagner du temps (plus le temps passe, plus l'Allemagne s'affaiblit) ; 2) de signer immédiatement la paix si l'Allemagne fait un ultimatum, cette dernière n'attendant qu'un prétexte pour conquérir du terrain.

Sur place, Trotski trahit son mandat et applique sa ligne personnelle. Pariant sur l'imminence d'une révolution victorieuse en Allemagne au même moment, révolution qui aiderait évidemment la jeune et fragile Russie bolchevik, il décide d'appliquer sa ligne « *ni guerre, ni paix* » : Il envoie des ordres de repli de l'armée russe sans même avoir signé la paix ! C'est Lénine en personne qui doit sur le champ envoyer un contrordre aux troupes et l'interdiction formelle de suivre désormais les ordres de Trotski. La destruction du nouveau régime est alors évitée de justesse...

Cette grave « erreur » de Trotski n'est pas le résultat d'une simple incompétence militaire ; elle vient directement de sa conception dogmatique et figée de la révolution prolétarienne. Pour lui, la révolution devait à tout prix se propager en Europe, plus industrialisée donc plus ouvrière, faute de quoi la construction du socialisme en Russie dans une première étape était vouée à l'échec (théorie de la révolution permanente).

L'histoire a non seulement montré en quoi cette théorie est fautive dans la pratique, mais elle a aussi montré à quel point celle de Lénine puis de Staline était juste au contraire.

Que signifie la notion d'hitléro-trotskisme (1930 - 1945)

On accuse souvent les « excès » verbaux des communistes, qui qualifiaient ainsi les trotskistes avant et pendant la deuxième guerre mondiale.

Si les trotskistes ne sont évidemment pas des nazis, ils furent néanmoins, comme nous allons le montrer, leur cheval de Troie dans le mouvement ouvrier antifasciste des années trente et quarante. Ce cheval est heureusement resté à la porte des mouvements grâce au formidable essor des partis communistes à cette époque.

Parce que selon le mot de Staline « *une barricade n'a que deux cotés* », la lutte anticommuniste au sein du front antifasciste fondée sur une sous-estimation volontaire du phénomène fasciste, sous le mot d'ordre « *ni Hitler, ni Staline* », fit des organisations trotskistes une véritable « cinquième colonne » que les fascistes n'hésitèrent évidemment pas à instrumentaliser.

Le terme d'« hitléro-trotskisme » qualifie donc à juste titre dans les années trente-quarante la contradiction dialectique existant entre le discours teinté de marxisme des trotskistes et la portée objectivement favorable aux fascistes de leurs actions sur le terrain, tout comme le terme de « social-libéral » qualifie aujourd'hui par exemple –sans polémique cette fois– la contradiction dialectique existant entre le discours à connotation sociale du Parti Socialiste et son action politique ultralibérale et impérialiste.

Le Front Populaire antifasciste en France

« *Le Front populaire est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le parti radical et d'autres débris, plus petits, de la même espèce. (...) Après avoir gagné la confiance des masses ouvrières sur la base d'un programme « socialiste », les chefs des partis ouvriers cèdent volontairement la meilleure part de cette confiance aux radicaux, en qui les masses ouvrières n'ont précisément aucune confiance. (...) Le Front populaire défend la « démocratie » ? Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes: la direction du Front Populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte.* » (*Front populaire et comités d'action, Novembre 1935*) Ainsi s'exprime Léon Trotski au sujet d'une des plus puissantes et des plus glorieuses luttes ouvrières françaises, celle du Front Populaire antifasciste en 1935-1936.

Il résume ainsi une tactique habituelle consistant à la fois à dénoncer le front uni comme une « trahison des directions des partis ouvriers » collaborant avec la petite bourgeoisie et la paysannerie, tout en soutenant verbalement l'idée du front uni ouvrier à la base.

Il est en effet évident, dans un contexte aussi tendu que celui du début des années trente, marqué par une vague de victoires du fascisme en Europe, que les trotskistes ne peuvent continuer « ouvertement » leur travail de sape des tactiques de l'Internationale Communiste contre ce nouveau danger. Ils sont contraints de soutenir les « comités de base » antifascistes, faute de quoi les

accusations médiatisées du Parti Bolchevik d'URSS contre leurs activités anticommunistes dans le monde s'en trouveraient considérablement créditées.

La dénonciation d'une collaboration de classe avec la petite bourgeoisie constitue le noyau de la théorie trotskiste contre les fronts unis antifascistes, en France comme en Espagne.

Pour les communistes, le Front Populaire n'est pas une nouvelle stratégie pour mener la révolution socialiste, mais une tactique permettant de faire obstacle au terrorisme fasciste –cette nouvelle arme de la bourgeoisie impérialiste en crise contre le mouvement ouvrier– en défendant les « droits démocratiques bourgeois », conscients que sans ces droits, les luttes révolutionnaires feraient un bond en arrière sans précédent, et la perspective du socialisme s'éloignerait considérablement.

C'est en confondant volontairement tactique et stratégie que les trotskistes pensent discréditer la « collaboration de classe » des Fronts Populaires, même s'ils sont forcés parallèlement de soutenir l'inédite union ouvrière à la base réalisée en France par les militants du PCF et de la SFIO.

En France, les trotskistes n'ont pas réussi à saper les organisations du Front Populaire. Celui-ci s'était construit sur la base d'une multitude de comités ouvriers luttant contre les ligues fascistes, qui réservaient à la France le même sort qu'à l'Italie en 1922 ou à l'Allemagne en 1933 : la SFIO avait du préalable exclu de ses rangs les entristes de R. Molinier (congrès de Mulhouse en 1935).



Trotski, en rage contre la SFIO, déclara à cette occasion : « *Le congrès de Mulhouse signifie ou doit signifier une nouvelle étape. La SFIO non seulement n'est pas un parti révolutionnaire, mais elle n'est même pas un parti prolétarien (...). Ce parti nous a ouvert quelques possibilités, et il était juste de les avoir constatées et utilisées. Mais ces possibilités sont limitées* ». Quelle est donc cette nouvelle étape du militantisme trotskiste en France, à l'heure où la menace fasciste, par les Ligues, par la Cagoule, pèse sur la classe ouvrière française, à l'heure où les partis ouvriers s'unissent à la base contre cette menace ? Trotski l'indique plus loin : « *il faut concentrer les neuf dixièmes de nos forces sur la dénonciation de la trahison stalinienne* » (*Un nouveau tournant est nécessaire, 1935*). Il ajoute en 1936 : « *Le complot anti-ouvrier des chefs du Front Populaire est devenu le principal obstacle dans la voie de la révolution* » (*La France à un tournant, 1936*).

Le « partage du travail » trotskiste s'effectue alors : Tandis que la tendance « bolchevik-léniniste » de Molinier, exclue de la SFIO, commence à lutter pour la formation d'une « Quatrième Internationale » anticommuniste indépendante et contre le Front Populaire, une autre tendance trotskiste, désavouée par Trotski, se constitue autour de Marceau Pivert sur une ligne plus « tolérante » vis à vis du rapprochement SFIO-PCF : celle-ci sera donc épargnée par le congrès de Mulhouse et pourra mener de l'intérieur une lutte scissionniste contre le Front Populaire. Sans aucune liaison avec la classe ouvrière, ces derniers tenteront avec les *Jeunesses Socialistes Révolutionnaires* une scission qui

échouera. Une fois encore, les trotskistes de l'extérieur et ceux de l'intérieur coordonnent leur action liquidatrice tout en s'opposant extérieurement sur le plan idéologique.

Face à un PCE moins implanté que le PCF de l'époque, au moins au début de la guerre civile, le Front Républicain fut quant à lui beaucoup plus « conciliant » avec ses propres trotskistes et avec le POUM, ce qui permit à ces derniers de participer activement à la funeste démolition du front républicain antifranquiste en Catalogne...

Le Front Républicain contre les franquistes en Espagne

Les organisations révolutionnaires qui dominent en Espagne sont anarchistes (FAI) et anarcho-syndicalistes (CNT). Les communistes y sont représentés politiquement par le PCE de José Diaz et de la célèbre *passionaria* Dolores Ibarruri, syndicalement par l'UGT.

Contemporain du Front Populaire français, le Front Républicain arrive au pouvoir en réaction à une montée du fascisme qui débouchera sur le soulèvement militaire du général Franco. Il est composé du Parti Communiste, du Parti Socialiste, des Républicains de gauche, des Nationalistes basques, de l'Union Républicaine et du Parti *Esquerra*. Même la CNT-FAI, anarchiste (refus des directions, de la discipline et de la centralisation) mais forte d'une représentation ouvrière foncièrement antifasciste, accepte d'y participer.

Face à ce mouvement, les trotskistes, fidèles à leur habitude, vont se manifester de deux manières antagonistes.

Les uns, sur ordre de Trotski, vont faire un travail d'entrisme, notamment dans la CNT et le Parti Socialiste, organisations plus « perméables » que le PCE, pour travailler à l'exclusion des partis « non-révolutionnaires » au sein du front, tandis que d'autres, fondent un parti catalan indépendant, le POUM, hors du Front Républicain et contre lui, qui aura une influence sur plusieurs villes industrielles autour de Barcelone. Ce parti sera fidèle aux fondamentaux idéologiques et aux tactiques habituelles du trotskisme. Nombreux sont d'ailleurs les trotskistes actuels qui se reconnaissent dans le POUM (auquel le réalisateur trotskiste Ken Loach rendra hommage dans son film *Land and Freedom*, 1994) : L'idéologie bourgeoise dominante assimilant aujourd'hui ouvertement nazisme et communisme donne en effet une « légitimité » rétrospective au mot d'ordre poumiste d'hier « ni Hitler, ni Staline ».

Lors de la guerre civile pourtant, le seul pays à apporter son aide alimentaire, militaire et logistique, en armes, en formateurs et en hommes (via les célèbres *brigades internationales*, organisées en liaison avec les Partis Communistes d'Europe et notamment le PCF) au Front Républicain fut l'Union Soviétique.

Même si la tâche fut particulièrement difficile face aux espagnols qui luttèrent jour et nuit contre les franquistes grâce à ces armes et ces vivres, Trotski et ses relais locaux trouvèrent bien sûr un angle sous lequel attaquer l'URSS et les communistes en tant qu'ennemis principaux : L'aide soviétique pèserait comme un « chantage [servant] d'alibi à leur politique contre-révolutionnaire, non seulement aux républicains, mais aussi aux socialistes et même aux anarchistes, qui justifiaient ainsi leur collaboration au gouvernement exigé par les staliniens » (*Leçons d'Espagne, dernier avertissement*, Trotski - mai 1937).

En Catalogne, mais aussi dans d'autres régions comme les Asturies, une puissante grève générale se déclenche contre l'offensive fasciste, se prolongeant sur un mouvement insurrectionnel dirigé conjointement par la CNT et l'UGT. Un mouvement d'expropriation d'usines et d'entreprises publiques se propage en Catalogne en

particulier, bastion industriel de l'Espagne.

Conséquents vis à vis de la tâche prioritaire à accomplir, à savoir vaincre Franco, les communistes travailleront à transformer ces collectivisations spontanées en nationalisations propres à renforcer l'Etat républicain dans sa lutte antifasciste. Cette ligne est motivée par plusieurs arguments :

1) Tout d'abord, les collectivisations brutales dans ce centre industriel espagnol se traduisent, du fait de l'inexpérience d'une partie du prolétariat catalan en la matière (l'anarchisme dominant rejette toute centralisation), par une baisse vertigineuse de la production, mettant en péril la vie et la combativité des autres villes plus proches de la ligne de front. Il faut une organisation que seule une nationalisation peut planifier, dans un but prioritaire : tenir contre l'offensive fasciste. En octobre 1936, la CNT-FAI (anarchistes) et l'UGT-PCE (communistes) publient ensemble un décret indiquant : « *Nous sommes partisans de la collectivisation de tout ce qui sera nécessaire aux besoins de la guerre. Nous sommes d'accord pour estimer que cette collectivisation ne donnerait pas le résultat désiré si elle n'était dirigée et coordonnée par un organisme, représentant naturel*

de la collectivité et qui, dans ce cas, ne peut être que le Conseil de la Généralité [gouvernement républicain catalan] ». José Diaz, secrétaire général du PCE, résumera parfaitement cette situation : « *Dans les usines il doit y avoir un contrôle organisé des ouvriers et des syndicats. Ceci est juste ; mais les syndicats, de leur côté, ne doivent pas oublier non plus que leur devoir, dans les moments présents, est d'organiser et d'intensifier la production coûte que coûte, sous la direction du gouvernement, réalisant tous les sacrifices né-*



Affiche du PCE contre les activités terroristes du POUM (1936)

cessaires pour gagner la guerre ».

2) L'étape du moment ne correspond pas à une révolution socialiste, mais à une révolution « nationale-démocratique », du fait de l'arriération féodale de l'Espagne et de la menace fasciste contre les droits démocratiques dont le prolétariat a besoin pour passer à l'étape suivante de la révolution socialiste. Un tel retard de développement handicape fatalement les collectivisations spontanées et non-centralisées du prolétariat catalan, surtout en temps de guerre. La révolution peut donc se prolonger sur une étape socialiste, mais à condition de vaincre Franco dans un premier temps. « *C'est la révolution démocratique bourgeoise, qui, dans d'autres pays comme la France s'est déroulée il y a plus d'un siècle, se réalise maintenant dans notre pays, et nous, communistes, sommes les combattants d'avant-garde dans cette lutte contre les forces qui représentent l'obscurantisme des temps passés [les fascistes] »* déclare Dolores Ibarruri (Discours du 25 mai 1937, *Mundo obrero* 30 juillet 1937).

3) Tout argument permettant aux « alliés » ou aux « neutres » étrangers, comme aux éléments réformistes et nationalistes faisant partie du front, de voir dans la révolution espagnole un caractère immédiatement socialiste mettant en péril la propriété privée, les

conduira à se désolidariser de la lutte antifasciste, donc à l'affaiblir, voire à renforcer les rangs du camp adverse. C'est ainsi que la CNT s'efforça d'empêcher la collectivisation des entreprises étrangères implantées en Catalogne, dans un but diplomatique fort compréhensible. Cet argument est d'autant plus pressant que le POUM et les gauchistes sortis des rangs de la CNT sont accusés de « collectiviser de force » les campagnes aragonaises voisines, quitte à provoquer la colère des paysans et à paralyser les forces militaires républicaines sur le front tout proche. Même les cadres de la CNT commencent à s'élever contre les « collectivisations sauvages » qui créent des tensions internes dangereuses entre des « collectivités riches » dans certains secteurs et des « collectivités pauvres » dans d'autres secteurs de l'économie catalane...

Le POUM, qui avait dans un premier temps condamné violemment le front républicain, responsable selon lui et pour les raisons précédemment citées d'une « réaction contre-révolutionnaire » à l'encontre du prolétariat catalan, fera en sorte finalement d'y entrer et même d'y exiger des ministres.

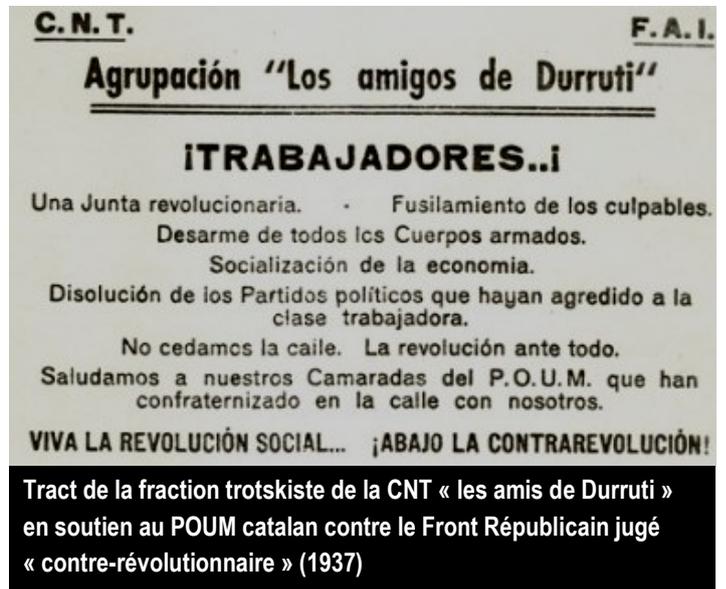
Son activité oppositionnelle put alors s'épanouir totalement, stimulant en Catalogne, c'est à dire à l'arrière du front, une opposition « révolutionnaire » au front républicain, détournant l'armement soviétique en transit pour ses propres fins, sabotant les convois, renforçant le climat d'anarchie propice à une baisse de la production industrielle, développant une agitation anticommuniste et antisoviétique dans sa presse que les franquistes n'hésiteront pas à relayer.

On peut noter que la CNT-FAI, durant la guerre civile, s'adapta par la force des choses en niant ses propres principes anarchistes, montrant ainsi leur caducité dans la pratique : Ainsi la FAI mit fin aux « groupes autonomes » locaux pour une direction plus centralisée, justifiée par le contexte de guerre, et procéda à ce que leurs propres dissidents appelleront péjorativement une « bolchevisation » de leur organisation.

Les mêmes dissidents accuseront même la FAI, et ceci est intéressant quand on pense aux critiques faites habituellement aux marxistes-léninistes, de développer un « culte de la personnalité » vis à vis des héros de guerre *García Oliver* et surtout *Durruti*. Ce dernier sera encore dénoncé par certains anarchistes dissidents pour ses sympathies soviétiques, à cause de l'unité d'action qui le liait aux communistes dans les combats.

Avec l'intensification de la guerre, les communistes appelèrent à la transformation des milices révolutionnaires locales en une armée régulière organisée et centralisée. « *Face à une armée franquiste aidée par les troupes italiennes et allemandes, il faut une armée du même type, mais si possible plus moderne encore. Là est le gage de la victoire* » (B. Bollothen, *La révolution espagnole*, p.210). Cet appel sera même relayé, même si cela entre en contradiction avec leurs principes, par les leaders de la CNT : « *Quels que soient les idéologies et les « credos » des travailleurs et des organisations auxquelles ils appartiennent, pour vaincre ils doivent utiliser les mêmes méthodes que l'ennemi, et particulièrement la discipline et l'unité. Avec de la discipline et une organisation militaire efficace nous vaincrons à coup sûr* » (García Oliver, *Leçons de la révolution espagnole*, V. Richards).

On comprend l'importance de tels appels lorsqu'on sait les dégâts provoqués par les milices poumistes et anarchistes dissidentes, qui sacralisaient indiscipline et « droit de tendance ». « *Ces troupes commirent toutes les erreurs imaginables. Les attaques nocturnes étaient commencées par des acclamations révolutionnaires, l'artillerie se plaçait souvent sur la même ligne que l'infanterie. (...) Un milicien raconta qu'un jour après le déjeuner tout le détachement alla au champ voisin manger des raisins ; quand ils revinrent la position était occupée par l'ennemi* » raconte un témoin (H-E. Kaminski, *Ceux de Barcelone* p.244), ajoutant que des miliciens refu-



saient de creuser des tranchées au prétexte « *qu'un révolutionnaire ne se cache pas devant le feu de l'ennemi* », qu'il leur arrivait de quitter le front la nuit pour aller coucher chez eux, etc.

C'est la lutte de ces miliciens trotskistes contre leur incorporation dans une armée régulière, dont la nécessité est pourtant indiscutable, que Ken Loach dénonce dans son film *Land and Freedom*...

Un groupe de dissidents gauchistes interne à la CNT, paradoxalement nommé « *Les amis de Durruti* », s'alliera au POUM lors de la tentative de putsch à Barcelone en mai 1937 qu'ils mèneront avec les armes non rendues au gouvernement. « *Les amis de Durruti* » constituaient une « tendance » de la CNT fortement noyautée par les entristes trotskistes... et sera finalement exclue par la direction de la CNT ! Encore un hasard ?

L'organe de presse du POUM, *La Batalla*, justifia la tentative de putsch en ces termes : « *La classe ouvrière doit rompre les liens qui l'unissent à la démocratie bourgeoise et prendre de façon décisive le chemin de la prise de pouvoir. Il est encore temps. Demain, il sera trop tard !* ».

Pour les trotskistes, ce mot d'ordre s'appuie sur une conception naïve de la révolution socialiste, qui serait à l'ordre du jour dès que des ouvriers s'approprient des usines. Si l'autogestion, modèle des anarchistes mais aussi des trotskistes en mal de contre-modèle antisoviétique, revêt un caractère révolutionnaire dans le cadre capitaliste (cela prouve aux ouvriers que le patron ne sert à rien dans une entreprise), nous savons aussi, à la lumière des échecs de « l'expérience » yougoslave, de la coopérative des montres LIP en France dans les années 70, ou plus récemment des usines *recuperadas* qui ont fleuri en Argentine après la crise financière de 2001, qu'elle ne garantit en rien le succès d'une révolution prolétarienne, si elle ne débouche pas sur une centralisation politique par l'avant-garde ouvrière.

Le gouvernement ayant trop tardé à désarmer les forces locales du POUM, celui-ci fit le siège de la *Généralité*, provoquant un combat fratricide au sein du prolétariat catalan durant la « semaine sanglante », épisode qui participera aux premiers reculs des républicains.

Si le PCE, qui avait considérablement renforcé ses effectifs et donc son poids au sein du front au cours de la guerre, obtint suite à cet épisode la dissolution du POUM, la montée en puissance du Troisième Reich, de l'Italie fasciste, aux cotés de Franco, face à un camp républicain affaibli par les faits cités précédemment, l'Espagne républicaine fut finalement vaincue.

Dans une analyse historique du trotskisme, le POUM catalan est un cas d'école qui rassemble sur une courte période tous les traits idéologiques du gauchisme : *Aventurisme* visant objectivement à faire gagner Franco, *centrisme* assimilant les républicains et les fascistes pour légitimer leur lutte contre les républicains sous une phrase de « gauche », *duplicité* permettant d'affronter le front à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, *négation des étapes* permettant de décréter la révolution socialiste au moment où il faut avant tout défendre les droits démocratiques. Dissolution des organisations politiques et des syndicats, liquidation des cadres et de l'avant-garde du mouvement révolutionnaire, explosion de l'exploitation ouvrière : Comme en Allemagne post-hitlérienne, le mouvement communiste espagnol sera décapité durablement.

Pendant ce temps, une fois la guerre terminée, les cadres du POUM se tournèrent vers la « social-démocratie menchevik » tant décriée auparavant en créant conjointement le MSC (Mouvement Socialiste Catalan), ou entrèrent directement dans les rangs de la CIA comme Julian Gorkin, Joaquin Maurin (qui, libéré en 46, fut d'ailleurs le seul prisonnier des franquistes à ne pas avoir été tué, à avoir vécu dans de bonnes conditions sous Franco, pendant que les communistes étaient torturés et fusillés en masse) et d'autres.

La résistance antinazie pendant la deuxième guerre mondiale

Quelque soit le contexte, la tactique trotskiste consiste toujours en un clivage préalable et un partage du travail entre ceux qui choisiront la lutte contre le mouvement de l'extérieur et ceux qui choisiront d'intégrer le mouvement pour y développer de l'intérieur le liquidationnisme ; par sélection naturelle, les uns ou les autres subsisteront en fonction de l'échec ou de la victoire du mouvement, pour que le trotskisme puisse survivre à sa faillite.

Cette tactique s'applique parfaitement au Front Populaire français, au Front Républicain espagnol, mais aussi à mai 68, aux mouvements de soutien aux luttes de libération nationale dans les années 50-70, et même à l'expérience des collectifs antilibéraux aux présidentielles de 2007.

En revanche, l'attitude des trotskistes pendant la deuxième guerre mondiale fait presque figure d'exception : les trotskistes ayant décidé d'entrer dans la résistance antinazie furent particulièrement rares, tandis que la position centriste « ni Hitler, ni Staline » était quasi-unanime.

Cette exception s'explique assez facilement : La deuxième guerre mondiale a été un moment de grande vulnérabilité pour l'URSS. Les bourgeoisies américaine, française, anglaise voyaient spontanément en Hitler un rempart contre le communisme, et bientôt une arme contre lui. Ce n'est qu'au moment où l'URSS renversa militairement la situation à Stalingrad que les anglo-saxons décidèrent d'ouvrir un second front contre le troisième Reich à l'ouest, en attendant d'ailleurs encore deux ans (1944) de façon à faire porter l'essentiel du poids de cette guerre par les soviétiques dont plus de 25 millions sacrifièrent leur vie.

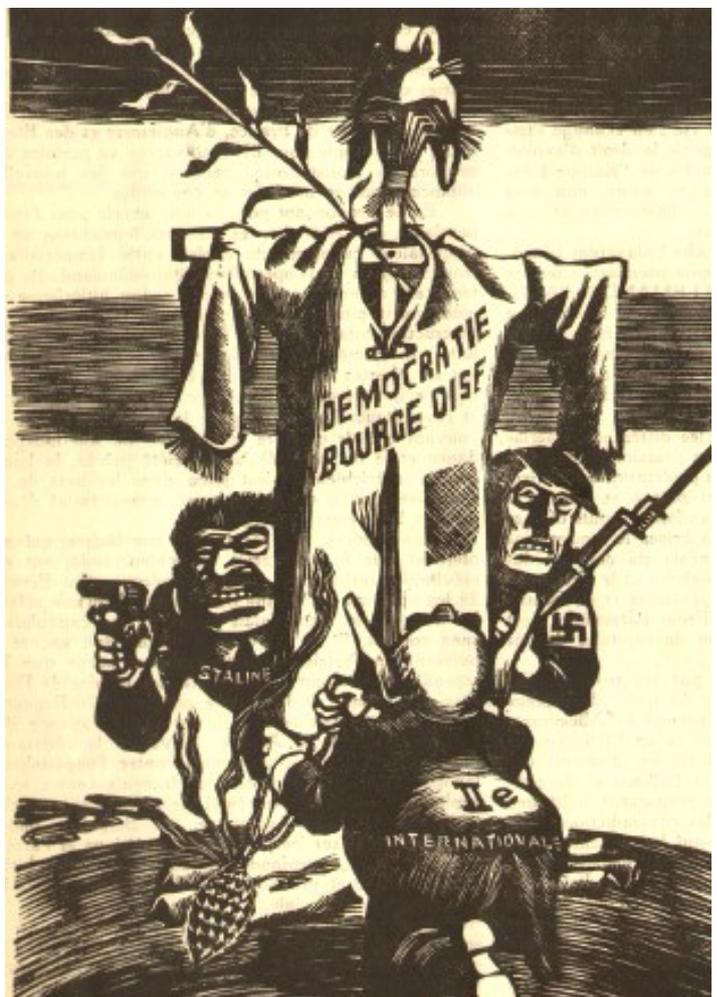
Dans ces conditions, le mouvement trotskiste –qui fait partie de ce « système » antisoviétique occidental et qui occupe à ce titre la place particulière de « cinquième colonne »- tenta le tout pour le tout, quitte à se discréditer pour longtemps aux yeux de leurs sympathisants en cas d'échec.

Lorsque l'URSS emporta la victoire finale sur la bête immonde, jouissant alors d'un grand prestige aux yeux des classes ouvrières du monde entier, les organisations trotskistes furent totalement discréditées et anéanties. Il faudra attendre les premiers signes du

révisionnisme khrouchtchévien en 1956, pour voir les trotskistes relever lentement la tête après une longue traversée du désert...

La totale incohérence des discours de Trotski entre 1935 et 1940 montre une inextricable contradiction entre : 1) la nécessité vitale de donner tort aux autorités soviétiques qui l'accusent de propagande profasciste, par des appels de soutien formel à « l'Etat ouvrier dégénéré », en mémoire de la Révolution d'Octobre ; 2) l'opportunité créée par la vulnérabilité de l'URSS en cours d'industrialisation accélérée, via des appels à la guerre civile dont Hitler profiterait militairement.

Il affirme notamment en 1938, c'est à dire au moment des accords de Munich où la France et l'Angleterre libèrent les mains d'Hitler à l'Est : « *On ne peut assurer la défense du pays [l'URSS] autrement qu'en détruisant la clique autocratique des saboteurs et des défaitistes* » (3 juillet 1938), « *Seul le renversement de la clique bonapartiste du Kremlin peut permettre la régénération de la puissance militaire de l'URSS. Quiconque défend directement ou indirectement le stalinisme, quiconque exagère la puissance de son armée, est le pire ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples opprimés* » (10 octobre 1938). Trotski n'imagine pas une seule seconde ici que l'Union Soviétique sera finalement victorieuse contre Hitler, tout comme les bourgeoisies occidentales qui ne donnaient pas trois jours à Staline pour se soumettre aux allemands une fois l'offensive déclenchée. Il ajoute : « *Seule une insurrection du prolétariat soviétique contre l'infâme tyrannie des nouveaux parasites peut sauver ce qui subsiste encore, dans les fondements de la société, des conquêtes d'Octobre* » (14 novembre 1938). Alors que la France et l'Angleterre sont officiellement en guerre contre l'Alle-



Les trotskistes nient la défense des droits démocratiques contre la montée du fascisme et renvoient dos à dos Hitler et Staline (Journal des JSR, *Révolution* n°4, avril 1938)

magne, alors que l'URSS combat (victorieusement) le bloc germano-finlandais, il ajoute : « *Les conquêtes de la Révolution d'Octobre ne serviront le peuple que s'il se montre capable d'agir envers la bureaucratie stalinienne comme il le fit jadis envers la bureaucratie tsariste et la bourgeoisie. (...) Cela ne peut être fait que d'une seule façon: par les ouvriers, les paysans et les soldats de l'Armée rouge qui se dresseront contre la nouvelle caste d'opresseurs et de parasites. Pour préparer cette levée en masse, il faut un nouveau parti, la Quatrième Internationale* » (Mai 1940).

« *La situation militaire en Russie est contradictoire. D'un côté, nous avons une population de 170 millions d'habitants réveillés par la plus grande révolution de l'histoire, qui possède une industrie de guerre plus ou moins développée. D'un autre côté, nous avons un régime politique qui paralyse toutes les forces de cette nouvelle société. Je suis sûr d'une chose : le régime politique ne survivra pas à la guerre. Le régime social qui est la nationalisation de la production, est incomparablement plus puissant que le régime politique qui est despotique. Les représentants du régime politique, la bureaucratie, sont effrayés par la perspective de la guerre parce qu'ils savent mieux que nous qu'ils ne survivront pas à la guerre en tant que régime* » (1939, *La lutte antibureaucratique en URSS*) : Il est clair que pour le dogmatique Trotski, puisque la restauration capitaliste ne peut survenir en URSS, à moins d'une guerre civile féroce contre une bourgeoisie ouvertement armée, aucun « recul » n'étant possible dans sa vision mécaniste du matérialisme historique, il faut hâter l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS pour affaiblir la « clique bureaucratique » qui gouverne cette dernière et y favoriser une nouvelle révolution « authentiquement prolétarienne ». Cette vision totalement aventuriste, dans la droite ligne de son comportement passé à Brest-Litovsk par exemple, le conduira à vouloir « *hâter la collision entre l'URSS et l'Allemagne* ».

Ces provocations retentiront en France par exemple, où les trotskistes assimilent déjà la guerre imminente entre la France et l'Allemagne à celle de 1914-1918 ; Ils peuvent ainsi appliquer les formules de Lénine sur le « défaitisme révolutionnaire » à propos d'une guerre inter-impérialiste (14-18), à une guerre opposant des démocraties bourgeoises au fascisme hitlérien (39-40).

Au nom du mot d'ordre explicite de Trotski « *L'ennemi principal est dans notre propre pays, la défaite de notre propre gouvernement est le moindre mal* » (*Programme de transition*) adopté par la Quatrième Internationale trotskiste en 1938, les militants français sont invités à lutter pour la défaite de l'armée française, donc à ne pas combattre l'agression nazie.

Cette position recoupe objectivement, sous une phraséologie différente, l'objectif de la grande bourgeoisie française qui, de fait, souhaitait l'hégémonie nazie face à l'URSS, quitte à perdre l'indépendance nationale (cf. *L'étrange défaite* de Marc Bloch, *Le choix de la défaite* d'Annie Lacroix-Riz).

En cohérence avec le maître qui affirmait : « *Il existe une différence de confort entre les wagons du train. Mais quand le train plonge dans l'abîme, la distinction entre démocratie bourgeoise et fascisme meurtrier disparaît devant l'effondrement de l'ensemble du système capitaliste.* » (*Sur la deuxième guerre mondiale*, Trotski, mai 1940), le POI, « *munichois* » pour l'occasion, affirme par exemple dans ses tracts : « *Cette guerre ne sera pas notre guerre ! Son but réel est de savoir qui, de Schneider ou de Krupp, contrôlera les mines de fer des Sudètes, qui, des financiers de Londres ou Paris, ou de Berlin et Rome, contrôlera le marché des colonies !* » (*La mobilisation a commencé*, Septembre 1938).

Les trotskistes font mine d'ignorer qu'il ne s'agit pas pour le prolétariat des « wagons » plus ou moins confortables d'un même « train », mais de deux trains allant au gouffre à des vitesses très différentes, et que le prolétariat n'est pas du tout indifférent à cette différence de



Meeting du RNP, parti fasciste du socialiste Marcel Déat et des trotskistes Molinier et Albertini, pendant l'occupation en France (1942) contre la « menace » stalinienne pesant sur l'Europe...

vitesse puisqu'il lui faut toujours du temps pour s'organiser.

Comme les poumistes catalans quelques années plus tôt, certains trotskistes frisent la mythomanie lorsqu'au moment de la défaite française en 1940, ils croient la révolution prolétarienne imminente : « *Selon notre bible léniniste, la défaite est accoucheuse de la révolution. Nous décidons donc d'éditer un tract aux soldats pour les inviter à prendre en main leur unité- au besoin en fusillant les officiers réfractaires – et à organiser la défense de Paris contre les nazis* » (Yvan Craipeau, *Mémoire d'un dinosaure trotskiste*, p.155).

Une fois encore, le sérieux et la rigueur communiste trancheront avec les pièges aventuristes et presque ridicules du trotskisme. Le mouvement de résistance antinazie en France sera essentiellement composée d'ouvriers français et immigrés (FTP-MOI) et organisé par le PCF en liaison avec la *France Libre* du Général De Gaulle.

Pour les centristes trotskistes au contraire, l'alliance entre les communistes et la fraction de la bourgeoisie nationale représentée par De Gaulle incarne la « trahison » d'une « collaboration de classe » contre la révolution socialiste... Mais cette analyse conduira, comme toujours, à une multiplicité de tactiques et à un morcellement du mouvement.

1) Le CCI de Molinier persiste dans la ligne « défaitiste ». Fidèle à la tradition entriste, il décide de s'implanter dans le RNP fasciste de l'ex-socialiste Marcel Déat, comme il l'avait fait jadis à la SFIO, affirmant qu'il incarne « l'aile gauche » des organisations fascistes françaises (rappelons que pour les trotskistes à quelques nuances près, fascistes, réformistes et « stalinien » sont indifféremment des « traîtres » détournant la classe ouvrière de sa lutte révolutionnaire). Molinier et ses « camarades » commencent à travestir le discours fasciste du RNP sous une phrase de gauche, comme ils avaient l'habitude de le faire au sein de la SFIO contre l'URSS dans les années trente. Le trotskiste Georges Albertini, qui obtint vite le poste de secrétaire général du parti, expliqua à son procès à la libération : « *Cette guerre n'était pas une guerre comme les autres. C'était une grande révolution, et c'est parce que l'Allemagne était un pays révolutionnaire que ses armées ont remporté des succès : parce qu'elles étaient portées par un idéal de liberté. Déat affirmait : le régime allemand n'est pas ce que nous avons cru sur le plan révolutionnaire et socialiste, c'est un régime avec lequel nous pouvons avoir des points communs.* » (Jean Lévy, *Le dossier Albertini, une intelligence avec l'ennemi*, p.33). La connivence de ces trotskistes avec les fascistes s'appuyait évidemment sur une même haine de l'Union Soviétique. On retrouvera d'ailleurs plus tard Albertini collaborant, aux cotés du célèbre trotskiste Souvarine à la revue pro-américaine *Est-Ouest* durant toute la guerre froide. Quant à Lambert, futur dirigeant de cette organisation ancêtre du *Parti des Travailleurs*, même s'il s'opposera à la ligne de Molinier, il ne le quittera pas de lui même, et attendra d'en être tardivement exclu. Il

sera d'ailleurs aussi exclu de la CGT après la guerre pour cette raison. Il rejoint en 1943 le POI dont le fameux mot d'ordre pendant la libération était « *Ils se valent !* » (nazis et alliés).

2) L'UCI de Barta, ancêtre de *Lutte Ouvrière*, théoriser sa totale passivité durant toute la période de l'occupation, s'appuyant sur le centrisme le plus caricatural. Barta affirmait alors, pour condamner l'idée même de résistance armée : La résistance a inoculé « *le poison chauvin dans la classe ouvrière* ». Contre les autres trotskistes « éternels chercheurs de tactiques », les militants de l'UCI se contenteront de garder le dogme trotskiste, accusant la résistance de tirer sur les soldats allemands puisque « *derrière un soldat nazi se cache un travailleur allemand !* ». Le dogmatisme trotskiste permet de raisonner politiquement comme si le temps s'était arrêté en 1917 : Il faut donc dénoncer le ralliement « social-chauvin » des communistes à leur bourgeoisie nationale (gaullistes), comme les bolcheviks dénonçaient en 14-18 les sociaux-chauvins de l'union sacrée... Le ridicule ira jusqu'à lancer un jour des tracts aux soldats de la Wehrmacht en espérant d'eux un ralliement à la cause de la révolution permanente...

3) Le POI de Naville adopte la même attitude centriste. Son journal, *La Vérité*, manifeste à l'encontre des résistants de France et d'Europe une haine incontrôlable jusqu'en 1944 : « *Les ouvriers et paysans de la Grèce fasciste vont défendre la liberté et la démocratie britannique, c'est à dire les intérêts de la banque Hambro et Cie de la city de Londres* » (15 novembre 1940). « *Le geste terroriste creuse un fossé entre les travailleurs français et les soldats allemands, sans l'union de qui aucune victoire révolutionnaire n'est possible. Les attentats contre les officiers ne sont pas plus utiles. Pour un officier tué, Hitler dispose de milliers d'autres officiers* » (15 septembre 1941). Notons ici un élément particulièrement typique du discours trotskiste : l'usage des mêmes termes que la bourgeoisie sous un vernis gauchiste est récurrent. Ici, on parle de « terrorisme » pour dénoncer les actes de résistance, tout comme le fait la propagande vichyste. De même, quand la presse trotskiste française dénonce aujourd'hui « l'épuration ethnique » au Kosovo, le « terrorisme islamique » des résistants palestiniens, « l'impérialisme russe » dans le Caucase ou « l'impérialisme chinois » au Tibet, c'est toujours en phase avec la propagande de la presse bourgeoise...

Le POI ira jusqu'au bout de ce scandaleux centrisme, et tirera dans *La Vérité* au moment du débarquement anglo-américain en Normandie : « *Ils se valent !* ». « *En réalité la « libération » de Roosevelt vaut tout autant que le socialisme de Hitler. Tu en as assez de la guerre, tu veux réellement te libérer ; Ne fais confiance qu'à ta propre classe. Organise-toi aujourd'hui dans des milices ouvrières, reste groupé sur la base de ton usine qui est ton bastion, refuse de te faire mobiliser dans « l'armée de libération ». Prépare toi à un nouveau juin 1936 !* » (*La Vérité*, juin 1944). Ce discours, qui a beaucoup d'affinité avec celui du POUM catalan en 1937, traduit une ligne évidente : le refus de lutter contre Hitler, et au contraire

l'appel local à lutter contre les alliés. On comprend ici pourquoi le qualificatif d'« hitléro-trotskyiste » n'avait rien de polémique en 1944... Le groupe trotskiste des « abondancistes » ira jusqu'à attaquer les alliés et les FTP, ces « traîtres à la révolution », pour réveiller le peuple et décréter la révolution prolétarienne en 1944... renouant, eux aussi, avec les méthodes de sabotage du POUM quelques années plus tôt.

4) Le MNR de Jean Rous sera la seule organisation trotskiste à « pactiser avec la résistance », répondant ainsi, dans une moindre mesure, à la nécessité du partage du travail entre trotskistes. Il anticipait ainsi la prise de conscience tardive (décembre 1943) de la Quatrième Internationale qui affirmait en observant le caractère très prolétarien du mouvement de résistance antinazie : « *Il faut faire pénétrer notre politique dans les rangs des partisans en vue de regrouper les forces révolutionnaires latentes qui s'y trouvent sur une base politique et organisationnelle de classe* » (*Résolution sur le mouvement des patriotes*, Quatrième Internationale, décembre 1943) : Il s'agit alors non de lutter contre la Wehrmacht aux côtés des FTP, mais de tenter une fraternisation entre les uns et les autres ! D'un point de vue théorique, le MNR flirtera davantage avec un nationalisme teinté de fascisme qu'avec le marxisme ; Rous affirme que la révolution socialiste n'est plus possible sous occupation nazie, que les marxistes se sont trompés de pronostic puisqu'une forme de « révolution sociale » a été menée par la petite bourgeoisie, et non par le prolétariat, qu'il faut désormais « *un Etat fort, hiérarchisé, où la régulation entre les divers éléments de la population soit établie par des corporations* » (*La révolution française n°1*, sept-oct. 1940). Le MNR, condamnant la collaboration vichyste pour sa soumission à l'Allemagne, veut alors s'allier à la *France Libre* dans la perspective d'une réaffirmation française... permettant un partenariat d'égal à égal avec l'Allemagne « national-socialiste » dans le cadre des « *Etats-unis socialistes d'Europe* » ! Le MNR incarnera donc avec le RNP de Marcel Déat, la branche « rouge-brun » du trotskisme, les deux organisations partageant un point de vue commun, se manifestant dans deux tactiques diamétralement opposées... Notons que lorsque Pierre Naville laisse sa place à Marcel Hic à la tête du POI en 1942, celui-ci n'est pas loin de partager les idées de Rous et fait entrer son organisation dans la résistance à Londres. L'épisode sera bref : La Quatrième Internationale rappellera vite à l'ordre Marcel Hic, dénoncera son « social-patriotisme » et sera sommé de revenir à la ligne plus « orthodoxe » du centrisme.

Les trotskistes d'aujourd'hui, qui, sans « victoires » révolutionnaires à leur actif, raisonnent toujours avec des « si », affirment souvent que « si » les « staliniens » n'avait pas eu une telle influence sur la classe ouvrière, la révolution socialiste aurait pu s'y déclencher en 1936 à la place du Front Populaire français, en 1937 à la place du Front Républicain espagnol, ou en 1944 à la place de la libération par les FTP et les alliés (ou encore en mai 1968 !). Puisqu'il n'y a pas eu de révolution socialiste en France et en Espagne au cours du vingtième siècle, cet argument est évidemment indémontrable...



En juin 1944 lors de la victoire contre le nazisme, le PCI renvoie dos à dos les nazis et les alliés en titrant « *Ils se valent !* ». Le « *ni-ni* » réactionnaire de trotskistes hostiles au « terrorisme » de la résistance française...

Mais nous pouvons montrer en revanche que les partis communistes, dans d'autres pays, avec un rapport de force plus favorable, ont dû lutter politiquement contre le trotskisme... pour pouvoir mener concrètement la révolution à son terme ! L'attitude des trotskistes dans ces circonstances est alors beaucoup plus ambiguë. Peuvent-ils en effet affirmer que la lutte anti-trotskiste de leaders révolutionnaires incontestés comme Fidel Castro, Che Guevara, ou Ho Chi Minh, a débouché sur une « trahison » ayant empêché le déroulement d'une révolution ?

L'attitude des trotskistes vietnamiens vis à vis du fascisme japonais est par exemple assez instructive, et montre la relative homogénéité des conceptions « hitléro-trotskistes » de l'époque.

Au cours des années trente éclatent des insurrections ouvrières et paysannes contre le colonialisme français, dirigées par le Parti Communiste Indochinois (PCI) d'Ho Chi Minh. Celles-ci sont sévèrement réprimées. L'*Opposition de gauche* (courant trotskiste) se désolidarise, critiquant le PCI... au nom de la violence de la répression qui s'abat sur le mouvement !

En 1936, le PCI soutient le Front Populaire antifasciste en France. Il y perçoit l'occasion d'une lutte commune contre le fascisme montant, ainsi qu'un contexte plus favorable pour obtenir l'indépendance de l'Indochine. Une telle tactique, qui aurait permis d'épargner bien des vies humaines au Vietnam, fut évidemment condamnée avec violence par les trotskistes, partisans d'une lutte armée contre le Front Populaire.

L'échec des pressions communistes au sein du Front Populaire ne permit pas de favoriser l'indépendance, mais le nouveau contexte, dominé par la menace grandissante du fascisme partout dans le monde, impliquait pour les communistes de nouvelles priorités. Les trotskistes, fidèles à la ligne du « défaitisme révolutionnaire » face au fascisme, sont qualifiés par les communistes vietnamiens de « frères jumeaux du fascisme ». Ils affirment notamment qu'il faut « dégager le caractère impérialiste de toute guerre en ce pays entre l'impérialisme français et un autre impérialisme envahisseur [le fascisme japonais] et à expliquer aux masses qu'en cas de guerre, elles n'auront personne pour les défendre » (Ngô Van, *Viêt-Nam 1920-1945, Révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, p258).

En 1936-1939, le PCI fait front avec les nationalistes et les progressistes français contre la menace d'invasion fasciste japonaise. La situation ressemble alors à celle de la France, où les communistes feront front avec la *France Libre* du Général De Gaulle contre le nazisme.

Les trotskistes font alors tout pour briser ce front, aidant objectivement l'agresseur japonais ; ils renforcent de fait un courant « régionaliste » qui accueille favorablement les fascistes japonais, quand ces derniers, en tacticiens, affichent des doctrines de libération nationale asiatique contre les « colons blancs ». Au Proche-Orient, certains nationalistes comme *Haj Amin al Husseini*, le Grand Mufti de Jérusalem, s'allieront de la même façon au nazisme sur la base d'un anticolonialisme qu'Hitler prétend soutenir. Ce dernier armera dans le même registre une SS bosniaque anti-serbe. En Algérie, en Palestine, en Afrique noire, d'autres anticolonialistes sauront reconnaître la priorité du moment et se battre aux côtés des français et des anglais malgré la propagande hitlérienne (et trotskiste !) pour reprendre le flambeau de la lutte anticoloniale une fois le fascisme vaincu dès 1945... tout comme le Parti communiste vietnamien !

Au moment de la prise du pouvoir (1945) par le Viet-minh, front nationaliste conduit par le PCI, dans un contexte où les forces coloniales vichystes ont été chassées et où l'envahisseur japonais chute, deux menaces pèsent sur lui : Celle du retour des colons

français sous le nouveau drapeau de la France Libre, et celle de l'expansionnisme chinois prédateur dirigé par le parti bourgeois, le Kuomintang, soutenu par l'impérialisme US. Le président Ho Chi Minh joue sur les contradictions franco-chinoises pour sauver la paix et l'indépendance du Vietnam. La France n'attend qu'un prétexte pour reprendre son « Empire ». Le Nord et le Centre du pays tiendront fermement la ligne diplomatique du Vietminh. Au sud, c'est le déchirement du Comité Nam Bo, gouvernant Saigon et ses environs, qui permet aux troupes du Général Leclerc de reprendre aussitôt la ville. Le comité Nam Bo était un front composé du Viet-minh, de nationalistes non communistes, de bouddhistes et marginalement de trotskistes. Son torpillage a été l'œuvre conjuguée des tendances trotskistes interne (le groupe *La Lutte*, soutenant verbalement le Viet-minh jusqu'au moment opportun) et externe (le *Comité populaire révolutionnaire*, opposants virulents du Viet-minh). Ces deux tendances se retrouvaient sur le même programme politique, adaptation du nationalisme montant au sein du peuple avec les « lois » de la révolution permanente...



Ta Thu Thau, leader trotskiste vietnamien qui cherchera à briser le front vietminh contre le fascisme japonais

Le général Leclerc affirmera deux ans plus tard : « *La solution ne pourra être que politique, car la France ne jugulera plus un groupement de 24 millions d'habitants dans lequel existe une idée xénophobe et peut être nationale. (...) Elle devra consister à opposer au nationalisme Viet-minh un ou plusieurs autres nationalismes* » (8 janvier 1947).

Pendant la période de 1936 à 1939, Ho Chi Minh expliquera très clairement ce qui motive les communistes dans le front démocratique vietnamien, contrastant avec la duplicité entriste et dogmatique des trots-

kistes : « *Au moment actuel, le Parti ne doit pas avancer des demandes trop exigeantes (indépendance du pays, parlement, etc.). Ce serait se laisser tomber dans les pièges des fascistes japonais. Il doit formuler des demandes pour les droits démocratiques ; liberté d'organisation et de réunion, de presse et de parole, amnistie totale des condamnés politiques, il doit lutter pour la légalisation du Parti. Pour atteindre ce but, il doit exercer tous ses efforts pour organiser un large front national démocratique.*

Ce front doit comprendre non seulement les indochinois mais aussi les français progressistes en Indochine, non seulement les couches travailleuses du pays, mais aussi la bourgeoisie nationale. Il faut tout faire pour attirer et retenir cette dernière dans le front, la pousser à agir si possible, l'isoler politiquement si nécessaire. La laisser en dehors du front, ce serait la pousser dans les bras de la réaction, ce serait renforcer la réaction.

Avec les trotskistes, aucune entente, aucune concession n'est permise. Par tous les moyens il faut démasquer ces agents du fascisme, il faut les exterminer politiquement.

(...) Le Front Démocratique Indochinois doit entretenir des relations étroites avec le Front Populaire français qui lutte aussi pour les libertés démocratiques, et qui peut rendre des aides précieuses.

Le Parti ne doit pas prétendre être le dirigeant du Front Démocratique ; il doit se montrer une des parties la plus dévouée, la plus active et la plus sincère. La place de dirigeant viendra lorsque, dans la lutte et dans le travail quotidien, les larges masses reconnaîtront la justesse de sa politique et sa capacité de diriger. (...) » (La ligne

du Parti durant la période 1936-1939, Juillet 1939).

Ce texte très clair sur le comportement politique loyal des communistes dans les fronts, est en parfaite opposition sur le fond comme sur la forme, avec toutes les positions, tactiques et louvoiements propres au trotskisme, notamment vis à vis du fascisme.

L'hitléro-trotskyisme matérialisait du point de vue des communistes la position trotskiste objectivement pro-fasciste dans la période où les classes ouvrières luttèrent fermement contre la montée des ligues et où les fronts démocratiques et organisation de résistance appuyaient la lutte décisive de l'URSS pour battre le fascisme nazi.

Cette position centriste et anti-résistance des trotskistes découle de leur négation des étapes et de l'histoire : Pour eux, le fascisme n'est qu'une des formes du mode de production capitaliste (ce qui est vrai), forme à laquelle il faut être indifférent dans la lutte : « ni fascisme, ni démocratie bourgeoise, il faut lutter contre les deux indistinctement et en même temps » pourrait être la devise de l'hitléro-trotskyisme.

La négation trotskiste du phénomène fasciste, sa sous-estimation dogmatique, a entraîné de nombreux trotskistes à faire de l'entrisme y compris dans des partis fascistes comme ils le faisaient dans les partis sociaux-démocrates avant-guerre, toujours par anticommunisme et antisoviétisme.

Mais l'hitléro-trotskyisme ne se limite pas strictement à la deuxième guerre mondiale et ses prémisses. Il se prolonge aujourd'hui, avec le nouvel essor des ligues fascistes et identitaires qui accompagnent l'aggravation de la crise du capitalisme : L'organisation « Egalité et Réconciliation » en France par exemple, dirigée par l'hitléro-trotskyiste Alain Soral, également proche du POI (trotskistes sociaux-chauvins de l'ex-PT), est une structure relais du Front National au sein de la petite bourgeoisie radicale.

On ne peut donc cantonner « l'hitléro-trotskyisme » au seul continent européen (voir l'histoire des révolutions vietnamiennes et chinoises), ni à la seule période de la seconde guerre mondiale (voir les ligues fascistes actuelles de type « Egalité et réconciliation »).



« Premièrement, gagner la guerre! Moins de paroles vaines! »

Affiche du Parti Communiste Espagnol appelant à l'unité de toutes les forces politiques et syndicales progressistes contre le fascisme franquiste lors de la guerre civile espagnole (1937)

Esprit de front, sens des priorités et des responsabilités face à la bête fasciste caractérisent les communistes espagnols au sein du front républicain.

Au même moment, dans un contexte où des gouvernements fascistes s'installent dans plusieurs pays d'Europe, les trotskistes attaquent... l'alliance réformiste - stalinienne contre la révolution permanente (en réalité les Fronts Populaires notamment français et espagnol)

Une du journal trotskiste de la JSR *Révolution*, octobre 1937



Les anticommunistes de « gauche » (1945 - 1990)

Les trotskistes pendant la guerre froide

L'antisoviétisme reste le fil rouge qui permet d'expliquer l'ensemble des positions de la Quatrième Internationale trotskiste durant la guerre froide jusqu'à nos jours. A chaque nouvelle révolution lors de cette période d'après guerre, les groupes trotskistes moribonds d'occident ont cherché à renaître en soutenant de loin les « nouveaux modèles », prenant toujours leurs désirs pour des réalités, pour ensuite leur jeter l'opprobre quand ceux-ci rejoignaient naturellement le camp socialiste... De même, quand un pays du bloc socialiste lui-même, alléché par les offres faramineuses des loups impérialistes, venait à faire sécession, comme la Yougoslavie en 48, on cessait immédiatement de taxer Tito de « stalinien » pour en faire un martyr du « nouvel impérialisme » soviétique...

« Le statut d'autogestionnaire a été pour la première fois introduit dans l'histoire en 1950 dans la Yougoslavie « titiste », sur la base d'une révolution anticapitaliste et d'une rupture avec les rapports de domination de l'URSS stalinisée. La mémoire des combats progressistes émancipateurs doit intégrer cette expérience – à contre-courant de son enterrement programmé. » (La révolution Yougoslave et l'autogestion, 2009, Catherine Samary – NPA).

Chaque fois qu'une occasion se présentait de prendre partie contre l'URSS, l'ensemble du mouvement trotskiste s'engouffrait dans la brèche, quelqu'en soit le coût « théorique ». Au moment où Tito,



James Burnham, trotskiste militant issu du SWP (parti trotskiste des USA), agent de la CIA, décoré de la « médaille de la Liberté » par R. Reagan pour sa lutte antisoviétique en 1983

financé par l'impérialisme US en 1949, tentait de fragiliser le bloc de l'Est par une violente propagande antisoviétique, la Quatrième Internationale vint immédiatement en appui, magnifiant ce nouveau « modèle » de socialisme enfin débarrassé de l'encombrant voisin, et quitte à oublier que le trotskisme se fondait à l'origine sur la théorie de l'impossibilité du socialisme dans un seul pays. On utilisa alors les clichés gauchistes usés lors de la guerre d'Espagne par le POUM pour démontrer que le modèle yougoslave, « autogestionnaire » (c'est à dire remettant en cause le système de planification centralisée propre au socialisme) et « démocratique » (c'est à dire remettant en cause la dictature du prolétariat), représentait l'avenir des révolutions socialistes...

On entendra les mêmes « appels aux partis communistes internationaux au soutien contre l'URSS dégénérée » de l'Internationale trotskiste en faveur de toutes les « dissidences » antisoviétiques de la période, du bulgare Kostov au polonais Gomulka en passant par le hongrois Rajk.

En France, de nombreux trotskistes tel Jean François Devey, futur fondateur de l'hebdomadaire d'extrême droite « Minute », organisaient des voyages de brigades de jeunesse à Belgrade, et s'opposaient aux communistes dans des meetings où ils défendaient la « troisième voie » titiste.

En pleine guerre froide, les trotskistes continuent officiellement de « ne pas choisir leur camp » tout en polarisant toutes leurs attaques sur ce qu'il faut bien appeler leur « ennemi principal », l'URSS « stalinienne » et « bureaucratique », dernier rempart supposé empêcher l'éclatement de la révolution permanente mondiale.

Dans ce contexte, les trotskistes ont pu participer politiquement, à l'intérieur comme à l'extérieur du camp socialiste, au développement de premières « révolutions colorées » de l'histoire. Financées et préparées par l'Oncle Sam, les « soulèvements » étudiants de Budapest ou de Prague, puis les grèves du syndicat *Solidarnosc* en Pologne étaient dirigées directement ou indirectement contre l'URSS, tout comme les « révolutions oranges » de Géorgie, d'Ukraine ou du Kosovo permettaient récemment de progresser, avec les mêmes soutiens, dans le processus de reconquête économique de l'ex-bloc de l'Est, marché perdu pour le capitalisme pendant 70 ans de socialisme réel.

Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que le recours surprenant de nos médias impérialistes au terme de « révolution » pour qualifier ces tentatives de déstabilisation d'Etats encore indépendants, qu'il s'agisse des pays trop liés à la Russie comme l'Ukraine, la Géorgie, la Serbie, ou de l'Iran et du Liban, se réfère explicitement au jargon trotskiste qui court depuis l'époque de la guerre froide.

Derrière toutes les calomnies déversées sur le mouvement communiste mondial de l'époque et qui subsistent aujourd'hui encore dans nos médias, se cachent systématiquement des textes et des déclarations d'éminents trotskistes de la Quatrième Internationale. Un exemple assez parlant est celui de la révolution cubaine.

Après avoir un court moment incarné aux yeux des trotskistes l'énième espoir d'un nouveau modèle de révolution « antibureaucratique », la révolution cubaine sera rapidement qualifiée par les organisations trotskistes « d'Etat ouvrier déformé », à la solde de l'URSS. Fidel Castro deviendra alors un nouveau « Bonaparte » stalinien, accusé parfois d'avoir « assassiné le Che » (oubliant d'ailleurs que le Che lui-même était anti-trotskyite !). Ces accusations, redondantes et courantes aujourd'hui dans les officines bourgeoises qui dirigent nos médias pour discréditer le camarade Fidel, ont été proférées à l'origine par des dirigeants trotskistes tels que Felipe Albaguante (Mexique), Adolfo Guilly (Italie), et d'autres.

Ainsi le trotskisme sud-américain évolua exactement de la même manière qu'en URSS après 1917 ; d'une simple opposition idéologique, il s'organisa ensuite en une véritable officine de sabotage contre-révolutionnaire, au cours du développement de la révolution. Fidel Castro déclarera en 1966 (discours de clôture de la première conférence de la Tricontinentale) : *« La Quatrième Internationale a commis un véritable crime contre le mouvement révolutionnaire en l'isolant du peuple, en l'isolant des masses, en le contaminant avec des sottises, en jetant sur lui le discrédit lié à la chose répugnante et nauséabonde que représente aujourd'hui le trotskisme dans le domaine politique. Parce que si, à une certaine époque, le trotskisme a représenté une position erronée certes, mais tout de même une position rentrant dans le domaine des idées politiques, le trotskisme est devenu plus tard un vulgaire instrument de l'impérialisme et de la réaction. »*

Les organisations trotskistes seront chassées de toutes les guérillas latino-américaines pour gauchisme et activisme contre-révolutionnaire jusqu'à la révolution nicaraguayenne en 1979, où les sandinistes durent exclure et lutter contre la « brigade Bolivar » du lambertiste Nahuel Moreno, un « POUM » local qui détournait de l'argent pour son propre compte...

C'est d'ailleurs d'Amérique Latine, et plus particulièrement du Mexique où vivait exilé le « dissident » Trotski, qu'a véritablement commencé l'histoire des collusions directes entre le mouvement trotskiste et l'impérialisme US en pleine chasse aux sorcières anti-communiste.

Dans la période 1939-1940, le peintre trotskiste mexicain Diego Rivera, et Léon Trotski lui même, cherchant à prouver sa loyauté envers l'administration US en attente d'un visa, (un certain Charles Curtiss, ami intime de Trotski, jouant l'intermédiaire entre les deux personnages) donnèrent au FBI des renseignements sur les militants mexicains soupçonnés d'être des agents de la GPU soviétique au sein du PC et des syndicats mexicains.

William Chase cite les archives du FBI sur cet épisode intéressant : « En juin [1940 -WC], Robert McGregor du Consulat général rencontra Trotski chez lui ... il le rencontra à nouveau le 13 juillet (...) Trotski détailla les accusations et les preuves qu'il avait réunies devant McGregor (...) il donna à Mc Gregor les noms de publications mexicaines, de dirigeants politiques et ouvriers, ainsi que les officiels gouvernementaux mexicains prétendument en contact avec le Parti Communiste Mexicain [Le Mexique et l'URSS étaient les seuls pays au monde à soutenir matériellement le combat antifasciste contre Franco pendant la guerre civile espagnole de 1936-39 -WC]. Il accusa Carlos Conteras, du Comité de direction du Parti Communiste mexicain, d'être un des principaux agents du Komin-tern. Il parla des (prétendus) efforts de l'ancien ambassadeur du Mexique en France, Narciso Bassols, également accusé par Trotski d'être un agent soviétique, pour se faire extradier. (...) Dès sa réception par le Département d'Etat, le mémo de McGregor fut transmis au FBI (...) L'information, bien que datée, a soulevé l'intérêt des deux institutions. » (William Chase, Archives fédérales US – RG84)

A l'époque les autorités américaines développeront par le biais de leurs services secrets un gigantesque travail de sape y compris en Europe, aux portes de l'ennemi socialiste, pour diviser les luttes de classe politiquement et syndicalement.

Le plus grand succès des impérialistes et de leur outil trotskiste à l'époque, fut certainement la scission de la puissante CGT française et la création du syndicat CGT-Force Ouvrière sous perfusion financière américaine (par l'intermédiaire de l'association *American Federation of Labor AFL*). Cette scission fut l'œuvre du célèbre trotskiste et agent de la CIA Irwing Brown, et des trotskistes, renégats et réformistes français La Bourre, Lafond et Jouhaut.

Le journaliste Christophe Nick, auteur de l'essai *Les trotskistes* expose clairement comment le trotskisme est devenu l'allié objectif, concret, direct, de l'impérialisme US pendant la guerre froide, et ce jusqu'à l'époque actuelle avec les « vétérans » trotskistes du lobby néoconservateur pro-Bush : « En 1940, les trotskistes américains se scindent à la suite de l'entrée en guerre de l'URSS contre la Finlande, l'annexion des pays Baltes et d'une partie de la Pologne. Pour une partie de ces trotskistes, l'URSS devient un état impérialiste comme les autres, qui doit être combattu. (...) Il faut défendre la démocratie "conquête de l'histoire" contre ces barbares. Ces trotskistes (...) vont alors aider le gouvernement américain à rejoindre l'OSS, l'ancêtre de la CIA et à y bâtir une "labour branch" pour sauver les syndicalistes européens du fascisme et de la tentation stalinienne. La figure majeure de ce mouvement s'appelle Irwing Brown. Il débarque en Normandie quelques jours après le 6 juin 1944 et tente d'empêcher les communistes français de contrôler

la CGT. En 1947, c'est le début de la Guerre Froide et la création de la CIA. Irwing Brown est toujours en Europe et reste actif en France et en Italie. En France, il vient de passer trois ans à unifier partout les antistaliniens de la CGT pour aboutir à la création de Force Ouvrière. Il recrute de tout côté. Voilà comment il rencontre des trotskistes, dont le jeune Lambert, mais aussi des fondateurs du PCF comme Boris Souvarine, des anarcho-syndicalistes comme Alexandre Hébert, des réformistes comme André Bergeron, mais aussi des types qui étaient à Vichy -qui ont fait la charte du travail- et des anciens communistes devenus collabos comme Barbet et Ceilor. Tous ces gens se retrouvent autour de Brown, et pactisent contre Staline. Jusqu'à la fin des années 80, ils sont vus par les autres trotskistes comme des monstres, des sous-marins de la CIA. Lambert ne s'en vante pas. Chaque homme de ces années 40 se retrouve à la tête de structures, parmi lesquelles "Est-Ouest", animée par Georges Albertini, un ancien collaborationniste, bras droit de Marcel Déat. S'y croisent des gauchistes, des universitaires, des fachos et des journalistes ! Avec pour racine commune la lutte contre le stalinisme. Charles Pasqua va essayer de récupérer cette structure à la mort d'Albertini en 83, qui est devenu l'Institut d'Histoire Sociale, hébergé au Conseil général des Hauts-de-Seine, et qui regroupe aujourd'hui des chercheurs comme Courtois à l'origine de la publication du "Livre noir du communisme".

C'est dans ce cénacle piloté par Brown que se crée FO. Lambert, après divers manœuvres, devient l'animateur de l'aile gauche du syndicat, avec l'anarcho-syndicaliste Hebert. Au sein de FO, ils combattent une droite ouvrière, corporatiste, un peu réactionnaire, qui sera très Algérie française avant de devenir gaulliste dans les années 60. On se combat en interne, mais on travaille ensemble, des habitudes de dialogue se créent. Il n'y a pas de relations particulières entre les lambertistes et ces syndicalistes de droite, en tout cas pas plus qu'entre des députés de gauche et de droite qui se croisent tous les jours à l'assemblée nationale. Néanmoins, ils ont des intérêts communs, face à la CGT et la CFDT et donc peuvent s'asseoir autour d'une table pour parler tactique et stratégie... » (C. Nick, *Les trotskistes*)

Une opération similaire fut également montée en Italie pour briser l'unité syndicale. L'opération devait aboutir à l'implosion de la Fédération Syndicale Mondiale qui réunissait l'ensemble des syndicats majoritaires et de tendance communiste.

Il s'agissait également de briser l'unité ouvrière au moment où les prolétaires européens voyaient en l'URSS de Staline la puissance prestigieuse qui les avait libérés de la bête nazie, et de réunir les forces syndicales de tendance réformiste-trotskiste autour de l'acceptation du plan Marshall (qui visait à soustraire préventivement les pays européens à l'influence soviétique et à les aliéner à la puissance impérialiste US).

Le travail de sape ne se limitait pas au seul cadre du syndicalisme, mais fut aussi politique et idéologique. C'est également sous l'impulsion du maffieux Irwing Brown que se créa en 1953 le *Mouvement pour un Parti des Travailleurs* (MPPT qui devient ensuite le PT puis l'actuel POI) autour de Lambert, qui se consacra à l'encadrement par entrisme du syndicat FO et de la Caisse d'Assurance Maladie. Brown se vantera même d'avoir participé directement à la formation politique des Jospin et Cambadélis, futurs fleurons trotskistes du PS...

Au moment du *Congrès Mondial pour la Paix* organisé par les communistes à Paris, les services secrets américains financent le RDR du trotskiste Rousset pour lui donner la réplique immédiate sous une version antisoviétique, avec des personnalités de l'ancien cercle de Trotski lui même (André Breton, John Dos Passos). « La CIA a bel et bien été le sponsor du RDR. Cinq millions de francs de l'époque, soit environ 16 000 dollars, ont été ponctionnés sur les fonds du plan Marshall, à la demande de Frank Wisner, l'ancien

chef de l'OPC, et transmis à Irwin Brown afin qu'il les remette à David Rousset. Il ne s'agit donc pas d'un subside de l'AFL-CIO. Quant à l'ex-trotskiste Sidney Hook, présenté comme un simple "intellectuel" américain, et qui a coorganisé avec David Rousset le meeting, il est en réalité un peu plus que cela, et collabore étroitement avec Wisner. » indique Frédéric Charpier dans son livre *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*.

« Dès 1941, Ruth Fischer [une trotskiste allemande] édite un petit bulletin anti-communiste, le Réseau (en anglais Network), avant d'être recrutée par un service secret américain. Après la guerre, elle effectue plusieurs voyages en Europe et séjourne longuement aux Indes, où elle se lie à un certain Kamalish Banerdji, qui - est-ce un hasard? - appartient au secrétariat de la IVe Internationale et sera, à partir de 1950, le collaborateur épisodique de L'Observateur de Gilles Martinet. En 1949, à Berlin-Ouest, Ruth Fischer participe à la création d'un groupe d'intellectuels antistaliniens. En réalité, il s'agit d'une opération supervisée et financée par Frank Wisner et appuyée par James Burnham, un des anciens dirigeants d'avant-guerre du Socialist Workers Party, la section américaine de la IVe Internationale. En tout cas, l'aide financière de Wisner sera en partie fatale au RDR, qui avait pourtant soulevé tant d'espoirs à ses débuts. Jean-Paul Sartre n'apprécie pas ces histoires d'argent : elles le compromettent. Elles ne sont pas la cause de la rupture, mais elles vont y contribuer. La troisième voie préconisée par le RDR se heurte aux réalités. L'époque ne se prête guère à l'alliance des classes moyennes et de la classe ouvrière, ses effectifs ne dépassent pas les deux mille adhérents. Son échec réside dans la sociologie de ses militants : 90% d'entre eux sont des intellectuels, des étudiants, des journalistes ou des professeurs. Enfin, Jean-Paul Sartre fait l'amère expérience de la tare congénitale du trotskisme : ses anciens militants, avec lesquels il a fondé le RDR, y ont en effet importé leurs intrigues tribales et leur fractionnisme impénitent. En 1949, Sartre démissionne du mouvement : le RDR n'est plus. » (Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*).

Le « project book » est sans doute l'opération la plus symptomatique des liaisons entre la CIA et les organisations trotskistes européennes et françaises en particulier. Il s'agissait de planifier des opérations de propagande antisoviétique en direction des pays de l'Est par l'intermédiaire d'une radio pro-capitaliste, « Radio Liberty », de canaux clandestins de distribution de livres et de brochures, et des missions d'infiltrations et d'exfiltrations à travers le « rideau de fer ».

Frédéric Charpier précise : « Il s'agit d'un programme de la CIA qui comprend également une opération de "dragage" dans les milieux d'extrême gauche européens. Radio Liberty sert de couverture. Au Project Book sont associés un mouvement en exil de nationalistes russes, le NTS, certains réseaux de la Fédération mondiale des syndicats libres et, en Allemagne, le groupe d'édition Possev. L'objectif est d'acheminer derrière le Mur non pas du matériel de propagande, comme le font les lambertistes, mais presque exclusivement de simples romans. Hormis la Bible, le livre qui a remporté le plus vif succès au-delà du Rideau de fer, selon Robert Ehlers, est *La Mort de Staline*, qui a pour sous-titre *L'homme et le socialisme* et porte la signature d'un certain Aftorkhanov (littéralement, en russe, "Auteuranov", soit "auteur anonyme"). Le Project Book a aussi des ramifications en France. Vladimir Gestkoff, le responsable du NTS à Paris, et son ami Poremski à Munich, en sont les principaux exécutants en Europe.

Durant la guerre froide, leur mouvement a multiplié les opérations clandestines en Union soviétique. Très secret, demeuré étanche malgré les tentatives d'infiltration du KGB, le NTS a un "comité" à Berlin qui s'occupe spécialement des passages de frontières. Il aide les fuyards à passer à l'Ouest et introduit à l'Est des milliers d'ou-

vrages interdits. Il emploie divers procédés, dont des lâchés de ballons atmosphériques. L'un d'eux explosera au-dessus de la Sibérie. Il utilise surtout un réseau de marins soviétiques que le NTS a recrutés et qui fonctionne également en France, au Havre et à Nantes.



Vaclav Havel, leader de la contre-révolution tchécoslovaque, en compagnie du trotskiste Petr Uhl. Tous deux ont contribué à faire de Prague la base principale de la CIA en Europe de l'Est

Avec leurs petits moyens, mais non à l'insu de la CIA, Pierre Lambert et ses militants défient les services soviétiques. Mais Michel se demande encore si son ami Elhers lui a vraiment tout dit avant de repartir enseigner dans une université américaine. (...) Alain Krivine, Henri Weber, Daniel Bensaïd, tous trois

de la JCR, Charles Berg du groupe Révoltes, les jeunes lambertistes, seront contactés. »

Ce qu'il faut retenir de l'implication massive des éléments trotskistes de première et de deuxième génération dans la guerre impérialiste US contre le camp socialiste, c'est la possibilité de recyclage infini de la théorie de la « révolution permanente » non seulement pour alimenter la social-démocratie et le réformisme syndical anticommunistes (relai de la bourgeoisie dans les masses via des groupes entristés à la base en collusion avec les directions réformistes, et qui ont laissé ces personnalités que nous connaissons encore aujourd'hui au PS ; Cambadélis, Filoche, Drey, Jospin, etc.), mais aussi pour appuyer le pouvoir bourgeois beaucoup plus directement contre l'ennemi commun.

Aux stades les plus exacerbés de la guerre impérialiste contre le socialisme réel, il n'est pas plus étonnant d'identifier des « hitléro-trotskistes » pendant la deuxième guerre mondiale, que ce qu'on pourrait appeler des « trumano-trotskistes » pendant la guerre froide, voire des « reagano-trotskistes » à la fin du vingtième siècle qui vit s'effondrer l'Union Soviétique... Le *Think Tank* néotrotskiste de l'époque, connu sous le nom de « néoconservateur » (De Kristoll à Cheney) s'illustrera dans la dernière période autour des présidents Bush avec la fameuse théorie de la guerre préventive permanente, sorte d'adaptation stratégique macabre de la théorie de la révolution permanente... Comme l'indique Denis Boneau (*Quand la CIA finançait les intellectuels européens – Réseau Voltaire*) : « Pour contrer l'influence soviétique en Europe, les États-Unis ont constitué, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, un réseau d'élites pro-américaines. La CIA a ainsi financé le Congrès pour la Liberté de la Culture, par lequel sont passés de nombreux intellectuels européens, au premier rang desquels Raymond Aron et Michel Crozier. Chargés, pendant la Guerre froide, d'élaborer une idéologie anti-communiste acceptable en Europe à la fois par la droite conservatrice et par la gauche socialiste et réformiste, ces réseaux ont été réactivés par l'administration Bush. Ils constituent aujourd'hui les relais européens des néoconservateurs états-uniens. »

Les manœuvres anticommunistes de la CIA dans la politique française, via les réseaux trotskistes se poursuivirent dans les années 80, au moment de l'accession au pouvoir de Mitterrand notamment, comme l'indique Serge Raffy : « Lionel Jospin, alors premier secrétaire du Parti socialiste, rencontre à Washington le 14 avril 1982 les responsables du syndicat américain AFL-CIO afin de les rassurer

sur la présence de ministres communistes dans le gouvernement Mauroy. Celui qui a organisé la réunion est un agent de la CIA, Irving Brown, celui qui a fait fonder et financer le syndicat français Force Ouvrière pour lutter contre la CGT communiste financée par la Russie soviétique. Le sieur Irving Brown serait également celui qui aurait constamment entretenu des liens entre les trotskistes, et notamment l'OCI, et FO. » (S. Raffy, *Secrets de famille*).

Qu'il s'agisse des années 20-30 en Russie, des années 30 en Espagne, des années 40 en France, des années 50 aux USA et en Europe de l'Ouest, les groupuscules et singletons trotskistes sont toujours passés de la simple dissidence idéologique petite bourgeoise à l'activisme contre-révolutionnaire intensif. Chaque fois, ces activités les démasquent aux yeux des masses, ce qui leur impose une régénération lors des nouvelles phases du mouvement social. En France notamment, c'est à l'occasion du mouvement de mai 1968 que les trotskistes cherchèrent une nouvelle jeunesse...

Les « soixante-huitards »

L'année 1968 fut marquée par un célèbre mouvement social, assez complexe, au sein duquel le gauchisme en général, et le trotskisme en particulier, presque inexistant dans l'immédiat après guerre, a pu commencer à renaître, auprès de la jeunesse d'abord.

C'est l'année du « Printemps de Prague », une des premières « révolutions colorées » antisoviétiques en Tchécoslovaquie, évidemment surmédiatisée à l'Ouest. C'est l'année de la révolution culturelle chinoise, source de tant de fantasmes romantiques dans une partie de la jeunesse étudiante en France et en Europe. C'est enfin l'année de l'éclatement d'une lutte étudiante dure et massive à Paris, qui servit de détonateur au plus large mouvement de grève générale de l'histoire de France. Les raisons d'un tel mouvement d'ampleur ne manquaient pas en ces temps de crise et la classe ouvrière a pu y accomplir de nombreuses avancées qui semblent inimaginables aujourd'hui. Plus de dix millions d'ouvriers et d'employés ont lutté de façon organisée, démocratique, à l'appel de la CGT, pour obtenir le relèvement des salaires, l'avancement de l'âge de la retraite, des garanties concernant l'emploi à l'heure où le chômage de masse commençait à s'installer...

La négociation de Grenelle sur ces revendications clairement énoncées par la classe ouvrière et refusées par la bourgeoisie depuis vingt ans, permis d'obtenir un relèvement du SMIG immédiat de 35% (dont 56% dans l'agriculture, 72% pour les vendeuses de magasin, etc.), la réduction de la durée du travail à 40 heures sans perte de salaire, refonte des conventions collectives et reconnaissance des droits et de l'action des sections syndicales au sein des entreprises, améliorations des congés annuels et des congés de maternité, paiement à 50% en moyenne des jours de grève. Au terme de cette lutte générale, la CGT fit 400 000 adhésions supplémentaires et créa plusieurs milliers de nouveaux syndicats et de nouvelles sections, ce qui est un marqueur objectif de son efficacité.

Du côté des étudiants fleurirent avec les barricades les rêves romantiques d'une certaine jeunesse petite bourgeoise : Anarchisme, maoïsme, trotskisme permirent à l'aventurisme gauchiste de s'exprimer, d'abord et avant tout contre « l'ennemi principal » : la CGT et le PCF...

Le gauchisme a permis durant cette période de tenter d'affaiblir et

de discréditer le mouvement ouvrier en lutte, avec des groupuscules gauchistes plus ou moins prémilitarisés, prenant leurs désirs pour des réalités sur des barricades étudiantes, des quasi-sectes messianiques prédisant la révolution d'Octobre pour 1970. L'ensemble du mouvement s'accordait sur une chose : Le PCF et la CGT, en négociant, « empêchait » objectivement la révolution d'éclater !

Sans revenir sur la nature du gauchisme, on pouvait distinguer dans le mouvement anarcho-trotsko-maoïste de Mai 1968 tous les traits décrits précédemment : Mépris du peuple et de ses revendications immédiates, théorie des minorités agissantes, antibolchevisme et lutte contre l'esprit de discipline, jeunisme, sectarisme, dogmatisme.

Les ennemis affichés des trotskistes et autres gauchistes de l'époque : 1) Un PCF qui se réclamait encore du marxisme-léninisme, défendait les acquis du camp socialiste et dirigeait les luttes de classe avec une expérience ouvrière de plusieurs décennies, un parti qui devançait à l'époque les socialistes et les radicaux aux élections et incarnait indiscutablement la classe ouvrière consciente et politisée de ce pays. 2) Une CGT dominante et dirigeant l'unité syndicale de façon ferme et responsable, organisant la grève générale reconductible en tenant compte de la diversité des revendications ouvrières et du rapport de force global, d'une façon diamétralement opposée à la « stratégie » réformiste de l'actuelle direction Thibault par exemple, qui appelle à une grève d'un jour sans revendications claires tous les six mois pour jouer la montre...

Il est clair que, même si ces forces n'étaient certainement pas infaillibles ni exemptes de critiques, elles représentaient objectivement les deux ingrédients que tout militant d'aujourd'hui souhaiterait réunir pour gagner sur le terrain des luttes contre l'arrogance patronale et gouvernementale...



Au stade Charlety le PSU organise un grand meeting réunissant réformistes et gauchistes, unis contre le gaullisme mais aussi sans contre... le principal parti de gauche et le principal syndicat ouvrier, le PCF et la CGT (27 mai 1968)

L'étude des résultats électoraux qui ont directement suivi la grève générale de mai 1968, diabolisée à la fois par les médias bourgeois et par l'extrême gauche (euphorisés par un mouvement qu'ils n'ont pourtant pas impulsé et rêvant de décréter l'insurrection armée) est très instructive pour préciser le rapport de force lors de cette période : Un raz de marée gaulliste qui regroupe l'ensemble des couches bourgeoises et petite bourgeoises rurales et urbaines apeurées par la surmédiatisation instrumentalisée de la supposée insurrection étudiante à Paris, soit 58% des voix (toutes tendances de droite confondues), une gauche divisée, où le PCF progresse (20%) face aux partis socialistes et socialo-trotskistes (avec le fiasco du PSU à 3%) rassemblant 16,5%.

Les retrouvailles entre les donneurs de leçons révolutionnaires trotskistes et les sociaux-démocrates anticommunistes permirent au PSU d'espérer un nouveau souffle. On trouvait dans ce parti aux airs faussement radicaux rivalisant avec le PCF, des éminences socialistes comme Pierre Mendès France, Daniel Mayer, Michel Rocard, Jean Poperen, Pierre Bérégovoy, Charles Hernu, des éminences trotskistes comme Pierre Naville, Yvan Craipeau, Jean Rous, des anticommunistes virulents tels que François Furet (qui écrira plus tard le brûlot anticommuniste *Le livre noir du Communisme*). Face à l'incapacité du socialisme officiel de gestion du capitalisme à rivaliser avec le PCF, le PSU incarnait une nouvelle tentative de la bourgeoisie pour créer l'illusion d'une « troisième voie ni gaullisme, ni stalinisme » contre le parti de la classe ouvrière (mais qui n'aura finalement jamais le succès escompté).

Le célèbre meeting du stade Charlety fut l'occasion pour tous les ennemis du PCF et de la CGT (CFDT, PSU, UNEF, trois organisations co-dirigées par les socialistes et les trotskistes pour faire barrage à l'hégémonie communiste) de proposer à la bourgeoisie un « gouvernement provisoire », seule alternative à la crise du gaullisme immunisée contre le PCF hégémonique à gauche...

Ces forces, isolées ou rassemblées pour l'occasion, ont lourdement contribué à « ringardiser » aux yeux de la jeunesse notamment le PCF et la CGT, qui auraient trahi la cause révolutionnaire en s'alignant avec le pouvoir contre les « vrais révolutionnaires » de Nanterre... Cette ringardisation est encore l'arme favorite de l'idéologie anticommuniste actuelle... même si les soixante-huitards gauchistes de l'époque se retrouvent bien souvent aujourd'hui aux commandes de l'appareil de domination bourgeoise : Citons simplement des cadres du PS comme l'amateur de Rolex place Vendôme Julien Drey, ex-dirigeant lambertiste de l'UNEF trotsko-socialiste, Gérard Filoche ou Jean Christophe Cambadélis, le patron de presse licencié Serge July, ex-maoïste, les essayistes néoconservateurs pro-américains André Glucksmann (maoïste) et Romain Goupil (trotskiste), l'ex-dirigeant du journal bourgeois *Le Monde* Edwy Plenel, inventeur du « trotskisme culturel », l'impérialiste sarko-socialiste Bernard Kouchner, et surtout l'artisan de l'actuelle alliance centriste-écologiste ultralibéral Daniel Cohn-Bendit, figure de proue médiatique du Mai 68 étudiantin...

Mai 1968 n'ayant pas été comme l'avaient « scientifiquement » prédit les trotskistes la « répétition générale » de la révolution socialiste en France, comme 1905 l'avait été pour 1917 en Russie, le mouvement se prolongea non sur une faillite généralisée mais sur un éclatement en chapelles polarisées sur leurs rivalités et sur la mise en œuvre de « jeux de rôle » militaristes de préparation à l'imminente révolution socialiste.

L'échiquier politique à « la gauche de la gauche » s'est finalement construit par sélection naturelle darwinienne entre les courants les plus typés pour se partager le travail de la division politique autour du PCF en déclin :

1) Les *lambertistes* de l'OCI devenue MPPT devenu PT devenu POI, très ouvriéristes et impliqués depuis le début dans la cogestion de l'UNEF et le patient travail d'éradication de l'opposition au sein du PS au profit de François Mitterand (pratique souvent appelée « entrisme de courtoisie » et caractérisée par l'espoir d'opération gagnant-gagnant, sur le modèle de ce qui se pratique aujourd'hui avec la tendance interne au PCF nommée *La Riposte*, travaillant au profit de la direction à discréditer l'aile gauche non trotskiste du Parti). Les lambertistes incarnent la branche la plus chauvine du trotskisme, islamophobe, laïcarde, souverainiste, quelquefois nommée « national-trotskiste ». Cette branche est sans doute la plus susceptible actuellement de basculer dans le fascisme.

Les lambertistes, s'ils sont présents dans tous les syndicats, occupent des places déterminantes depuis longtemps dans l'appareil du syndicat FO.

2) Les *pablistes* de la LCR devenue NPA, issue des militants qui avaient infiltré directement le PCF avant d'en être purgés. Ils représentent l'aile « jeuniste » attractive et « branchée », très peu ouvriériste et surtout présente dans les luttes anti-impérialistes où ils veulent recruter, avec une propagande restée romantique et radicale. Ils sont également spécialisés dans la division de tendances « minoritaire – majoritaire » permettant de participer à un front et de le dénoncer en même temps avant chaque élection par exemple (cf. activités des militants LCR dans les collectifs antilibéraux nés de la campagne pour le NON au TCE de 2005).

L'expérience du NPA est inédite dans le mouvement trotskiste, puisqu'il cherche à rassembler sur le mensonge d'une organisation qui

ne serait plus trotskiste, ce qui leur vaut de nouvelles scissions de déçus à chaque campagne électorale en « cavaliers seuls ».

Après avoir co-dirigé avec les socialistes le syndicat anticommuniste CFDT, les pablistes ont « quitté le navire » pour tenter l'aventure sur un modèle plus radical de concurrence de la CGT avec la création du syndicat SUD après 1995, syndicat initialement du secteur public et qui cherche aujourd'hui à s'installer dans le secteur privé en masquant le discours gauchiste habituel.

3) Les trotskistes de *Lutte Ouvrière*, gardiens du dogme pur au sein d'une secte très fermée, très ouvriériste et « économiste », se chargent actuellement de reprendre le « flambeau » du communisme, que les rivaux POI et NPA voudraient au contraire « dépasser » au profit d'un « anticapitalisme » aussi rassembleur que flou. En se distançant des questions plus politiques et internationales, ils se focalisent sur la CGT et recrutent principalement parmi les couches de l'aristocratie ouvrière déçues de l'évolution funeste du PCF. LO est la caricature du parfait centrisme trotskiste.

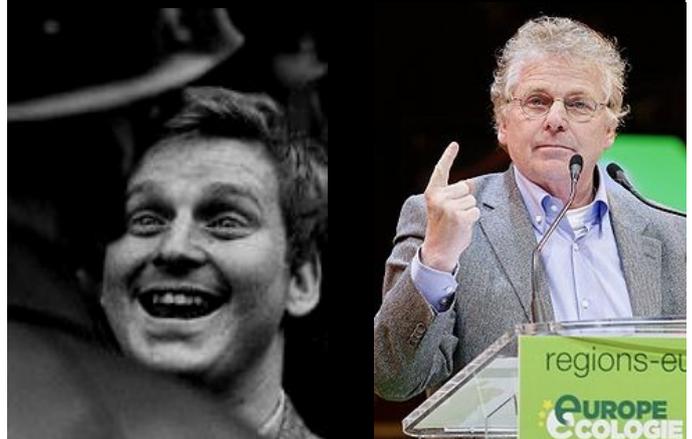
L'attitude synergique de ces organisations, qui proposent une sorte d'offre promotionnelle où chacun, selon ses aspirations particulières, pourrait y trouver son compte, permet aujourd'hui un partage objectif du travail dans le travail de division du mouvement syndical et ouvrier, tâche qui porte objectivement ses fruits depuis la lente période de déclin du PCF.

Si l'activité des communistes a toujours consisté à développer et à consolider les fronts de lutte pour construire le processus révolutionnaire avec les masses, en fonction de leurs revendications immédiates et des rapports de force objectifs de classe, celle des trotskistes a toujours été au contraire de diviser ou de tenter de diviser ces fronts. Les fronts anti-impérialistes de la période d'après guerre en sont un exemple typique...

Le comportement des trotskistes contre les fronts anti-impérialistes n'a pas perdu sa raison d'être avec l'effondrement du camp socialiste ; tant qu'existeront l'exploitation, l'oppression et la guerre, tant que des militants sincères se lèveront et s'organiseront pour combattre collectivement, des gauchistes entreront dans les fronts de lutte pour les diviser et les affaiblir.

Comme d'autres gauchistes - trotskistes (Kouchner, Goupil, Glucksmann, ...), Daniel Cohn-Bendit le « symbole » de la révolution étudiante est devenu l'un des idéologues du social-libéralisme et de l'ingérence impérialiste « humanitaire » actuels.

Daniel Cohn-Bendit avait écrit en 1968 un essai intitulé: *Le gauchisme, un remède contre la maladie sénile du communisme...* en réponse au célèbre essai de Lénine *Le gauchisme, maladie infantile du communisme*



Un cheval de Troie contre l'anti-impérialisme (1990 - ...)

Qu'il soit syndical, anti-guerre, antilibéral, de libération nationale, etc., un front est souvent composé de forces sociales diverses, y compris non prolétariennes (paysannes, petite-bourgeoises, jusqu'à certaines sections de la bourgeoisie), motivées par un même programme minimum.

D'un point de vue idéologique cette hétérogénéité se traduit par l'existence au sein du front d'une aile droite réformatrice, d'une aile gauche révolutionnaire, et d'un centre politiquement instable.

Pour les communistes, le travail politique au sein du front doit articuler la lutte résolue pour le programme minimum (indépendance nationale, revendications syndicales, antilibérales, démocratiques, antiracistes, antifascistes, etc.) et la neutralisation ou le ralliement du centre sur des positions révolutionnaires permettant au front d'aller plus loin dans la lutte, quand ce programme minimum est acquis et que les forces en présence, le soutien populaire, le permettent (l'exigent !). Ce travail de ralliement doit se baser sur une juste évaluation du rapport de force et les positions réelles des masses, et non sur des « principes » dogmatiques et inaudibles pour les masses au moment où ils sont avancés.

Pour les trotskistes au contraire, le travail politique vise à dénoncer systématiquement au sein du front les forces réformatrices *avant* que le programme minimum ne soit atteint, voire en opposant ce programme minimum au programme maximum, la révolution (au lieu de considérer ce dernier comme un prolongement naturel d'une lutte par étapes). Il faut entrer dans le front pour y dénoncer le programme minimum lui-même comme illusoire, voire contre-révolutionnaire, et en sortir avec une image de révolutionnaires purs et trahis. Une lutte ponctuelle ne serait pas le début possible d'une lutte plus générale mais une tentative contre-révolutionnaire d'éviter cette lutte générale qui doit magiquement éclater sans étapes.

Cette pratique vise trois objectifs : 1) apparaître comme les plus révolutionnaires (ceux qui « démasquent » avant les autres les réformatrices) ; 2) compromettre toute tactique permettant au front de rester uni jusqu'à ce que le programme minimum soit acquis, autrement dit lutter contre ce programme minimum, considéré, au mépris de ce que revendique le peuple, comme une « réforme » se substituant au vrai programme révolutionnaire ; 3) faire passer les communistes pour des traîtres chaque fois que ceux-ci travaillent à l'unité du front pour le programme minimum. Pour réaliser ces trois objectifs, le travail de sape se résume à avancer des mots d'ordre sortis de leurs bibliothèques et sans lien avec les revendications légitimes et immédiates des masses.

Une lutte de front peut déboucher sur une victoire du programme minimum. Cette victoire, qu'il s'agisse de l'indépendance nationale, d'une libération antifasciste, de luttes ouvrières pour la hausse des salaires, etc., ne peut être durable que si le capitalisme est renversé dans un futur relativement proche. Sinon le programme minimum finira par être remis en cause lorsque le rapport de force sera de nouveau du côté de l'ennemi de classe. C'est la raison pour laquelle la fragilité même du succès d'un front entraîne et forme en son sein des nouveaux militants rendus conscients de la nécessité d'une révolution. Ces prises de consciences ne viennent pas d'appels abstraits comme les affectionnent les trotskistes, mais des résultats concrets, matériels, des luttes réalisées par le front. Sans ce front, il est donc impossible d'améliorer la conscientisation des masses pour les étapes supérieures de la lutte. C'est dans ces luttes de fronts que les masses avancent, se forment, s'organisent solidement. En ce sens, la lutte pour le programme minimum, fut-il « réformatrice », est révolutionnaire et communiste, tandis que le

travail diviseur des trotskistes est objectivement contre-révolutionnaire.

Les trotskistes et les luttes de libération nationale

Depuis les attaques de Trotski contre le soutien de l'Internationale Communiste au *Kuomintang* lors de la première phase de la révolution chinoise, le dogme trotskiste s'oppose à tout front de libération contenant une bourgeoisie nationale opposée à la bourgeoisie « compradore » (fraction de la bourgeoisie vendue à l'impérialisme). Ces positions dérivent, rappelons-le, de sa théorie de la révolution permanente (négation des étapes dans une révolution).

Dans la conception communiste du front, la victoire du programme minimum amène naturellement, comme dans toute lutte, la volonté d'aller plus loin, dans le camp révolutionnaire, et la volonté d'en rester là, voire de revenir en arrière, dans le camp réformatrice. C'est donc l'évolution victorieuse du front qui conduit les réformatrices à se démasquer dans les faits, aux yeux du peuple. Une fois démasqués, le front ou la forme politique qui doit le dépasser repart encore plus résolument dans la lutte. Les communistes ne voient donc aucune objection à ce que certaines forces non prolétariennes s'adjoignent au front ; la victoire du programme fera concrètement le tri entre leur composante révolutionnaire et leur composante réformatrice plus efficacement que mille « dénonciations » incantatoires. Lénine indiquait : « *Seuls peuvent redouter les alliances temporaires, même avec les éléments incertains, ceux qui n'ont pas confiance en eux mêmes* » (*Que faire ?* Ic. *Dogmatisme et liberté de critique*, 1902).

Pour les trotskistes au contraire, quelque soit l'objectif premier du front (puisque'il ne peut être que la révolution socialiste directement), la présence de forces bourgeoises voire simplement de forces non prolétariennes est en soi la preuve d'une trahison, et il faudra tout faire pour détruire le front, qui serait en fait le premier obstacle à une vraie explosion révolutionnaire spontanée (de façon tout à fait antidialectique, la constitution d'un front avec programme minimum est alors uniquement conçue comme la réponse tactique de la bourgeoisie face à l'imminence d'une révolution socialiste).

Le désintérêt de la plupart des trotskistes pour la question nationale (cause jugée dépassée depuis le début du vingtième siècle) explique leur très faible implantation dans les fronts révolutionnaires des pays colonisés et dépendants dans les années 50, 60, 70. Toutefois, il est intéressant de remarquer comment, en France par exemple, les trotskistes se sont montrés particulièrement incohérents au sujet des révolutions vietnamienne et algérienne.

1) Au Vietnam, le Viet-Minh a dû vaincre les trotskistes liquidateurs, nous l'avons évoqué précédemment, avant de pouvoir mener la révolution d'indépendance nationale et la transition au socialisme. Les trotskistes français n'ont donc pas manqué de diaboliser Ho Chi Minh comme le pire des bureaucrates, des staliniens, des « bonapartistes » à la solde de la bourgeoisie... jusqu'à ce que ce révolutionnaire devienne un symbole dans la jeunesse estudiantine soixante-huitarde. A partir de cette période, et même si la dénonciation d'Ho Chi Minh reste virulente chez les « puristes » de Lutte Ouvrière et chez les lambertistes, les pablistes de la *Ligue Communiste* (ancêtre de la LCR-NPA) n'eurent aucun mal à chercher dans l'exemple vietnamien un contre modèle du « stalinisme » soviétique à valoriser... jusqu'à ce que cet exemple ne devienne lui-même

pour eux fatalement un nouveau « contre modèle » d'État ouvrier « dégénéré » ou « déformé »...

2) Même scénario pendant la révolution algérienne : Plus intéressés par la *nature* de classe des fronts indépendantistes que par la *position* des masses et des classes vis-à-vis de l'indépendance, les lambertistes soutiennent le MNA réformiste de Messali Hadj, « seul parti prolétarien révolutionnaire », fût-il seulement « autonomiste », contre le front le plus déterminé et le plus offensif pour l'indépendance, le FLN. Le MNA est à la fois financé, via Irving Brown en France, par la CIA (qui espérait voir le mouvement nationaliste algérien pousser l'ex-colonie dans l'escarcelle US) et appuyé politiquement par l'orthodoxie trotskiste. Les pablistes en revanche, optent pour le soutien au FLN, non pour sa composition de classe mais pour l'éventualité d'une voie alternative révolutionnaire antisoviétique après l'indépendance. C'est d'ailleurs un trait caractéristique des pablistes que de prendre leurs désirs antisoviétiques pour des réalités à chaque déclenchement d'une nouvelle révolution dans le monde (Chine, Algérie, Cuba, etc.).

Aujourd'hui, on retrouve les mêmes divergences de façade au sujet de luttes nationales aussi diverses que celle des peuples palestinien et vénézuélien, pour prendre deux exemples actuels centraux sur le plan international.

3) Dans le cas de la révolution bolivarienne au Venezuela, il est par exemple intéressant de comparer les positions du Parti Communiste Vénézuélien et celles de la branche locale du parti trotskiste d'Allan Woods vis-à-vis du jeune PSUV d'Hugo Chavez. Le processus révolutionnaire dans ce pays revêt un caractère très clairement antilibéral et anti-impérialiste d'indépendance nationale depuis une dizaine d'années. Il est mené par un front prolétarien, paysan et de bourgeoisie nationale, et s'est traduit par la formation d'un parti présidentiel, le PSUV. Le PCV considère que ce parti témoigne d'une consolidation salutaire du processus révolutionnaire d'indépendance nationale. Pour autant il ne saurait être question de s'y

fondre : les communistes refusent de confondre *front* et *parti*. Le PSUV porte un programme minimum défini par le front de classe, l'indépendance nationale et la lutte contre le néolibéralisme, tandis que le PCV, parti de la classe ouvrière, porte en plus le projet de révolution socialiste qui ne saurait s'y limiter. Les avancées sociales immenses qui sont actuellement réalisées dans ce pays sont liées à ce programme minimum soutenu par un peuple qui chemine politiquement, et non à une révolution socialiste qui ne dirait pas son nom. Dans ce contexte, le PCV appuie le front bolivarien auquel il appartient en tant que parti, y compris électoralement, tout en gardant son autonomie politique et ses activités militantes sur le terrain et dans les urnes. Il soutient le PSUV pour ce qu'il est, pour le programme révolutionnaire qu'il veut incarner, et non parce qu'il serait lui-même devenu miraculeusement communiste.

Allan Woods et ses semblables ont une toute autre tactique. Dès la formation du PSUV, leur « tendance » groupusculaire d'origine anglo-saxonne et sans aucun lien avec le peuple décide d'adhérer au parti et d'y pratiquer l'entrisme. Toute l'activité politique de ce groupe vise aujourd'hui, de « l'intérieur », à accuser le PCV de son soutien jugé trop « timide », tout en affichant lui-même un « soutien total » très singulier pour Hugo Chavez et pour le « socialisme du 21^{ème} siècle » (appellation trotskiste d'une version fantasmée du socialisme totalement indépendante de l'histoire et de l'expérience du camp socialiste au 20^{ème} siècle). Pour Woods, la révolution bolivarienne est déjà une révolution socialiste, ni plus ni moins. A ce titre, il se permettra de louer le président pour son programme social offensif et de le critiquer avec condescendance lorsqu'il se

montre trop tactique, trop peu « socialiste » ou trop prudent politiquement. Il a été par exemple l'animateur des critiques « internes » contre le référendum constitutionnel en 2008 (jugé trop peu révolutionnaire !) et condamne maintenant sévèrement, toujours de « l'intérieur », les rapprochements politiques pourtant indispensables d'un point de vue anti-impérialiste avec la Russie, la Chine et l'Iran.

Le PCV garde son indépendance vis-à-vis du PSUV mais le soutient fermement et loyalement pour ce qu'il est. Le groupe d'Allan Woods quant à lui se fonde dans le PSUV, y créant une tendance trotskiste, et le soutient pour ce qu'il n'est pas.

Mais il existe évidemment au Venezuela des groupuscules trotskistes très différents de celui d'Allan Woods et qui s'opposent violemment au PSUV et à Hugo Chavez, le qualifiant de nouveau « Peron », de « populiste », de « bonapartiste », de « castriste » voire de « stalinien » ou de « fasciste »... tout comme le font les médias bourgeois depuis des années !

En France, la filiale locale du parti de Woods, « La Riposte » qui fait de l'entrisme au sein du PCF, relaie ce soutien typiquement trotskiste, tandis que les anticléricaux lambertistes du POI et les ouvriéristes de LO considèrent carrément le « populiste »

catholique Chavez comme un contre-révolutionnaire et un traître.

4) Le cas de la lutte du peuple palestinien contre la colonisation et l'oppression sioniste est également intéressant. Pour la plupart des formations trotskistes en France, notamment LO et POI, chaque intifada suscite des appels de « soutien au peuple palestinien » sans jamais préciser quelles sont les organisations de résistance de ce peuple. Et pour cause ; ces organisations sont toutes pour eux illégitimes et usurpatrices, bourgeoises et réactionnaires. Il convient donc d'utiliser de vagues slogans de soutien anonymes leur permettant de s'impliquer en apparence pour une juste cause et éventuellement de porter le keffieh lors des manifestations tout en évitant de se « mouiller » avec des organisations vilipendées par notre presse bourgeoise. Entre le FPLP « stalinien », le Fatah « bureaucratique » et bourgeois et le Hamas « fasciste » et petit bourgeois, aucune



« De Gaulle et le PCF ensemble pour défendre l'ordre bourgeois » pendant « l'insurrection » de mai 68 en France. Titre du journal trotskiste La Verdad, organe du PRT de Nahuel Moreno. Sa « Brigade S. Bolivar » fut l'équivalent du POUM contre la guérilla révolutionnaire sandiniste en 1969. Moreno fut un proche du SWP de Burnham, leader de l'anti-guevarisme en Amérique latine.

solidarisation concrète n'est concevable pour les trotskistes « purs et durs ». C'est donc la LCR qui se chargera de prendre des positions plus précises au sein des collectifs de défense du peuple palestinien en France.

Les positions de la LCR se montrent elles mêmes souvent contradictoires lors des différents flux et reflux de la lutte palestinienne. Pour n'en citer que deux épisodes récents, les militants de la LCR soutiennent le Hamas contre l'OLP lors de la guerre civile qui a éclaté à Gaza après les élections palestiniennes de 2007, mais deviennent beaucoup plus critiques vis-à-vis du même Hamas lors du massacre d'Israël à Gaza en janvier 2009... Chaque fois la position est réactionnaire.

En 2007 en effet, la guerre civile est considérée à juste titre par les militants antisionistes comme une guerre fratricide. Le FPLP, qui appartient à l'OLP, front historique de libération nationale, appelle depuis longtemps le Hamas à rejoindre ce front. Le Hamas fut initialement créé par Israël avec le parrainage des Frères Musulmans égyptiens pour contrer l'influence écrasante de l'OLP auprès du peuple palestinien, mais devient peu à peu très populaire en se retournant contre son créateur au moment où le prestige du Fatah commence à décliner suite aux accords d'Oslo et à différentes affaires de corruption et de collusion avec l'ennemi. Pour les militants de la LCR, le Fatah représente une sorte de parti « soviétique » c'est-à-dire « bureaucratique et bourgeois ». S'il est vrai que le Fatah est dominé par la bourgeoisie palestinienne et que le Hamas bénéficie d'un soutien grandissant au sein du prolétariat en particulier, les trotskistes s'intéressent uniquement à la nature de classe des organisations à l'instant *t* (intérêt qui s'explique par leur recherche de la « meilleure » organisation à infiltrer !) et soutiennent le Hamas au moment du conflit. « *C'est l'arrière-fond des confrontations sanglantes à Gaza de ces dernières semaines entre des militants du Fatah et des militants du Hamas, et dont le Fatah porte l'entière responsabilité* » indique clairement un communiqué de la LCR en 2007. Quand il faut appeler à l'unité des organisations de lutte, comme le fait le FPLP très conséquent, les trotskistes délaissent temporairement leur centrisme « ni-ni » pour appuyer la propagande anti-Fatah du Hamas, attendant sans doute de l'issue du conflit une explosion révolutionnaire miraculeuse.

Quelque soit la justesse des reproches adressés au Fatah, l'essentiel pour un communiste est l'unité face à l'ennemi avant de passer aux phases suivantes une fois la victoire obtenue ou suffisamment approchée. Pour un trotskiste, toute occasion est bonne, et en particulier les plus périlleuses et les plus inappropriées, pour diviser ou renforcer la division dans le camp de la résistance.

En 2009, l'armée israélienne pilonne les civils gazaouis et massacre des milliers de palestiniens, hommes, femmes, enfants. L'organisation principale de la résistance à l'agression est le Hamas, très fortement implantée à Gaza. Le FPLP, et dans une certaine mesure le Fatah s'y adjoignent. Dans ces conditions, la propagande israélienne, relayée par tous nos médias, diabolisent à l'extrême les « islamistes radicaux fanatiques »... Les pablistes infiltrés dans les associations pro-palestiniennes redeviennent soudainement timides voire critiques vis-à-vis du Hamas. Plus aucun communiqué de la LCR ne mentionne explicitement le Hamas, qu'il faudrait pourtant plus que jamais soutenir, mais une anonyme « résistance palestinienne ». Dans l'un d'eux, la LCR va jusqu'à justifier sa condamnation d'Israël, non pas pour la cause juste défendue par les palestiniens, mais parce que suite à un tel déploiement de forces militaires de la part de Tsahal, « *rien n'a changé sur le fond* » (l'agression israélienne ne serait pas illégitime et génocidaire, mais simplement « disproportionnée », sous-entendu : une attaque « proportionnée » contre « l'agression palestinienne » aurait donc été légitime !). Lorsque, par la force des choses, les différentes organisations de résistance, et notamment le Hamas, le FPLP et dans une certaine me-

sure le Fatah, luttent de nouveau ensemble, les pablistes reviennent à la position classique « ni Hamas – ni Tsahal », s'alignant sur la posture anticléricale islamophobe immuable des lambertistes et de LO...

Une force de division au sein des mouvements pour la paix

Cette volte face vis à vis du Hamas rappelle d'ailleurs la position des trotskistes au sujet de l'Afghanistan, de la guerre des années 80 qui a impliqué l'URSS à la guerre de recolonisation US dans les années 2000. A l'époque du conflit opposant le gouvernement afghan pro-soviétique et l'URSS aux « rebelles » talibans, les trotskistes lançaient de vibrants appels à la liberté du peuple afghan et se solidarisaient avec les forces islamistes jetées dans la bataille (par les USA qui les formaient et les armaient). Il est clair qu'à l'époque l'antisoviétisme trotskiste primait sur toute autre considération. Vingt ans plus tard, au moment où certains islamistes se retournent contre leurs créateurs occidentaux, au moment où les USA envahissent cette partie très stratégique du globe, les « talibans » redeviennent aux yeux des trotskistes une ligue fasciste menaçant la laïcité et la démocratie du « monde libre »...

Au cours des années 2000, des groupuscules apparentés à Al Qaïda composés d'illuminés non afghans (tchéchènes, bosniaques, etc.) ont été décimés par les talibans (2005) ; ces derniers ne se battaient pas contre les forces d'occupation mais... contre les « mauvais musulmans » parmi les afghans qui, selon eux, empêchaient la victoire du djihad ! Dans la résistance afghane forcée d'agir pragmatiquement contre l'occupant, la question nationale primait sur la question religieuse. De même en Irak, la résistance nationale à l'occupant, composée d'islamistes et de baasistes, s'est attaquée à de tels moudjahidines infiltrés sur le territoire grâce à l'ouverture volontaire des frontières par l'OTAN pendant plusieurs mois, et consacrant leurs forces à créer une guerre civile légitimant l'occupation.

Dans ces deux exemples, on voit bien à quel point la question des luttes nationales contre l'impérialisme guerrier prime toujours sur les autres questions, notamment religieuse.

C'est à ce titre que les communistes soutiennent les organisations de résistance, en Palestine, en Afghanistan, en Irak et partout ailleurs, non pas en fonction de ce que les résistants « pensent » mais en fonction de ce qu'ils font concrètement. De nombreuses organisations islamistes ont été (Frères Musulmans contre Nasser, talibans contre l'URSS, Hamas contre l'OLP, etc.) ou sont encore (rebelles tchéchènes, kosovars, ouïgours, etc.) objectivement réactionnaires parce qu'elles sont créées ou instrumentalisées par les grandes puissances impérialistes dans l'objectif de morceler les adversaires non impérialistes gênants (Russie, Yougoslavie, Chine). Mais d'autres peuvent également incarner la résistance du peuple au Liban, en Palestine, etc. contre la machine de guerre impérialiste. Tout dépend du contexte, des forces en présence et des buts de chacune, et cette analyse explique pourquoi en 40-45, la résistance communiste française n'a pas hésité à s'associer aux organisations gaullistes, catholiques, etc.

Les trotskistes quant à eux oscillent toujours entre un racisme islamophobe pseudo-laïc (typique du POI et de LO, mais touchant aussi la LCR, qui n'a pas condamné la loi raciste sur le voile à l'école et qui ne soutient jamais nommément les organisations qui résistent à Israël ou à l'OTAN quand elles sont « islamistes ») et un islamo-gauchisme susceptible de s'opposer aux forces progressistes trop « staliniennes ». Or l'islamophobie laïcarde ne peut être une position communiste, pas plus que l'islamo-gauchisme à

l'extrême inverse. Ce sont deux postures idéologiques alternatives facilitant la confusion dans tous les contextes où il faut identifier qui est agresseur, qui est agressé et où il faut chercher l'unité autour de ce dernier.

Le principe d'action des trotskistes au sujet des guerres impérialistes est simple : Il s'agit de mettre sur un pied d'égalité l'agresseur impérialiste qui déclare la guerre et l'agressé, au sein du mouvement pour la Paix, le tout recouvert d'un vernis facile de « soutien au peuple agressé qui en subit les conséquences »...

1) En Afghanistan, la LCR condamne les forces de l'OTAN au prétexte que leur objectif « n'est ni la paix, ni la démocratie, ni la liberté,

encore moins la fin du terrorisme [nom donné par la propagande bourgeoise pour désigner la résistance anti-impérialiste] qu'elle alimente tous les jours » (communiqué du 24 mars 2009). Chez LO, cette guerre d'occupation doit être condamnée... parce qu'elle n'atteint pas efficacement ses objectifs! « Incapables de les éradiquer, les dirigeants occidentaux envisagent de plus en plus ouvertement de s'entendre avec les talibans. La boucle sera alors bouclée : après avoir consacré des sommes faramineuses à une guerre qui s'enlise, les puissances occidentales finiront par s'entendre avec ceux qui leur ont servi de prétexte pour intervenir. » (éditorial du 3 août 2009) Voilà comment LO salue la défaite militaires des forces d'occupation face à la résistance afghane, forcées de négocier avec cette dernière !



Journal trotskiste britannique (2009). De façon générale, les trotskistes appuient les « révolutions colorées » impulsées par les puissances impérialistes occidentale contre certains états gênants...

2) En Irak lors de la guerre du Golfe, les tracts de la LCR condamnaient l'offensive militaire impérialiste au prétexte que « les armes de destruction massive n'existent pas en Irak » (ce qui était vrai du reste). Autrement dit, si ces armes avaient existé, l'agression était justifiée ! On imagine déjà les applaudissements du NPA lorsque les USA envahirent la RDP de Corée, l'Irak, la Russie ou la Chine ! En 2004, l'un des principaux idéologues de la LCR déclarera « Il n'existe pas une force hégémonique, susceptible de gouverner le pays. Pour cette raison, les perspectives pour une certaine forme de démocratie en Irak sont réelles, à mon avis, à condition, bien sûr, qu'il soit mis un terme à l'occupation. [...] Tout cela contribue à l'existence de conditions objectives pour un fonctionnement pluraliste, même si c'est dans certaines limites. Les Etats-Unis ont, involontairement, créé les conditions de cette possible démocratisation » (Inprecor n° 495/496, juillet-août). Le « dictateur » Saddam Hussein, transformé en Hitler des temps modernes du jour au lendemain par la presse impérialiste au moment où il cessa d'être leur laquais contre l'Irak, largement soutenu pourtant par son peuple lors de l'embargo inhumain imposé par les occidentaux, ne pouvait être que condamnable pour les trotskistes : « ni Saddam ni Bush ! » pouvait-on entendre dans les manifestations anti-guerre... avant de comprendre que pour les cadres trotskistes, la colonisation US avait finalement un « rôle positif » !

Concernant Lutte Ouvrière, on se demande même pourquoi ils condamnent la guerre, tant ils relaient presque mot pour mot la propagande impérialiste : « Lors de la guerre du Golfe de 1991, les Etats-

Unis non seulement n'ont rien fait pour chasser Saddam Hussein du pouvoir mais lui ont laissé les mains libres pour briser les insurrections populaires consécutives à l'ébranlement de la dictature. Les armées américaines qui occupaient une partie du pays avaient laissé l'aviation de Saddam Hussein violer l'accord de cessez-le-feu pour bombarder les régions chiites insurgées et avaient attendu, l'arme aux pieds, qu'il écrase l'insurrection. Elles avaient également laissé Saddam Hussein massacrer les Kurdes avant de décider, mais plus tard, la mise en place d'une zone « d'exclusion aérienne ». » Leur obstination à confondre bourgeoisie nationale et bourgeoisie vendue à l'impérialisme les amène à dénoncer un prétendu « appel du pied en direction des généraux irakiens afin qu'ils se débarrassent de Saddam Hussein par un coup d'Etat, en contrepartie de quoi ils seraient non seulement absous de leur passé au service du dictateur, mais conserveraient aussi leur pouvoir et leurs positions sociales ». (déclaration n°70 – janvier février 2003). L'histoire montrera que pendant que les cadres baasistes formeront l'un des noyaux de la résistance, aucun appareil d'Etat autonome ne réussira à naître sous l'occupation US...

3) Au moment où on prépare les esprits à une agression directe ou indirecte de l'Irak, où on diabolise son président Mahmoud Ahmadi-nejad comme on diabolisait quelques années plus tôt messieurs Milosevic et Hussein, ce pays devient lui même « impérialiste » pour la LCR : « la politique du gouvernement iranien dans ce domaine



Adaptation du « Ben Ali Dégage » tunisien (révolution démocratique contre un laquais de l'impérialisme occidental) à la Libye, relayant la propagande bourgeoise favorable à un renversement du « nouvel Hitler » Khadafi, dirigeant anti-impérialiste de longue date... Le journal du NPA présente sur la même Une un « dossier contre le colonialisme » et, en grand, le médiament-songe qui a permis l'assentiment de 'l'opinion publique » pour la reconquête coloniale de ce pays pétrolier. On apprendra plus tard que le président Khadafi n'a jamais bombardé son peuple (contrairement aux raids de l'OTAN).

[l'armement nucléaire] offre le meilleur prétexte qui soit à une escalade militaire dans la région, sans oublier la possibilité d'un accord sur un nouveau partage régional qui se ferait nécessairement sur le dos des mouvements populaires. » (déclaration du 24 septembre 2006). La LCR choisissait alors de soutenir « le peuple libanais » au moment de la boucherie israélienne menée méthodiquement dans le sud du pays, mais sans nommer le Hezbollah, pourtant directement ciblé dans cette guerre, sans rappeler que cette offensive n'aurait pas pu être menée si, quelques mois plus tôt les impérialistes, Israël et toutes les forces politiques occidentales (y compris trotskistes) n'avaient obtenu le retrait des troupes syriennes du Sud Liban au nom de la « souveraineté libanaise », et en accusant l'Iran de « tirer les ficelles » !

Lutte Ouvrière ne condamne même pas l'agression sioniste mais sa « méthode » ! « Pour mettre les guérillas du Hezbollah hors course, il aurait fallu commencer par une offensive terrestre et pas seulement les bombardements aériens. » (déclaration n°99 – octobre 2006). C'est donc cela, soutenir le « peuple » tout en condamnant les groupes organisés de ce peuple qui ont le courage de porter les armes contre une puissante armée régulière... D'ailleurs « Ce n'est évidemment ni d'Ahmadinejad ni de Nasrallah [leader du Hezbollah libanais], ni de leurs semblables, qu'il faut attendre cette politique [de paix]. Israël leur est trop commode pour servir de leurre à leur propre peuple... et masquer peut-être demain les compromis qu'ils sont prêts à passer, eux aussi, avec l'impérialisme lui-même. » (idem)...

4) Même scénario pour l'Europe de l'Est : Depuis l'effondrement du camp socialiste et de l'Union Soviétique, les guerres impérialistes reprennent de plus belle, non seulement au Proche et au Moyen Orient, où les USA cherchent à reprendre le contrôle des sources d'énergie, mais aussi en Europe dans la reconquête progressive des marchés que le camp socialiste avait réussi à soustraire pendant plusieurs décennies au capitalisme. Il y eut d'abord le démantèlement progressif de la Yougoslavie, par le soutien des forces nationalistes, fussent-elles ouvertement fascistes comme en Croatie, les « révolutions oranges » (« chouanneries » petite-bourgeoises russophobes) en Ukraine, en Géorgie, orchestrées par Washington et Bruxelles, puis les guerres ouvertes (pilonnages de la Yougoslavie par l'OTAN en appuie aux mafias kosovars séparatistes).

Au moment où les populations s'exilent pour fuir la guerre, la propagande occidentale parle de « purification ethnique » et de « charniers ». De tels charniers n'ont finalement jamais été découverts dans le Kosovo occupé par l'OTAN, ce qui n'a pas empêché Lutte Ouvrière de relayer la propagande anti-serbe au sein même des manifestations anti-guerre : « L'infamie de la purification ethnique ne justifie en rien une intervention militaire qui ne fait que l'aggraver, en même temps qu'elle fait payer la population de Serbie pour les crimes de son dictateur. », « l'intervention militaire impérialiste en Yougoslavie a facilité les basses œuvres des nationalistes grand-serbes au Kosovo, pour ne pas dire qu'elle leur prête la main. » (déclaration n°42 – avril 1999). Si l'on comprend bien les trotskistes, Milosevic profite du pilonnage systématique des infrastructures économiques de la Yougoslavie par le géant impérialiste pour... se débarrasser des kosovars ! Etonnante stratégie qui ne l'a pas empêché d'être traîné dans les tribunaux coloniaux US et d'y mourir, étonnante stratégie qui n'a pas empêché la Yougoslavie, et

Ni dictatures, ni impérialisme : Solidarité avec les révolutions arabes !



Affichette du NPA, avril 2011. Le NPA confond volontairement les révoltes tunisienne et égyptienne à la rébellion pro-impérialiste libyenne (dont on aperçoit le drapeau à droite). « Ni dictatures, ni impérialisme », tel est le slogan trotskiste typique, centrisme drapé dans un pseudo-soutien révolutionnaire qui n'a d'autre but que de légitimer la propagande impérialiste anti-libyenne, anti-syrienne, anti-iranienne, anti-chinoise, anti-russe, ... autrement dit de favoriser la guerre.

en particulier la Serbie de revenir à l'âge de pierre au sortir de la guerre, avec ou sans Kosovo...

Pendant l'été 2008, le Géorgie, Etat fantoche dirigé par un agent de la CIA, Sakhachvili, bombarde le territoire ossète peuplé de russophones réclamant leur indépendance. La Russie rétorque en protégeant le dit-territoire des forces géorgiennes. L'agression, trop brutale et mal préparée idéologiquement (la presse occidentale n'a pas eu le temps de diaboliser les ossètes !) est condamnée par l'opinion publique. Quelques mois après la proclamation par les USA et l'UE de l'indépendance du Kosovo, tout le monde fait le rapprochement. Pourquoi ceux qui ont diabolisé les yougoslaves et soutenu la rébellion kosovare au point de raser la Serbie sous les bombes au nom du droit des peuples à se séparer, soutiennent-ils à présent la Géorgie agressant un peuple réclamant à son tour l'indépendance ? Là encore les trotskistes remplissent leur tâche auprès des milieux militants, concédant à peine la brutalité géorgienne : « L'offensive, probablement mal calculée, lancée par les responsables géorgiens est motivée à la fois par la volonté de faire respecter l'intégrité territoriale d'un Etat aux contours contestés et celle de se s'affirmer politiquement et militairement face au voisin russe. » déclare la LCR. Les russes voudraient selon eux « montrer à l'UE et aux Etats-Unis qu'ils sont de retour comme force impérialiste de premier plan » et « les deux [Russie et Géorgie] sont ultranationalistes, autoritaires et militaristes et la majorité de la population de ces pays n'a rien à gagner dans un tel conflit. » (Déclaration du 12 août 2008).

5) Si un front anti-guerre en France par exemple a pu se construire malgré cette imprégnation trotskiste ni-ni au moment de la guerre du Golfe, qui ne permit pas d'éviter l'invasion de l'Irak mais contribua à isoler l'impérialisme US et à amplifier la dénonciation de ses principaux médiemensonges... il n'en fut pas de même pour la guerre de l'OTAN en Lybie en 2011. Au moment où éclatent plusieurs soulèvements populaires en Tunisie, en Egypte, au Bahreïn, le camp impérialiste, d'abord déstabilisé (soutien immédiat aux dictateurs pro-occidentaux Ben Ali et Mubarak ainsi qu'au régime féodal islamiste du Bahreïn) parvient à tourner la situation à son

avantage en cherchant dans la foulée la déstabilisation politique de la Lybie, pays gazier et pétrolier dirigé par un Kadhafi devenu trop gênant dans la recombinaison des alliances économiques en Afrique. L'impérialisme a juste le temps de maquiller Kadhafi en nouvel Hitler et lance une opération d'abord paramilitaire de déstabilisation interne puis un plan de destruction particulièrement meurtrier (la ville de Syrte notamment sera entièrement rasée, faisant des milliers de morts civiles). Mais en France l'énormité de l'opération ne crève pas les yeux des organisations progressistes, qui seront particulièrement rares à condamner cette nouvelle conquête impérialiste, et iront parfois jusqu'à se féliciter du soutien de Sarkozy au peuple libyen en « révolution » ! L'idéologie trotskiste reste prégnante chez les militants NPA et LO mais aussi au sein même du Front de Gauche (qui contient de fait des militants trotskistes issus du PS ou du NPA). Même situation dans le dossier Syrien : les trotskistes iront jusqu'à accuser le pouvoir français de ne pas intervenir comme en Libye (celui-ci étant en fait empêché par le Veto russo-chinois) ! « *Bachar El-Assad continue de noyer la contestation dans le sang. Quant aux puissances impérialistes, les révoltés de Syrie n'ont rien à en attendre. Elles font semblant de condamner. En fait elles soutiennent le régime.* » ira jusqu'à déclarer LO (déclaration du 5 mai 2012) ! La même incapacité à une analyse dialectique leur fera dire le 10 mars 2011 « *Après la Tunisie et*

l'Égypte, la contestation des régimes dictatoriaux s'étend. En Libye, après plus de deux semaines de combats et de répressions féroces, le pouvoir de Kadhafi semble devoir se limiter à une région de plus en plus restreinte. (...) Derrière ces dictatures il y a les grandes puissances qui dominent l'économie mondiale, il y a de grands trusts qui pillent leurs richesses et affament les populations. » (Mensuel de la Réunion – 10 mars 2011)

L'effondrement du camp socialiste a redynamisé l'impérialisme, l'a rendu aussi vorace que dans la première moitié du 20^{ème} siècle. On sait désormais que sans un front solide et international pour la Paix, capable de se traduire politiquement, une nouvelle guerre mondiale s'annonce, qui sera à n'en pas douter, encore plus meurtrière que les précédentes. Dans ce contexte, la propagande occidentale nous prépare déjà idéologiquement en nous parlant de « guerre des civilisations » ; le « péril jaune » refait surface, l'Amérique du sud serait de plus en plus « totalitaire », tandis que Al Qaïda nous prépare un Djihad sanglant à l'échelle mondiale.

Dans ce contexte, nous l'avons vu, les organisations trotskistes se font les relais de l'impérialisme au sein des militants progressistes qui luttent pour la paix, comme ils relayaient jadis la propagande antisoviétique des nazis sur le mode « ni-ni »...



« Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales « avancées » et « civilisées », les Etats Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires » - Lénine, A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe (1915)

Les organisations trotskistes sont majoritairement favorables à la construction européenne et de façon générale à un eurochauvinisme prétendument opposé aux nationalismes européens, elles participent à ce titre aux élections européennes avec toujours la phrase révolutionnaire classique sans dénonciation de l'impérialisme européen.

Conclusion: Reconstruire un véritable parti communiste aujourd'hui

Les marxistes-léninistes ont aujourd'hui des positions très contrastées dans les fronts de lutte, notamment syndicale, antilibérales, anti-guerres, antiracistes, antifascistes et électorale, vis à vis des trotskistes.

Si ces derniers font objectivement partie du paysage politique antilibéral, c'est évidemment au sein du front antilibéral, pour faire face à son aile réformiste (trotskiste et social-démocrate), que doit se reconstruire, dans l'action collective et le travail idéologique, un Parti Communiste héritier du PCF bolchevik issu du Congrès de Tours et du Komintern. Il faut ainsi non seulement comprendre quelles sont la nature de classe et les objectifs réels du trotskisme, mais aussi tenir compte de leur évolution hors des fronts de lutte et dans leur sein, pour orienter l'action communiste de façon juste.

Dans une certaine mesure, les organisations trotskistes sont actuellement enlisées dans une contradiction inédite : D'une part, la social-démocratisation du PCF et son déclin électoral poussent les différentes organisations trotskistes à se battre pour récupérer les « beaux restes » de ce parti qui reste, dans ses bastions historiques, encore ouvrier. D'autre part, le véritable objectif du trotskisme étant de diviser les fronts, le centrisme et la phrase de « gauche » restent la référence en toute circonstance.

Mais on ne peut à la fois mener des campagnes de sectarisme conduisant à morceler le camp militant antilibéral et recruter comme un vrai parti de masse.

A *Lutte Ouvrière*, qui représente sans doute l'une des organisations les plus sectaires au sens strict, on peut noter une volonté de plus en plus marquée de « plaire aux masses » : Ce parti qui n'a pas hésité à faire perdre le NON (à qui il ne manquait qu'1% pour l'emporter !) au traité de Maastricht par une campagne de boycott (« ni OUI ni NON »), a finalement appelé à voter NON au référendum pour la constitution européenne en 2005, au moment où la mobilisation populaire antilibérale devenait incontournable (il faut tout de même noter que LO a déserté le travail militant que cela impliquait, ou pire ; intervenait dans les réunions pour distiller le défaitisme). LO est porté par un électorat petit bourgeois qui reconnaît son « mérite de n'avoir jamais changé de discours », ce qui d'une certaine façon la lie à une identité trotskiste quasi-immuable et explique qu'elle soit l'organisation la plus « typique » du mouvement trotskiste historique actuellement...

Du côté du PT et de la LCR, la contradiction est plus poussée : Ces organisations prétendent aujourd'hui recruter beaucoup plus largement que LO, et pour ce faire, vont jusqu'à annoncer la mutation de leur identité politique. En changeant de nom (le PT devient le POI pendant que la LCR devient le NPA) ils prétendent avoir « dépassé le trotskisme »...

Nous avons montré à quel point le trotskisme n'est pas une théorie politique mais plutôt une posture anticommuniste capable de gagner en toutes circonstances les luttes progressistes. A ce titre, nous ne pouvons pas nous y tromper : ces organisations ne veulent ni ne peuvent réellement « dépasser le trotskisme » (la particularité des trotskistes étant d'ailleurs depuis longtemps de cacher voire de nier leur obédience réelle au sein des fronts), mais elles souhaitent plutôt par cette annonce que nous dépassions nous même... le marxisme ! L'appellation « Nouveau Parti Anticapitaliste » est très significative de ce point de vue : Il s'agit de faire oublier que le communisme est la seule arme sérieuse contre le capital, et non de

lutter réellement contre le capitalisme...

Quelque soient les tactiques, ce qui rassemble objectivement toutes les organisations trotskistes aujourd'hui reste l'hostilité envers ce qui subsiste du PCF, le travail d'accompagnement et d'accélération de sa social-démocratisation visant à récupérer le leadership à la « gauche de la gauche ». N. Sarkozy ne s'y trompe pas, qui affirme en 2008 que son « principal adversaire à gauche est Olivier Besancenot », ce dernier bénéficiant d'ailleurs d'une place d'honneur dans les médias pourtant cadenassés par l'appareil d'Etat UMP ! La bourgeoisie, prévoyant la montée inéluctable des luttes populaires que généreront les crises économiques et les guerres, anticipant sur l'incapacité de la social-démocratie plus que discréditée à capter et dissoudre ce mécontentement, cherche d'une part à liquider au plus vite ce qui reste du mouvement ouvrier communiste (dont le noyau historique demeure au PCF et dans la CGT) et d'autre part à orienter les nouvelles générations de prolétaires vers les impasses gauchistes, trotskistes de préférence...

Mais si les habits trotskistes (ou fascistes) sont taillés sur mesure pour la petite bourgeoisie révoltée, ils auront bien du mal à revêtir la classe ouvrière, dont la caractéristique fondamentale est la volonté politique d'union et d'organisation.

Au sein des forces voulant reconstruire un Parti Communiste, deux types d'erreurs peuvent être distinguées vis à vis des trotskistes si on est bien conscient des stratégies politiques de la bourgeoisie française :

1) Le premier type d'erreur consiste à fuir tout mouvement, tout front comportant une aile trotskiste. Il est évident que partout où les communistes militent dans les circonstances actuelles, ils rencontreront des trotskistes : Le camp militant est en effet composé aujourd'hui d'une petite bourgeoisie révoltée toujours travaillée par l'anticommunisme bourgeois, ce qui se traduit sur le terrain par une forte présence du trotskisme. Or la tactique des communistes est précisément de réaliser au sein des fronts de lutte le travail honnête, loyal et conséquent qui, en plus de mener ces fronts à la victoire quand cela est possible, poussera les trotskistes à démasquer leurs objectifs liquidateurs. La montée de l'idéologie trotskiste ou semi-trotskiste chez les militants politiques et syndicaux ne doit pas induire chez les marxistes-léninistes les comportements sectaires qui caractérisaient autrefois les trotskistes eux mêmes. Ils doivent au contraire lutter sur tous les fronts malgré les trotskistes, en essayant de faire avancer leurs idées contre les idées réformistes par la pratique. Faute de quoi, le repli sectaire et le scissionnisme des marxistes-léninistes les isoleront de plus en plus des masses et retarderont d'autant la construction pourtant plus que nécessaire d'un véritable Parti Communiste en France.

Le NPA s'est montré dans toutes les expériences électorales récentes, en particulier les élections présidentielles en 2007, particulièrement sectaire. Il a littéralement saboté la dynamique des collectifs antilibéraux qui cherchaient une traduction électorale du NON populaire à la constitution européenne en 2005, en annonçant la candidature séparée d'Olivier Besancenot quelque soit la configuration des débats au sein des collectifs. De nombreux militants ont vu clair dans cette démarche qui a contribué à faire gagner Sarkozy et ont claqué la porte du NPA naissant. Depuis chaque échéance électorale est d'ailleurs l'occasion pour une partie des militants de NPA de quitter l'organisation en raison de leurs pratiques sectaires

(essentiellement contre le Front de Gauche et son sillage antilibéral). La candidature Poutou aux présidentielles 2012, destinée à concurrencer la formidable dynamique du Front de Gauche en campagne, fut un lamentable échec (0,5%). Elle fut pourtant très instructive sur le véritable poids du NPA quand il ne peut plus être porté et soutenu par la propagande télévisuelle (idem pour LO).

C'est clairement la différence entre le comportement sectaire des trotskistes et le comportement unitaire des communistes qui doit profiter à ces derniers, dans ce contexte comme dans tous les autres.

2) Le deuxième type d'erreur consiste à s'allier stratégiquement à certains trotskistes par haine viscérale du PCF mutant. Il est clair que dans leur majorité, les organisations marxistes-léninistes françaises proviennent de la matrice PCF avec laquelle ils ont rompu plus ou moins récemment. Ces ruptures s'accompagnent, de la part de militants sincères qui ont consacré leur vie au Parti et qui sont ulcérés par sa mutation actuelle, d'un dépit si puissant qu'il en occulte parfois le nécessaire discernement des ennemis du communisme peuplant son aile « gauche ».

Pour certains, la définition même du trotskisme se simplifie pour faciliter les alliances de circonstance. Ainsi le rejet légitime de l'Europe et la lutte pour la souveraineté nationale et la défense des acquis sociaux et démocratiques issus des luttes en France peut servir de base à des rapprochements exclusifs avec le POI, ce parti « national-trotskiste » totalement chauvin, voire rouge-brun, ou avec la « Gauche Communiste » (tendance trotskiste au sein du PCF) contre le « nihilisme national » et pro-européen des LO-NPA-PCF-PS-Verts.

Là encore, c'est en réduisant la définition du trotskisme au seul « nihilisme national » (alors que le POI est -nous l'avons montré- tout aussi trotskiste que ses partis frères) qu'on justifie l'alliance avec des lambertistes qui ne seraient « pas vraiment trotskistes ». Pourtant, c'est précisément avec ce genre d'alliance stratégique à la marge qu'on se coupe des fronts réellement agissant, où se tiennent, qu'on le veuille ou non, tous ceux qui ont lutté pour le NON à la constitution européenne malgré leur nihilisme national ou leur croyance réactionnaire en « l'Europe sociale », dans le cadre du développement actuel du Front de Gauche, force désormais

« autonome et conquérante » antilibérale et de rassemblement.

Dans un cas comme dans l'autre, le travail des marxistes-léninistes pour la reconstruction d'un Parti Communiste en France doit pouvoir articuler l'action dans toutes les luttes naissant aujourd'hui ; syndicales, électorales, anti-guerre, etc., conscients que ces luttes passent nécessairement par des fronts plus ou moins dominés politiquement par le réformisme (social-démocrate et trotskiste), et le travail idéologique qui doit ouvrir les yeux des militants d'avant garde et les unir autour du marxisme-léninisme.

Ce double travail doit se réaliser dans les meilleures conditions politiques possibles. Or la stratégie actuelle de la bourgeoisie consiste à précipiter la mort du PCF et à promouvoir une « gauche de la gauche » essentiellement trotskiste se substituant au PCF. Dans l'état actuel du mouvement marxiste-léniniste, la lutte contre le révisionnisme qui a ébranlé le PCF ne doit pas accélérer sa mise à mort programmée, faute de quoi, non seulement la restructuration du paysage politique ne sera d'aucun effet pour le mouvement marxiste-léniniste encore très marginal, mais elle ne profitera qu'au trotskisme déjà montant et rendra notre travail de reconstruction encore plus difficile.

Les marxistes-léninistes ont vocation à prendre la relève du PCF condamné à plus ou moins brève échéance, mais ils n'ont aucun intérêt dans les conditions actuelles à hâter une telle mort qui ne servirait que les intérêts trotskistes contre ceux de la classe ouvrière. Croire au contraire qu'une lutte pour hâter la mort effective du PCF, au moment où nous, marxistes léninistes, ne représentons encore qu'une poignée de militants, se traduira par une reconstruction immédiate d'un nouveau parti communiste héritier de l'ancien, et non par une victoire politique durable du trotskisme en France, ce serait finalement croire à notre tour au mythe de la révolution permanente !



Ni Chirac ni Le Pen au deuxième tour des présidentielles 2002, ni oui ni non au référendum sur le traité de Maastricht en 1992... Pour LO, il faut être indifférent aux formes plus ou moins favorables aux luttes de classes que prend l'Etat...



« Seul le renversement de la clique bonapartiste du Kremlin peut permettre la régénération de la puissance militaire de l'URSS. Qui-conque défend directement ou indirectement le stalinisme, quiconque exagère la puissance de son armée, est le pire ennemi de la révolution, du socialisme et des peuples opprimés. » **Trotski**, *Après Munich**, une leçon toute fraîche - 10 octobre 1938.

* Les accords de Munich signés par l'Angleterre et la France permettent au Troisième Reich de s'engager dans sa croisade antibolchevique à l'Est, croisade qui sera différée grâce à la signature du pacte germano-soviétique l'année suivante.

« Dans votre pays, on n'a toujours pas publié la Plate-forme de l'Opposition de gauche qui a combattu Staline et proposé une voie alternative pour la construction du socialisme. En fait, vous êtes maintenant en train d'adopter ses idées: construire la démocratie socialiste authentique et l'autogestion. » **Catherine Samary** (Quatrième Internationale) s'adressant à Gorbatchev dans *Argumenti e fakti*, 2 décembre 1989, *Inprecor*, n°302, 9-23 février 1990, p.27

« Solidarnosc fonctionne objectivement de plus en plus, du moins sur le plan local et régional, comme un organe de double pouvoir; la révolution politique antibureaucratique a, en fait, déjà commencé en Pologne. L'expérience polonaise illustre le contenu prolétarien révolutionnaire des revendications démocratiques et nationales dans les Etats ouvriers bureaucratés. » Quatrième Internationale, 1980

« [Nous saluons] l'apparition d'une gauche plus radicale et plus massive. Trois lignes de force, progressistes, se dégagent de la plate-forme de Eltsine et de Sakharov: contre les privilèges de la bureaucratie; pour davantage d'égalité; pour un système pluriparti. » **Mandel**, *Inprecor*, n°285, 3 avril 1989, p.4.

« Où va l'URSS de Gorbatchev? Excluons de prime abord l'éventualité d'une restauration du capitalisme en URSS. Autant le capitalisme ne peut être graduellement supprimé, autant il ne peut être graduellement restauré. » **Mandel** - Où va l'URSS de Gorbatchev? 1989, p.20 et 23.

« Maintenant, tous les communistes du monde comprennent mieux qui sont les véritables révolutionnaires et qui sont les véritables contre-révolutionnaires. Trotski, les trotskistes, Gorbatchev et les gorbatchéviens sont dans le camp de la révolution, Staline et les staliniens sont dans le camp de la contre-révolution. Staline représente « une contre-révolution violente » **Mandel**, *Inprecor*, 11-24 sept. 1992, p. 19

Citations tirées de:

Le trotskisme au service de la CIA contre les pays socialistes

(Ludo Martens, 20 octobre 1992)

Trotsky portant la mèche de la bombe terroriste nazie et japonaise
Caricature de Viktor DENI parue dans Krokodil (URSS) - 1937



JUIN 2012



Cercle Henri Barbusse
de Culture Ouvrière et Populaire
membre du RCC - Rassemblement des Cercles Communistes
rassemblementcommuniste.org
cerclebarbusse@gmail.com